

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

7 JUILLET 2011

**Projet de loi portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 29 avril 2008 (1)**

## SOMMAIRE

	Pages
Exposé des motifs . . . . .	2
Projet de loi . . . . .	17
Accord de Stabilisation et d'Association . . . . .	18
Acte final . . . . .	74
Avant-projet de loi . . . . .	78
Avis du Conseil d'État . . . . .	79

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2010-2011

7 JULI 2011

**Wetsontwerp houdende instemming met de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, en met de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 29 april 2008 (1)**

## INHOUD

	Blz.
Memorie van toelichting . . . . .	2
Wetsontwerp . . . . .	17
Stabilisatie- en Associatieovereenkomst . . . . .	18
Slotakte . . . . .	74
Voorontwerp van wet . . . . .	78
Advies van de Raad van State . . . . .	79

(1) Les annexes et protocoles ne sont pas repris dans ce document. Ils peuvent être consultés au greffe du Sénat.

(1) De bijlagen en protocollen zijn niet in dit stuk opgenomen. Ze kunnen bij de griffie van de Senaat worden geraadpleegd.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

---

### **1. RÉSUMÉ DE L'ACCORD DE STABILISATION ET D'ASSOCIATION**

L'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) met en place le cadre contractuel qui régira les relations entre l'Union européenne (UE) et la Serbie jusqu'à l'adhésion de celle-ci à l'UE. Il couvre des domaines tels que :

- le renforcement de la démocratie et de l'état de droit;
- le dialogue politique;
- la coopération régionale;
- les quatre libertés communautaires, avec la mise en œuvre d'une zone de libre échange sur une période de maximum dix ans pour tous les produits industriels et la plupart des produits agricoles et de la pêche;
- l'harmonisation de la législation serbe avec l'acquis communautaire, en ce compris dans les domaines de la concurrence, des droits de propriété intellectuelle et des marchés publics;
- une coopération élargie dans tous les domaines des politiques européennes, y compris dans les domaines de la justice, des libertés et de la sécurité.

L'Accord de Stabilisation et d'Association se base sur le respect des conditions démocratiques fondamentales et sur les éléments clefs fondant le marché intérieur européen. Grâce à la mise en place d'une zone de libre échange avec l'UE et via les disciplines et bénéfices qui y sont liés (concurrence et réglementation des aides d'état, propriété intellectuelle, droit d'établissement), ce processus permettra à l'économie serbe de devenir une économie de marché et de commencer à s'intégrer à celle de l'UE. Dans les domaines où l'Accord n'impose pas d'obligations spécifiques en rapport avec l'acquis communautaire, il met en place des dispositions de coopération pour aider Belgrade à se rapprocher des normes européennes.

Même si les dispositions d'un Accord de Stabilisation et d'Association sont spécifiquement adaptées à chaque pays, l'objectif est le même pour l'ensemble des Balkans : une entière association par le biais d'une mise en œuvre des mêmes conditions fondamentales, après une période transitoire.

Les mécanismes des Accords de Stabilisation et d'Association, qui vont de sous-comités spécialisés à des réunions politiques telles que le Conseil de Stabilisation et d'Association permettront à l'UE de

## MEMORIE VAN TOELICHTING

---

### **1. SAMENVATTING VAN DE STABILISATIE-EN ASSOCIATIE-OVEREENKOMST**

De Stabilisatie- en Associatieovereenkomst (SAO) définit le cadre contractuel qui régira les relations entre l'Union européenne (EU) et Servië jusqu'à l'adhésion de celle-ci à l'UE. La convention couvre des domaines tels que :

- la renforcement de la démocratie et de l'état de droit;
- le dialogue politique;
- la coopération régionale;
- les quatre libertés communautaires, avec la mise en œuvre d'une zone de libre échange sur une période de maximum dix ans pour tous les produits industriels et la plupart des produits agricoles et de la pêche;
- l'harmonisation de la législation serbe avec l'acquis communautaire, en ce compris dans les domaines de la concurrence, des droits de propriété intellectuelle et des marchés publics;
- une coopération élargie dans tous les domaines des politiques européennes, y compris dans les domaines de la justice, des libertés et de la sécurité.

La Stabilisatie- en Associatieovereenkomst repose sur le respect des conditions démocratiques fondamentales et sur les éléments clefs fondant le marché intérieur européen. Grâce à la mise en place d'une zone de libre échange avec l'UE et via les disciplines et bénéfices qui y sont liés (concurrence et réglementation des aides d'état, propriété intellectuelle, droit d'établissement), ce processus permettra à l'économie serbe de devenir une économie de marché et de commencer à s'intégrer à celle de l'UE. Dans les domaines où l'Accord n'impose pas d'obligations spécifiques en rapport avec l'acquis communautaire, il met en place des dispositions de coopération pour aider Belgrade à se rapprocher des normes européennes.

Per land voorziet een Stabilisatie- en Associatie-overeenkomst weliswaar in specifieke bepalingen, maar voor heel de Balkan is er dezelfde doelstelling : een volledige associatie via de instelling van dezelfde basisvooraarden op het einde van een overgangsperiode.

De Stabilisatie- en Associatieovereenkomsten bevatten mechanismen, gaande van gespecialiseerde subcommissies tot politieke vergaderingen als de Stabilisatie- en Associatieraad, die de EU in staat

sélectionner des priorités et de surveiller leur application. La mise en œuvre effective de l'Accord de Stabilisation et d'Association est une condition incontournable avant que l'UE ne considère toute étape ultérieure dans le rapprochement de la Serbie vers l'Union européenne.

Les dispositions commerciales de l'Accord de Stabilisation et d'Association favorisent asymétriquement les exportations serbes, le traité officialisant l'octroi par l'UE de l'entrée libre de droits de douane à son marché pour l'immense majorité des produits serbes. Des exceptions basées sur des quotas et des tarifs douaniers restent en place pour un nombre très limité de produits agricoles sensibles.

## **2. ÉVOLUTION ET GENÈSE DE L'ACCORD**

### **2.1. Introduction : le Processus de Stabilisation et d'Association**

Cet Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) représente le cinquième des six accords de ce type entre l'Union en un pays des Balkans. Des ASA ont été signés avec l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM) et avec la République de Croatie en 2001, avec la République d'Albanie en juin 2006, la République du Monténégro le 15 octobre 2007 et la Bosnie-Herzégovine le 16 juin 2008. L'accord avec l'ARYM est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004, celui avec la Croatie le 1<sup>er</sup> février 2005, celui avec l'Albanie le 1<sup>er</sup> avril 2009 et celui avec le Monténégro le 1<sup>er</sup> mai 2010. L'ASA avec la Bosnie-Herzégovine est en cours de ratification, mais entretemps l'Accord intérimaire avec la Bosnie-Herzégovine sur le commerce et les mesures d'accompagnement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Lors du sommet de Zagreb qui réunit l'UE et les Balkans occidentaux en novembre 2000, la région a confirmé son engagement dans le Processus de Stabilisation et d'Association, qui repose sur la perspective d'adhésion à l'UE. Cette perspective se concrétise par des étapes intermédiaires, dont l'ASA est la plus importante. Ce processus est ajusté au niveau de développement de chaque pays, pour lui permettre d'évoluer à son propre rythme. En contrepartie de la perspective d'adhésion, les pays de la région ont entrepris de respecter les engagements politiques et économiques fixés pour tous les pays candidats et candidats potentiels.

Le Processus de Stabilisation et d'Association repose sur deux conditions essentielles qui sont l'entièvre coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et la coopération

stellen prioriteiten te bepalen en de toepassing ervan te bewaken. De effectieve uitvoering van de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst is een absolute voorwaarde. Pas daarna zal de EU verdere stappen overwegen voor een verdere toenadering van Servië tot de Europese Unie.

De handelsbepalingen van de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst houden een asymmetrische begunstiging in van de Servische uitvoer. Het verdrag bekrachtigt namelijk officieel dat de EU de overgrote meerderheid van de Servische producten vrij van douanerechten toegang verleent tot haar markt. Voor een zeer beperkt aantal gevoelige landbouwproducten blijven bij uitzondering quota's en douanetarieven van toepassing.

## **2. EVOLUTIE EN VOORGESCHIEDENIS VAN DE OVEREENKOMST**

### **2.1. Inleiding : het Stabilisatie- en Associatieproces**

Deze Stabilisatie- en Associatieovereenkomst (SAO) tussen de Europese Unie en de Republiek Servië is de vijfde in een reeks van zes overeenkomsten tussen de Unie en de landen van de Balkan. In 2001 werden reeds SAOs gesloten met de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië (FYROM) en met de Republiek Kroatië, in juni 2006 met de Republiek Albanië, op 15 oktober 2007 met de Republiek Montenegro en op 16 juni 2008 met Bosnië-Herzegovina. De overeenkomst met de FYROM werd op 1 april 2004 van kracht, die met Kroatië op 1 februari 2005, die met Albanië op 1 april 2009 en die met Montenegro op 1 mei 2010. De SAO met Bosnië-Herzegovina nadert zijn bekrachtiging. De Interimovereenkomst met Bosnië-Herzegovina inzake handel en aanverwante zaken trad inmiddels wel al in werking op 1 juli 2008.

Op de Top van Zagreb in november 2000 kwamen de EU en de Westelijke Balkan samen. De regio verbond zich ertoe het Stabilisatie- en Associatieproces te doorlopen in het vooruitzicht van het EU-lidmaatschap. Dit proces behelst verschillende tussenvastappelen, waarvan de SAO de belangrijkste is. Er wordt rekening gehouden met het ontwikkelingsniveau van elk land zodat het zijn eigen ritme kan volgen. Om in aanmerking te komen voor lidmaatschap, trachten de landen uit de regio de politieke en economische voorwaarden te vervullen die voor alle kandidaat-lidstaten en potentiële kandidaten gelden.

Het Stabilisatie- en Associatieproces berust op twee fundamentele voorwaarden, met name de volledige samenwerking met het Internationaal Straftribunaal voor het voormalige Joegoslavië (ICTY) en de

régionale. Il a porté ses fruits en stabilisant les Balkans occidentaux et en jetant les bases de nouvelles réformes et d'une transition plus rapide. Il s'agit d'un partenariat progressif, au sein duquel l'UE offre un éventail de concessions commerciales, une assistance technique, financière et économique et des relations contractuelles matérialisées par les Accords de Stabilisation et d'Association.

Lors du sommet de Thessalonique (juin 2003), l'UE a réaffirmé son engagement à intégrer progressivement les pays des Balkans occidentaux. Le Processus de Stabilisation et d'Association a été enrichi par des aspects de la stratégie d'élargissement, afin que le processus soit mieux à même de relever de nouveaux défis.

Sur le plan commercial, l'UE accorde unilatéralement depuis 2000 des conditions tarifaires généreuses à des produits serbes, en tant que mesure de soutien dans le cadre du Processus de Stabilisation et d'Association. L'ASA formalise ces concessions tarifaires autonomes dans un cadre contractuel tout en requérant que la Serbie ouvre son marché au cours d'une période maximale de dix ans.

Le processus de Stabilisation et d'Association ne se limite pas à une série d'accords bilatéraux entre les pays de la région et l'UE. La coopération régionale reçoit un accent particulier en tant que partie intégrante du contrat que l'UE offre à chaque pays de la région. La Serbie s'engage à renforcer et à formaliser ses liens avec ses voisins. Les objectifs de cette approche régionale sont :

- encourager les états de la région à se comporter l'un à l'égard de l'autre d'une manière conforme aux relations qui existent entre les états membres de l'UE;

- mettre en place une zone de libre-échange régional qui se substitue aux nombreuses conventions bilatérales, pour lever les obstacles au commerce de biens entre les pays de la région et l'UE. Cette zone de libre échange est désormais une réalité avec l'entrée en vigueur en novembre 2007 du *Central European Free Trade Agreement* (CEFTA).

- l'intégration graduelle des Balkans occidentaux aux réseaux transeuropéens de transport et d'énergie;

- encourager les autorités de la région à affronter en commun les défis et menaces que sont le crime organisé, l'immigration illégale et d'autres formes de trafic, entre autre par la coopération dans la gestion des frontières extérieures.

regionale samenwerking. Dit proces had positieve gevolgen en bracht een grotere stabiliteit in de Westelijke Balkan. Het bereidde ook de weg voor nieuwe hervormingen en een snellere overgang. In het kader van dit progressieve partnerschap biedt de EU een brede waaier aan handelsconcessies, technische, financiële en economische bijstand en contractuele betrekkingen die vorm krijgen in de Stabilisatie- en Associatieovereenkomsten.

Op de Top van Thessaloniki (juni 2003) herhaalde de EU dat ze zich ertoe verbindt de Westelijke Balkan stap voor stap te integreren. In het stabilisatie- en associatieproces werden aspecten van de uitbreidingsstrategie opgenomen, om beter voorbereid te zijn op nieuwe uitdagingen.

Met betrekking tot de handel past de EU sinds 2000 unilateraal gunstige handels- en tariefvoorwaarden toe voor Servische producten, als steunmaatregel in het kader van het Stabilisatie- en Associatieproces. De SAO formaliseert deze Europese tafiefconcessies in een contractueel kader en roept Servië tevens op zijn markt geleidelijk open te stellen over een periode van maximaal tien jaar.

Het Stabilisatie- en Associatieproces is meer dan een aantal bilaterale overeenkomsten tussen de landen uit de regio en de EU. Een bijzondere rol is weggelegd voor de regionale samenwerking als essentieel onderdeel van het contract dat de EU aan elk land in de regio aanbiedt. Servië verbindt zich ertoe de banden met de buurlanden te versterken en te formaliseren. Deze regionale aanpak heeft ten doel :

- de staten in de regio aanzetten tot wederzijdse relaties die met de betrekkingen tussen de lidstaten van de EU onderling stroken;

- een regionale vrijhandelszone tot stand brengen die de talrijke bilaterale verdragen vervangt en zo de handelsbelemmeringen wegwerken die tussen de landen van de regio en de EU bestaan. Deze vrijhandelszone werd inmiddels ingesteld door middel van de inwerkingtreding in november 2007 van de *Central European Free Trade Agreement* (CEFTA);

- de Westelijke Balkan geleidelijk in de trans-Europese transport- en energienetwerken integreren;

- de autoriteiten in de regio aanmoedigen tot een gemeenschappelijke aanpak van de uitdagingen en bedreigingen die uitgaan van georganiseerde misdaad, illegale immigratie en andere vormen van illegale handel, onder andere door de samenwerking bij het beheer van de buitengrenzen.

## 2.2. Le cadre des négociations

Le texte de base pour les discussions était largement inspiré de l'accord signé en juin 2006 avec l'Albanie, ce texte étant lui-même basé sur les accords signés avec l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et la Croatie en 2001.

La Serbie négocia ce traité en deux phases. La première phase s'étira du 10 octobre 2005 au 3 mai 2006 et se déroula dans le cadre de l'Union d'États Serbie-Monténégro, quand Belgrade négociait pour les compétences qui lui étaient reconnues par la charte constitutive de l'Union d'États tout en représentant également l'Union d'États pour ses quelques compétences telles les affaires étrangères. Jusqu'avril 2006, quatre tours de négociation eurent lieu. Le 3 mai 2006, la Commission fut forcée d'interrompre ces négociations en raison du manque de coopération des autorités serbes avec le Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie, tel que constaté par le procureur en chef du Tribunal, Mme Carla Del Ponte.

Peu après cette interruption, le 21 mai 2006, le Monténégro tint un référendum sur la fin de l'Union d'États, référendum qui fut remporté par les indépendantistes. En conséquence, le Parlement monténégrin proclama l'indépendance de l'État le 3 juin 2006, proclamation politiquement reconnue par l'UE via les conclusions du Conseil Affaires générales et Relations extérieures (CAGRE) du 12 juin 2006.

Partiellement suite à cette fin de l'Union d'États, la Serbie entra dans une longue période électorale, entamée par le référendum constitutionnel pour adopter en octobre 2006 une constitution démocratique et adaptée à la fin de la fédération yougoslave. Cette nouvelle constitution força la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections législatives qui se tinrent le 21 janvier 2007. De longues et difficiles tractations entre formations démocratiques suivirent ce scrutin pour former un gouvernement décidé à faire de l'intégration européenne (et donc la coopération avec le TPIY) une de ses priorités. Ce n'est que le 15 mai 2007 qu'une telle coalition vit le jour, plus d'un an après l'interruption des négociations de l'ASA.

Après une visite à Belgrade, le commissaire Rehn estima le 30 mai 2007 que les négociations ASA pouvaient être relancées, entre autre sur base d'engagements publics en faveur de l'entièvre coopération avec le TPIY et la création d'un Conseil national de sécurité. Le 1<sup>er</sup> juin 2007, le général Tolimir, fugitif TPIY inculpé de génocide, fut arrêté dans une

## 2.2. Het onderhandelingskader

De basistekst voor de besprekingen was grotendeels ingegeven door de overeenkomst met Albanië die in juni 2006 werd ondertekend. Deze tekst was op zijn beurt gebaseerd op de overeenkomsten die in 2001 met de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië en met Kroatië werden ondertekend.

Servië onderhandelde in twee fases over deze overeenkomst. De eerste fase duurde van 10 oktober 2005 tot 3 mei 2006 en verliep in het kader van de Staatsunie Servië-Montenegro, waarbij Belgrado onderhandelde over de bevoegdheden die aan Servië waren toegekend door het grondwettelijk handvest van de Staatsunie en tevens otrat als vertegenwoordiger van de Staatsunie voor enkele bevoegdheden, waaronder buitenlandse zaken. Tot april 2006 vonden vier onderhandelingsrondes plaats. Op 3 mei 2006 diende de Commissie deze onderhandelingen stop te zetten vanwege van het gebrek aan medewerking door de Servische autoriteiten met het Internationaal Straftribunaal voor het voormalige Joegoslavië, zoals werd vastgesteld door de hoofdaanklager van het Tribunaal, mevrouw Carla Del Ponte.

Een tijdje later, op 21 mei 2006, hield Montenegro een referendum over de opheffing van de Staatsunie, dat werd gewonnen door de onafhankelijkheidsgezinden. Na de onafhankelijkheidsverklaring door het Montenegrinse parlement van de staat Montenegro op 3 juni 2006, legde de EU in de conclusies van de Raad Externe Betrekkingen en Algemene Zaken (RAZEB) van 12 juni 2006 de politieke erkenning vast van de onafhankelijke Staat Montenegro.

Het was deels de opheffing van de Staatsunie die in Servië de aanzet gaf tot een lange verkiezingsperiode die in oktober 2006 werd ingeluid met het grondwettelijk referendum over de goedkeuring van een democratische grondwet die aansloot bij het einde van de Joegoslavische Federatie. De aanneming van deze nieuwe grondwet gaf aanleiding tot de ontbinding van het parlement en tot nieuwe parlementsverkiezingen op 21 januari 2007. Hierop volgden lange en moeizame onderhandelingen tussen de democratische partijen om een regering te vormen die van de Europese integratie (en dus de samenwerking met het ICTY) één van haar prioriteiten zou maken. Het duurde tot 15 mei 2007 vooraleer een geschikte regeringscoalitie tot stand kwam, meer dan een jaar nadat de onderhandelingen over de SAO waren stopgezet.

Op 30 mei 2007, na een bezoek aan Belgrado, was commissaris Rehn van mening dat de SAO-onderhandelingen konden worden hervat, mede op basis van de in het openbaar aangebrachte verbintenissen inzake de volledige samenwerking met het ICTY en de oprichting van een Nationale Veiligheidsraad. Dat het de Servische autoriteiten ernst was, bleek bij de arrestatie

opération commune entre les services serbes et la police de la *Republika Srpska* (Bosnie Herzégovine), prouvant le sérieux des déclarations serbes. Sur base des résultats d'une visite à Belgrade et de coopération effective (documentation, travail des services de sécurité, allusion à une prochaine arrestation de Mladic), Mme Del Ponte donna une évaluation positive de l'attitude du gouvernement serbe dans son rapport semestriel au Conseil de sécurité des Nations unies, publié le 18 juin 2007. Elle souligna néanmoins que si la coopération était en net progrès, elle était encore loin d'être totale.

Le 13 juin 2007, le commissaire Rehn ouvrit formellement un nouveau round de négociation, relançant ainsi les discussions techniques. Le 17 juin, un nouveau fugitif serbe, Djordevic, fut arrêté au Monténégro, et rapidement extradé à la Haye au TPIY. Trois sessions de négociations techniques se succédèrent rapidement en juillet et le 10 septembre 2007. Ce dernier round permit de clore les discussions entre Serbie et Commission.

Ce rythme rapide des négociations techniques était preuve tout autant de la volonté des dirigeants serbes (ou du moins de l'aile pro-européenne du gouvernement) d'aller très vite sur la voie du rapprochement européen que des compétences et capacités de négociation de l'administration serbe.

Les vingt-sept États membres acceptèrent début octobre 2007 le résultat technique de ces négociations. Certains états membres, voisins de la Serbie, se contentèrent de résultats moins favorables que ceux obtenus avec la Bosnie Herzégovine ou le Monténégro (rythme d'ouverture tarifaire, produits agricoles, transports routiers, ...) eu égard à l'importance politique pour eux d'une clôture rapide des négociations.

Ce déroulement des négociations techniques ne fut pas parallèle à des développements positifs en matière de coopération serbe avec le TPIY. Mme Del Ponte fit savoir que celle-ci s'était quasi entièrement interrompue pendant l'été 2007. C'est uniquement grâce à des mises en garde du commissaire Rehn, du président Barroso et du secrétaire général/haut représentant Solana que le gouvernement à Belgrade relança - partiellement- ses efforts, notamment en matière d'accès aux documents et archives, mais sans nouvelles arrestations.

op 1 juni 2007 van de voortvluchtige generaal Tolimir, die door het ICTY wordt beschuldigd van genocide, tijdens een gemeenschappelijke operatie van de Servische diensten en de politie van de *Republika Srpska* (Bosnië-Herzegovina). Op grond van de bevindingen van haar bezoek aan Belgrado en rekening houdend met een daadwerkelijke bereidheid tot samenwerking vanwege de Servische autoriteiten (documentatie, het werk van de veiligheidsdiensten, de allusie op een op til zijnde arrestatie van Mladic), beoordeelde Mevr. Del Ponte in het halfjaarlijks verslag aan de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties dat op 18 juni 2007 werd gepubliceerd, de houding van de Servische regering positief. Zij stelde wel dat de samenwerking er heel wat op was vooruitgegaan, maar lang nog niet volledig was.

Op 13 juni 2007 zette commissaris Rehn officieel het licht op groen voor een nieuwe onderhandelingsronde en werden de technische besprekingen hervat. Op 17 juni werd andermaal een Servische voortvluchtige, Djordevic, in Montenegro gearresteerd en snel aan het ICTY in Den Haag uitgeleverd. In juli en op 10 september 2007 hadden drie technische onderhandelingsvergaderingen snel na elkaar plaats. Tijdens deze laatste onderhandelingsronde konden de gesprekken tussen Servië en de Commissie worden afgerond.

Het snelle verloop van de technische onderhandelingen wees erop dat de Servische leiders (of ten minste de pro-Europese vleugel van de regering) het integratiedoel zo snel mogelijk wilden verwezenlijken en illustreerde de onderhandelingsbevoegdheid en -capaciteit van de Servische administratie.

Begin oktober 2007 hechtten de zeventien lidstaten hun goedkeuring aan het technische resultaat van deze onderhandelingen. Sommige lidstaten, grenzend aan Servië, namen genoegen met minder gunstige resultaten dan degene bekomen in de onderhandelingen met Bosnië-Herzegovina of met Montenegro (tempo van de verlaging van de douanerechten, landbouwproducten, wegvervoer, ...), omdat het voor hen van politiek belang was dat de onderhandelingen zo snel mogelijk zouden worden afgerond.

De technische onderhandelingen boekten evenwel heel wat sneller vooruitgang dan de samenwerking van Servië met het ICTY. Mevr. Del Ponte liet optekenen dat deze samenwerking in de zomer 2007 bijna volkomen was stopgezet. Het is pas na een aantal verwittigingen door commissaris Rehn, voorzitter Barroso en de secretaris-generaal/hoge vertegenwoordiger Solana dat de regering in Belgrado althans ten dele bereid werd gevonden weer inspanningen te doen, meer bepaald inzake de toegang tot documenten en archieven. Nieuwe arrestaties bleven evenwel uit.

Mme Del Ponte adressa à la Commission une évaluation mitigée de cette coopération le 15 octobre 2007, ce que saisit le commissaire Rehn pour *in fine* parafer le texte de l'ASA à Bruxelles le 7 novembre 2007, en présence du Président serbe Tadic. Il faut rappeler que le paraphe d'un traité ferme technique-ment le texte des négociations, qui sont dès lors closes. Il s'agit d'une compétence exclusive de la Commission lors des négociations d'Accord de Stabilisation et d'Association, qui n'engage pas les États membres sur la décision ou non de signer ce traité.

Ce paraphe n'eut pas d'influence positive sur la coopération serbe avec le TPIY qui fut décrite et jugée en des termes sévères par Mme Del Ponte lors de son dernier briefing au CSNU le 10 décembre 2007, «Même si la Serbie a les capacités et l'expertise nécessaire, elle a de manière répétée échoué à agir». Mme Del Ponte notait également «l'obstruction volontaire de la coopération avec le tribunal international, ainsi que de sérieuses déficiences structurelles».

Entretemps, le climat politique en Serbie s'était de nouveau dégradé, à la fois à l'intérieur de la coalition gouvernementale entre pro-européens et conservateurs nationalistes modérés. Les raisons de cette dégradation étaient la marche de la province serbe du Kosovo sous administration onusienne vers l'indépendance et l'approche du scrutin présidentiel qui aiguisait les rivalités internes. Le rapprochement européen, incarné par la conclusion de l'ASA, devenait ainsi l'objet de controverse et de rivalités entre les partis. Le scrutin présidentiel fut organisé en deux tours, les 20 janvier et 3 février 2008, et remporté de justesse par le président sortant, le pro-européen B. Tadic. Peu après, le 17 février 2008, le Parlement kosovar proclamait à l'unanimité l'indépendance de la province.

Ces différents éléments amenèrent la coalition gouvernementale serbe à l'éclatement, son aile nationaliste et conservatrice refusant de signer l'Accord de Stabilisation et d'Association. Le premier ministre Kostunica justifiait ce refus en prétextant que l'UE avait promis l'indépendance du Kosovo et la violation de l'intégrité territoriale serbe en déployant une mission d'appui à l'état de droit au Kosovo. Dans cet argumentaire, Kostunica oubliait de mentionner que le texte de l'ASA était neutre en matière de statut final du Kosovo, que l'UE en tant que telle n'avait pas la compétence de reconnaître le Kosovo et que plusieurs états membres refusaient de reconnaître le nouvel état. Suite à cette chute du gouvernement, de nouvelles élections législatives furent convoquées pour le 11 mai 2008.

In het evaluatieverslag dat Mevr. Del Ponte op 15 oktober 2007 aan de Commissie voorlegde, maakte ze gewag van een matige samenwerking. Commissaris Rehn greep deze gelegenheid aan om de tekst van de SAO op 7 november 2007 in Brussel *in fine* te paraferen, in aanwezigheid van de Servische president Tadic. Het is zo dat het paraferen van een verdrag technisch gesproken het einde betekent van de onderhandelingen, die dan als afgerond worden beschouwd. Dit is een exclusieve bevoegdheid die de Commissie tijdens de onderhandelingen over een Stabilisatie- en Associatieovereenkomst kan uitoefenen, zonder dat zulks voor de lidstaten systematisch de verplichting met zich brengt het verdrag te ondertekenen.

Het paraferen van de verdragtekst had evenwel geen gunstige uitwerking op de bereidheid van de Servische autoriteiten tot samenwerking met het ICTY. Die samenwerking werd door mevrouw Del Ponte in haar laatste briefing aan de VN-Veiligheidsraad op 10 december 2007 in harde bewoordingen omschreven en beoordeeld. Ze stelde dat Servië, hoewel het over de nodige capaciteit en expertise beschikt, herhaaldelijk is tekortgeschoten. Mevr. Del Ponte noteerde eveneens dat de samenwerking met het ICTY opzettelijk gehinderd werd en stelde een aantal ernstige structurele tekortkomingen vast.

Inmiddels was het politieke klimaat in Servië andermaal verslechterd, ook binnen de regeringscoalitie tussen pro-Europeanen en gematigde nationalistische behoudsgezinden. De redenen hiervoor waren het streven naar onafhankelijkheid van de Servische provincie Kosovo onder VN-bestuur en de nakende presidentsverkiezingen die de interne rivaliteiten nog aanscherpten. De toenadering tot Europa waarvan de SAO de concrete neerslag was, werd zo het voorwerp van controversie en na-ijver tussen de partijen. De presidentsverkiezingen, die in twee rondes plaatsvonden op 20 januari en 3 februari 2008, werden nipt gewonnen door de uitstredende president, de pro-Europeaanse president B. Tadic. Een tijdje later, op 17 februari 2008, riep het Kosovaarse parlement eenparig de onafhankelijkheid uit van de provincie.

Deze gebeurtenissen leidden tot het uiteenvallen van de Servische regeringscoalitie, mede omdat de nationalistische behoudsgezinde vleugel de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst weigerde te ondertekenen. Als reden voor deze weigering voerde eerste minister Kostunica aan dat de EU had bijgedragen tot de onafhankelijkheid van Kosovo en de schending van de Servische territoriale integriteit door een missie ter ondersteuning van de rechtsstaat naar Kosovo te sturen. Kostunica verloor wel even uit het oog dat de SAO zich neutraal opstelde ten aanzien van de definitieve status van Kosovo, dat de EU als zodanig niet de bevoegdheid heeft om Kosovo te erkennen en dat een aantal lidstaten ook weigerden de nieuwe Staat te erkennen. Na de val van de regering werden op 11 mei 2008 nieuwe parlementsverkiezingen gehouden.

Dès lors, tenant compte des risques pour la Serbie, les Balkans voire certains états membres de l'UE qu'aurait représenté une éventuelle victoire des nationalistes et des conservateurs du premier ministre sortant Kostunica, l'ensemble des vingt-sept États membres (dont la Belgique et les Pays-Bas) accepta *in fine* de signer l'ASA le 29 avril 2008. Il s'agissait ainsi d'envoyer un signal fort aux électeurs serbes sur la réalité de la perspective européenne et le fait que Belgrade rejoindrait un jour l'UE. Cette signature intervint en marge du CAGRE du 29 avril 2008.

### **2.3. Priorités de la Belgique dans ces négociations**

Dans la préparation du mandat de négociation et lors du déroulement des négociations, la Belgique a plaidé pour une approche régionale cohérente qui aborde la Serbie d'une manière comparable avec les autres états balkaniques, sans traitement de faveur ni préjugés négatifs.

Sur le plan politique, la Belgique a donc insisté sur le respect par l'Union d'États, puis la Serbie, de la condition d'entièvre coopération avec le TPIY. Plusieurs raisons justifiaient cette attitude de principe de la Belgique, qu'elle partageait avec les Pays-Bas.

Il s'agissait d'appliquer à la Serbie des critères d'évaluation comparables à ceux mis en œuvre vis-à-vis de ses voisins comme la Croatie (affaire Gotovina), à savoir que l'entièvre coopération TPIY est un préalable indispensable pour franchir toute étape vers l'UE. Toute différence de traitement entre états de la région, impliqués à des degrés divers dans les conflits des années 1990, auraient eu des conséquences dommageables sur l'attitude de chacun vis-à-vis de la coopération judiciaire internationale.

Autre élément important, cette entière coopération avec le TPIY était la condition *sine qua non* pour faire la lumière et juger les pires crimes qu'avait connus le continent européen depuis 1945. Similairement, l'engagement réel et concret du gouvernement serbe était aussi une condition nécessaire pour que celui-ci prouve son contrôle sur les forces armées et les services de sécurité, ce qui est indispensable dans un État de droit et une démocratie fonctionnelle, aspirant à rejoindre un jour l'UE. Enfin, l'entièvre coopération avec TPIY des instances gouvernementales serbes était également le meilleur moyen pour celles-ci de se distancier des crimes commis par des responsables serbes dans les années 90.

Rekening houdend met de risico's die een eventuele overwinning van de nationalistische en behoudsgezinde aanhangers van de uittredende eerste minister Kostunica inhield voor Servië, de Balkanlanden en zelfs een aantal lidstaten van de EU, besloten de zeventien lidstaten (waaronder België en Nederland) uiteindelijk de SAO op 29 april 2008 te ondertekenen. Op die manier wilden ze de Servische kiezers duidelijk maken dat het Europese vooruitzicht een realiteit was en dat Belgrado in de toekomst daadwerkelijk zal toetreden tot de EU. De ondertekening had plaats in de marge van de RAZEB van 29 april 2008.

### **2.3. Prioriteiten van België in de onderhandelingen**

Bij de voorbereiding van het onderhandelingsmandaat en tijdens de onderhandelingen heeft België steeds gepleit voor een coherente regionale benadering die inhield dat Servië werd behandeld zoals de andere Balkanstaten, zonder voorkeurregeling en zonder negatieve vooroordelen.

Op politiek niveau stelde België met aandrang dat de Staatsunie, en later Servië, moet voldoen aan de vereiste inzake de volledige samenwerking met het ICTY. Deze principiële houding van België, die ook Nederland deelde, was ingegeven door een aantal redenen.

Het ging erom voor Servië evaluatiecriteria te hanteren die vergelijkbaar zijn met de criteria die worden gehanteerd voor buurlanden zoals Kroatië (de zaak Gotovina), met name dat volledige samenwerking met het ICTY een essentiële randvoorwaarde is om een stap dichter bij de EU te komen. Een ongelijke behandeling van de staten van de regio, die in verschillende mate betrokken waren bij de conflicten van de jaren 90, zou een schadelijke uitwerking hebben gehad op de houding van deze staten ten aanzien van de internationale gerechtelijke samenwerking.

Een ander belangrijk gegeven is dat deze volledige samenwerking met het ICTY de basisvoorwaarde was om klarheid te scheppen omtrent de grootste misdaden die zich sinds 1945 op het Europese continent hebben voorgedaan en deze te berechten. Terzelfder tijd was dit concreet en reëel engagement van de Servische regering een noodzakelijke voorwaarde om haar controle op het leger en de veiligheidsdiensten aan te tonen. Dit is immers een noodzakelijke voorwaarde in een rechtsstaat en een functionerende democratie die ooit lid wil worden van de EU. Ten slotte was het zo dat een volledige samenwerking met het ICTY voor de Servische regeringsinstanties het middel bij uitstek was om afstand te nemen van de misdaden waaraan de Servische verantwoordelijken zich in de jaren 90 schuldig hadden gemaakt.

Enfin, la Belgique plaide constamment pour une très claire distinction entre les conditions du rapprochement européen de la Serbie et la gestion du statut final du Kosovo, l'un ne pouvant s'acheter avec l'autre, notamment aux yeux des dirigeants et du public serbe.

La Belgique se rangea donc entièrement derrière la Commission quand celle-ci fut contrainte d'interrompre les négociations avec la Serbie-Monténégro le 3 mai 2006. Dès l'automne 2006, un long et difficile débat s'imposa quasi tous les mois au CAGRE sur la reprise et la conclusion de ces négociations. Pour certains états membres, la conclusion de ces négociations devait permettre d'accélérer le rapprochement européen de la Serbie, de l'ancrer au sein de la famille occidentale et européenne, de la stabiliser ainsi que la région, quitte à ce que Belgrade ne remplisse pas la condition d'entièvre coopération TPIY. Dans cette optique, il s'agissait également de tempérer le choc que représenterait la perte du Kosovo par la Serbie par des mesures d'accompagnement voire des compensations.

Le débat fut ardu surtout à la veille des différents scrutins serbes de 2007 et 2008 (trois en un an) et lors de la reprise des négociations techniques en mai-juin 2007. En mai-juin 2007, l'insistance du besoin de gestes concrets pour permettre la reprise des négociations déboucha ainsi sur l'arrestation de deux fugitifs.

In fine cependant, la position de principe belgo-néerlandaise se retrouva minorisée au sein du Conseil, face aux affres de la politique interne serbe et la radicalisation du parti du premier ministre Kostunica, à l'impact qu'eut la déclaration d'indépendance du Kosovo et à la succession rapide des élections serbes. Cette minorisation fut apparente lors du Gymnich de Brdo de fin mars 2008, où la présidence slovène de l'UE opéra une lourde pression pour accélérer le rapprochement européen de la Serbie, au nom des considérations de stabilité régionale.

C'est sur cette base que la Belgique et les Pays Bas acceptèrent de signer l'ASA avec Belgrade le 29 avril 2008, quelques jours avant le scrutin législatif, malgré l'absence d'entièvre coopération. Il s'agissait de faire preuve de solidarité européenne avec les nombreux états membres proches de la région et légitimement inquiets devant le risque de l'arrivée au pouvoir d'une coalition nationaliste et anti-européenne. Ce faisant, la Belgique et les Pays-Bas préservaiient les principes qu'ils avaient toujours défendus puisque la signature du traité devenait purement symbolique, étant donné

België, ten slotte, pleitte er onafgebroken voor dat een duidelijk onderscheid zou worden gemaakt tussen de voorwaarden voor toenadering van Servië tot de EU, enerzijds, en de regeling van de definitieve status van Kosovo, anderzijds, zodat het voor de Servische leiders en de Servische publieke opinie duidelijk is dat het ene niet kan worden ingeruimd voor het andere.

België was het dan ook volkomen eens met de Commissie toen deze zich verplicht zag de onderhandelingen met Servië-Montenegro op 3 mei 2006 te staken. Vanaf de herfst 2006 werden binnen de RAZEB haast elke maand lange en moeizame debatten gevoerd over de hervatting en de afronding van deze onderhandelingen. Volgens sommige lidstaten zou de afronding van deze onderhandeling de toenadering van Servië tot de EU bespoedigen, het land verankerken binnen de Westerse en Europese familie, het land en de regio stabiliseren, al voldeed Belgrado niet aan de voorwaarde inzake de volledige samenwerking met het ICTY. In de lijn van deze zienswijze was het ook zaak de impact van het verlies van Kosovo voor Servië ietwat te temperen middels een aantal begeleidende dan wel compenserende maatregelen.

De gesprekken verliepen stroef, met name aan de vooravond van de Servische verkiezingen van 2007 en 2008 (drie op een jaar tijd) en bij de hervatting van de technische onderhandelingen in mei-juni 2007. In de periode mei-juni 2007 leidde de nadrukkelijke vraag om een concreet gebaar dat de hervatting van de onderhandelingen mogelijk zou maken, tot de arrestatie van twee voortvluchtigen.

Op het laatst was binnen de Raad evenwel slechts nog een minderheid te vinden voor het Belgisch-Nederlandse principiële standpunt omdat de leden van de Raad zich zorgen maakten over de problemen waarmee de Servische interne politiek te kampen had en over de radicalisering van de partij van eerste minister Kostunica, over de uitwerking van de onafhankelijkheidsverklaring van Kosovo en over de snelle opeenvolging van verkiezingen in Servië. Dat bleek tijdens de Gymnich van Brdo eind maart 2008, waar het Sloveense EU-voorzitterschap uit overwegingen van regionale stabiliteit grote druk uitoefende om de toenadering van Servië tot de EU te bespoedigen.

Op basis hiervan stemden België en Nederland ermee in de SAO met Belgrado te ondertekenen op 29 april 2008, enkele dagen voor de parlementsverkiezingen, al was er geen sprake van volledige samenwerking met het ICTY. Het was zaak blijk te geven van Europese solidariteit met het groot aantal lidstaten die in de regio gelegen zijn en die terecht bang waren dat er in Servië een nationalistische en anti-Europese coalitie aan de macht zou komen. Dit neemt niet weg dat België en Nederland vasthielten aan de beginselen die ze van meet af aan hadden

qu'un double verrou a été mis en place : un verrou pour la mise en œuvre de l'accord intérimaire et un verrou pour la ratification de l'ASA. Le déblocage de ces deux verrous a été conditionné à deux décisions du Conseil constatant l'entièrre coopération du TPIY (prises à l'unanimité). Enfin, envoyer des signaux publics et symboliques laissait augurer de la création d'une coalition pro-européenne, qui joindrait le geste à la parole et mettrait en œuvre l'entièrre coopération TPIY. L'arrestation de Karadzic par le nouveau gouvernement serbe le 20 juillet 2008 a confirmé la validité de cette approche et a montré que les pressions constantes belgo-néerlandaises portaient leurs fruits.

Lors de sa réunion du 7 décembre 2009, le Conseil Affaires générales (CAG) a débloqué le premier des deux verrous en donnant son feu vert à la mise en œuvre de l'accord intérimaire qui permet d'anticiper le volet commercial de l'ASA. Le déblocage du deuxième verrou s'est produit le 14 juin 2010 quand le Conseil Affaires étrangères, sur base d'un rapport de M. Brammertz, le procureur en chef du TPIY, a estimé que la coopération avec le TPIY était suffisante et que le processus de ratification de l'ASA pouvait dès lors être lancé.

Notons que depuis le 1<sup>er</sup> février 2009, la Serbie met en œuvre de manière unilatérale le volet commercial de l'ASA et souhaite que cela soit pris en compte comme un élément positif du track-record. Un tel track-record satisfaisant est une condition nécessaire pour la prise en compte de la demande d'adhésion.

Sur le plan technique, la Belgique a accordé une grande attention à la question des règles d'origine pour le sucre. Cette préoccupation s'explique à la fois par les intérêts des Régions flamande et wallonne dans la production et le raffinage du sucre, et par les précédents de détournement des règles d'origine par certains pays, en ce compris des états des Balkans. En effet, il existe depuis 2000 un quota tarifaire autonome octroyé par l'UE à l'Union d'États Serbie Monténégro qui permettait à celle-ci d'exporter annuellement 180 000 tonnes de sucre au prix communautaire vers le marché européen. La Commission fut forcée de suspendre ce mécanisme le 30 avril 2003 pour cause de détournement des règles d'origine par des opérateurs serbes et/ou monténégrins, ceux-ci ayant réexporté du sucre importé à bas prix de pays tiers vers l'UE. Le quota autonome ne fut restauré que le 7 août 2004.

Pour parer à ce risque, la Belgique obtint que le protocole n° 2, négocié quelques mois auparavant

verdedigd. De ondertekening van de overeenkomst was nu immers louter symbolisch aangezien er een dubbele grenzel werd ingebouwd: één voor de tenuitvoerlegging van de interimovereenkomst en één voor de bekraftiging van de SAO. De deblokering van deze twee grenzels werden onderworpen aan twee (eenparig genomen) beslissingen van de Raad betreffende de vaststelling van de volledige samenwerking met het ICTY. Verhooppt werd dat een openbaar en symbolisch gebaar bevorderlijk zou zijn voor de totstandkoming van een pro-Europese coalitie die de daad bij het woord zou voegen en werk zou maken van een volledige samenwerking met het ICTY. Dat deze aanpak juist was, mocht blijken uit de arrestatie van Karadzic door de nieuwe Servische regering op 20 juli 2008 waarmee werd aangetoond dat de aanhoudende druk die werd uitgeoefend door België en Nederland, vruchten had afgeworpen.

Op de vergadering van 7 decembre 2009 van de Raad Algemene Zaken (RAZ) werd de eerste grenzel opgeheven en het licht op groen gezet voor de tenuitvoerlegging van de interimovereenkomst, zodat al werk kon worden gemaakt van het commerciële hoofdstuk van de SAO. De tweede grenzel werd op 14 juni 2010 opgeheven toen de Raad Buitenlandse Zaken op basis van een rapport van de heer Brammertz, hoofdaanklager van het ICTY, oordeelde dat er voldoende samenwerking was met het ICTY en dat het bekraftigingsproces derhalve op gang kon worden gebracht.

We dienen ook nog op te merken dat Servië, sinds 1 februari 2009, unilateraal het commerciële hoofdstuk van de SAO uitvoert. Het wenst dat dit als een positief punt wordt aangemerkt op zijn track record. Een goede staat van dienst is immers een noodzakelijke voorwaarde om in aanmerking te komen voor toetreding.

Op technisch gebied, besteedde België veel aandacht aan de oorsprongregels voor suiker. Deze aandacht is ingegeven door de belangen van het Vlaams Gewest en het Waals Gewest in de productie en de raffinage van suiker en door het feit dat sommige landen, ook de Balkanstaten, deze regels in het verleden hebben omzeild. Sinds 2000 kent de EU aan de Staatsunie Servië-Montenegro een autonoom tariefcontingent toe waardoor ze jaarlijks 180 000 ton voor de communautaire prijs naar de Europese markt kan uitvoeren. De Commissie zag zich gedwongen dit mechanisme op 30 april 2003 op te heffen omdat de Servische en/of Montenegrinse operatoren de oorsprongregels omzeilden en suiker die ze voor een lage prijs uit derde landen hadden ingevoerd, opnieuw naar de EU uitvoerden. Het autonome tariefcontingent werd pas op 7 augustus 2004 opnieuw ingesteld.

Om dit risico onder controle te houden, verkreeg België dat protocol nr. 2, waarover enkele maanden

avec le Monténégro, soit également repris dans l'accord avec la Serbie (qui produit ces 180 000 tonnes de sucre). Ce protocole porte sur les règles d'origine et fut clarifié, complété et étendu, afin de rendre impossible l'exportation vers le marché communautaire et aux prix communautaires de mélange de sucre avec des édulcorants, dits produits mixtes. De cette manière, le simple mélange du sucre avec un produit édulcorant — quels que soient la quantité ou le produit — ne confère pas d'origine serbe au produit, pas de certificat d'origine, pas d'accès privilégié au marché UE. Cette question avait été rendue sensible suite à l'exportation de tels produits mixtes par la Croatie. Il s'agissait donc d'empêcher l'extension de telles pratiques dans d'autres pays des Balkans. La Commission a entretemps modifié en ce sens les protocoles sur les règles d'origine inclus dans les ASA signés avec l'Arym et l'Albanie.

voordien met Montenegro was onderhandeld, ook in de overeenkomst met Servië (dat 180 000 ton suiker produceert) werd opgenomen. Dit protocol over de regels betreffende de oorsprong werd toegelicht, aangevuld en uitgebreid om te beletten dat mengsels van suiker met zoetstoffen, de zogeheten gemengde producten, naar de communautaire markt tegen communautaire prijzen zouden worden uitgevoerd. Dat suiker gemengd is met een zoetstof — ongeacht de hoeveelheid of het gebruikte middel — is dan op zich voldoende om uit te sluiten dat het product van Servische origine zou zijn, een certificaat van oorsprong zou krijgen of een bevoordeerde toegang tot de EU-markt zou hebben. Deze kwestie kwam in de belangstelling toen dergelijke gemengde producten werden uitgevoerd door Kroatië. Het kwam er dus op aan te voorkomen dat dergelijke praktijken zich ook naar andere Balkanlanden zouden uitbreiden. De Commissie heeft inmiddels de protocollen over de regels betreffende de oorsprong die vervat zijn in de SAO's met de FYROM en met Albanië in die zin aangepast.

#### **2.4. Entrée en vigueur**

En vertu de l'article 138, l'accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation. Les parties au traité, soit les vingt-sept états membres, les Communautés européennes (la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique) et la République de Serbie ratifient ou approuvent cet accord selon les procédures qui leur sont propres. Les instruments de ratification ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

#### **2.4. Inwerkingtreding**

Krachtens artikel 138 treedt de overeenkomst in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum waarop de laatste akte van bekraftiging of goedkeuring is ingediend. De verdragspartijen, met name de zevententwintig lidstaten, de Europese Gemeenschappen (de Europese Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor atoomenergie) en de Republiek Servië bekraftigen deze overeenkomst of keuren ze goed volgens hun eigen procedures. De akten van bekraftiging of goedkeuring worden bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie ingediend.

### **3. CONTENU DE L'ACCORD**

L'accord commence par un préambule exposant les objectifs et réalisations du Processus de Stabilisation et d'Association et son application à la Serbie, complété par l'article 1<sup>er</sup> décrivant les objectifs du traité.

Suivent dix titres décrivant les principes généraux (titre I), le dialogue politique (titre II), la coopération régionale (titre III), la libre circulation des marchandises (titre IV), la circulation des travailleurs, droit d'établissement, prestation des services et circulation des capitaux (titre V), le rapprochement des dispositions législatives, application de la législation et règles de concurrence (titre VI), justice, liberté et sécurité (titre VII), politiques de coopération (titre VIII), coopération financière (titre IX), dispositions institutionnelles, générales et finales (titre X).

### **3. INHOUD VAN DE OVEREENKOMST**

De Overeenkomst begint met een preambule die de doelstellingen en de verworvenheden van het Stabilisatie- en Associatieproces opsomt en van de toepassing ervan in Servië. In artikel 1 worden de doelstellingen van de overeenkomst beschreven.

De volgende tien titels beschrijven de algemene beginselen (titel I), de politieke dialoog (titel II), de regionale samenwerking (titel III), het vrij verkeer van goederen (titel IV), het vrij verkeer van werknemers, vestiging, verrichting van diensten, kapitaal (titel V), harmonisatie van wetgeving, rechtshandhaving en mededingingsregels (titel VI), justitie, vrijheid en veiligheid (titel VII), samenwerkingsbeleid (titel VIII), financiële samenwerking (titel IX), institutionele, algemene en slotbepalingen (titel X).

## 4. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

### Préambule

Le Préambule comprend, comme c'est l'usage dans le cas des traités mixtes conclus par la Communauté et les États membres avec des pays tiers, une énumération des intentions et principes qui forment, dans leur ensemble, le contexte de l'accord.

Il souligne l'importance de cet Accord pour le Processus de Stabilisation et d'Association avec les pays de l'Europe du Sud-Est et pour l'établissement et la consolidation d'un ordre stable en Europe. Les parties s'engagent à contribuer à la stabilisation politique, économique et institutionnelle de la Serbie ainsi que de l'ensemble de la région, par le développement de la société civile et la démocratisation, le renforcement des institutions et la réforme de l'administration publique, le développement du commerce et de la coopération économique ainsi que la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Les deux parties soulignent l'importance qu'elles accordent au respect de l'état de droit et des droits de l'homme ainsi qu'aux principes démocratiques.

### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article établit les objectifs de l'association entre la Serbie et la Communauté et ses états membres : renforcement de la démocratie et l'état de droit, stabilisation du pays et de la région, donner un cadre au dialogue politique, soutenir la transition de l'économie vers une économie de marché et encourager la coopération régionale.

### *Titre I — Principes généraux (art. 2 — 9)*

Le Titre I définit le cadre dans lequel l'Accord de Stabilisation et d'Association doit être placé : respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, stabilité et paix aux niveaux régional et international, promotion de la coopération avec les autres pays de la région, conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC. L'association sera mise en place progressivement et sortira ses pleins effets au plus tard dix ans après son entrée en vigueur.

### *Titre II — Dialogue politique (art. 10 — 13)*

Le Titre II prévoit la mise en place d'un dialogue politique. Ce dialogue politique se déroule au sein du Conseil de Stabilisation et d'Association, mais peut prendre d'autres formes à la demande des parties. Au niveau parlementaire, il se déroule dans le cadre de la

## 4. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

### Preamble

Zoals gebruikelijk is in gemengde verdragen die door de Gemeenschap en de lidstaten met derde landen worden aangegaan, bevat de preamble een opsomming van de voornemens en de beginselen die samen de context vormen van de Overeenkomst.

De preamble beklemtoont het belang van de Overeenkomst voor het Stabilisatie- en Associatieproces met de landen van Zuidoost-Europa en voor de totstandbrenging en consolidatie van een stabiele orde in Europa. De partijen verbinden zich ertoe bij te dragen aan de politieke, economische en institutionele stabilisatie van Servië en de hele regio, via de ontwikkeling van de civiele samenleving en door democratisering, institutionele versterking en hervorming van de overheidsadministratie, intensievere handel en economische samenwerking, samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken. Beide partijen onderstrepen het belang dat zij hechten aan de eerbiediging van de rechtstaat en de mensenrechten en aan de democratische beginselen.

### *Artikel 1*

Dit artikel beschrijft de doelstellingen van de associatie tussen Servië en de Gemeenschap en haar lidstaten : versterking van de democratie en van de rechtsstaat, stabilisatie van het land en de regio, een kader voor de politieke dialoog, steun van de overgang naar een markteconomie en aanmoediging van de regionale samenwerking.

### *Titel I — Algemene beginselen (art. 2-9)*

Titel I definieert het kader waarbinnen deze Stabilisatie- en Associatieovereenkomst moet geplaatst worden : eerbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten, internationale en regionale vrede en stabiliteit, bevordering van samenwerking met de overige landen van de regio, verenigbaarheid met de relevante WTO-bepalingen. De associatie wordt geleidelijk tot stand gebracht en zal uiterlijk tien jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst volledig van kracht zijn.

### *Titel II — Politieke dialoog (art. 10-13)*

Titel II bepaalt dat een politieke dialoog in het leven wordt geroepen. Deze politieke dialoog vindt plaats binnen de Stabilisatie- en Associatieraad, maar kan op verzoek van de partijen ook andere vormen aannemen. Op parlementair niveau vindt de politieke dialoog

commission parlementaire de stabilisation et d'association. Le dialogue politique peut aussi être mené dans un contexte multilatéral ou dans celui du dialogue régional avec d'autres pays de la région.

#### *Titre III — Coopération régionale (art. 14 — 17)*

La Serbie s'engage à promouvoir activement la coopération régionale. La Communauté, pour sa part, s'engage à fournir l'assistance technique nécessaire pour soutenir des projets ayant une dimension régionale ou transfrontalière. Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'Accord de Stabilisation et d'Association, La Serbie conclura des négociations en vue de la conclusion d'un accord bilatéral relatif à la coopération régionale avec d'autres pays ayant déjà conclu un Accord de Stabilisation et d'Association.

#### *Titre IV — Libre circulation des marchandises (art. 18 — 48)*

Au cours d'une période transitoire de cinq ans au maximum, les parties mettront en place progressivement une zone de libre-échange aux termes des règles de l'OMC. Ainsi, les droits de douane et les restrictions quantitatives à l'importation, sur le territoire de la Communauté, de produits industriels provenant de la Serbie seront abolis dès l'entrée en vigueur de l'Accord. La Serbie éliminera également sur son territoire les restrictions quantitatives à l'importation de produits industriels originaires de la Communauté. Les droits de douane à l'importation en vigueur en Serbie seront supprimés immédiatement pour certains produits industriels et seront réduits progressivement pour d'autres, suivant un calendrier bien défini. Pour ce qui concerne les importations des produits agricoles et des produits de la pêche, tant la Communauté que la Serbie élimineront immédiatement toutes les restrictions quantitatives. Les droits de douane sur les produits agricoles quant à eux, seront abrogés immédiatement par la Communauté à quelques exceptions près et réduits par la Serbie de manière progressive. Les droits de douane sur les produits de la pêche seront éliminés d'emblée par les deux parties. Un protocole spécifique (n° 1) aborde plus en détail les règles relatives à certains produits agricoles transformés de même que les dispositions relatives au vin et boissons distillées sont abordées dans le protocole n° 2. L'important protocole n° 3 détermine les règles d'origine destinées à l'application de l'accord.

Trois ans après l'entrée en vigueur de l'accord, la Communauté et la Serbie examineront dans le cadre du Conseil de Stabilisation et d'Association la possibilité de se consentir mutuellement de nouvelles concessions, produit par produit et sur une base harmonieuse et réciproque, dans le but d'élargir la libéralisation des échanges dans le domaine des produits agricoles et des produits de la pêche. Le

plaats in het kader van een Parlementair Stabilisatie- en Associatiecomité. De politieke dialoog kan plaatsvinden in multilateraal verband en als regionale dialoog met andere landen uit de regio.

#### *Titel III — Regionale samenwerking (art. 14-17)*

Servië verbindt zich ertoe de regionale samenwerking actief te bevorderen. De Gemeenschap zal op haar beurt via technische bijstand projecten steunen met een regionale of grensoverschrijdende dimensie. Servië zal, binnenv de twee jaar na inwerkingtreding van de overeenkomst, onderhandelingen starten over de afsluiting van een bilateraal akkoord inzake regionale samenwerking met andere landen die reeds een Stabilisatie- en Associatieovereenkomst hebben ondertekend.

#### *Titel IV — Vrij verkeer van goederen (art. 18-48)*

In de loop van een overgangsperiode van maximaal vijf jaar brengen de partijen geleidelijk een vrijhandelszone tot stand, overeenkomstig de bepalingen van de WTO. Douanerechten en kwantitatieve beperkingen bij invoer van industrieproducten uit Servië in de Gemeenschap worden meteen bij inwerkingtreding van de overeenkomst afgeschaft. Kwantitatieve beperkingen bij invoer van industrieproducten uit de Gemeenschap in Servië worden eveneens afgeschaft. De douanerechten bij invoer in Servië voor sommige industrieproducten worden meteen afgeschaft, en voor andere geleidelijk verlaagd volgens een welbepaald tijdschema. Voor de invoer van landbouw- en visserijproducten schaffen zowel de Gemeenschap als Servië meteen alle kwantitatieve beperkingen af. Douanerechten op landbouwproducten worden door de Gemeenschap, op enkele uitzonderingen na, onmiddellijk afgeschaft en door Servië geleidelijk aan afgeschaft. Douanerechten op visserijproducten worden door beide partijen meteen afgeschaft. De regeling voor bepaalde verwerkte landbouwproducten wordt gedetailleerd in een afzonderlijk Protocol (nr. 1); die voor wijn en gedistilleerde dranken eveneens (Protocol nr. 2). Het belangrijke Protocol nr. 3 bepaalt de oorsprongregels voor de toepassing van de Overeenkomst.

Drie jaar na de inwerkingtreding van de Overeenkomst, onderzoeken de Gemeenschap en Servië in de Stabilisatie- en Associatieraad per product en op basis van passende wederkerigheid de mogelijkheden om elkaar verdere concessies te verlenen met het oog op een verdere liberalisering van de handel in landbouw- en visserijproducten. Titel IV bevat voorts een vrijwaringsclausule en een tekortclausule, die het elk van

Titre IV comporte encore des clauses de sauvegarde et de pénurie qui doivent permettre à chacune des parties de faire face à certaines difficultés spécifiques définies dans l'accord. Enfin, la Serbie s'engage à ajuster progressivement tous les monopoles d'État à caractère commercial afin de supprimer toute discrimination entre ressortissants de l'UE et serbes en matière d'approvisionnement en marchandises.

*Titre V — Circulation des travailleurs, droit d'établissement, prestations de services, circulation des capitaux (art. 49 — 71)*

Le Titre V contient des dispositions préconisant le traitement équitable, par chacune des parties, des travailleurs originaires de l'autre Partie et résidant légalement sur son territoire. Ce Titre concerne également le droit d'établissement de sociétés et accorde aux entreprises des conditions d'établissement non-discriminatoires dans les deux parties. Quatre ans après l'entrée en vigueur de l'accord, le Conseil de Stabilisation et d'Association fixera les modalités relatives à l'établissement des personnes désireuses d'exercer des activités économiques en tant qu'indépendants. Afin de faciliter l'accès des professions libérales à l'exercice de certaines activités réglementées, le Conseil de Stabilisation et d'Association étudiera les mesures qui doivent être prises en vue de la reconnaissance réciproque des diplômes. Aux termes du Titre V, les Parties se sont engagées à entreprendre les démarches requises pour ouvrir le secteur de la fourniture de services tant à leurs entreprises qu'à leurs ressortissants respectifs. Les parties s'engagent également à promouvoir la libre circulation des paiements et des capitaux dans une monnaie librement convertible. Deux ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil d'Association et de Stabilisation déterminera les modalités de pleine entrée en vigueur des dispositions communautaires pour la libre circulation des capitaux. Dans certaines situations exceptionnelles, les parties pourront adopter, pour une durée limitée, des mesures de sauvegarde relatives à la circulation des capitaux, pour autant que pareilles mesures s'avèrent indispensables.

*Titre VI — Rapprochement des dispositions législatives, application de la législation, règles de concurrence (art. 72 — 79)*

La Serbie prendra les mesures nécessaires pour rendre progressivement sa législation existante et future compatible avec l'acquis de la Communauté, pour porter la protection des droits de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale à un niveau comparable au niveau atteint par la Communauté et pour aligner progressivement sa législation sur la réglementation technique communautaire et sur les

de partijen mogelijk moet maken om het hoofd te bieden aan specifieke, zoals in de overeenkomst gedefinieerde moeilijkheden. Servië verbindt zich er ten slotte toe om alle staatsmonopolies van commerciële aard geleidelijk aan te passen teneinde discriminatie tussen EU-onderdanen en Servische onderdanen inzake goederenvoorziening weg te nemen.

*Titel V — Vrij verkeer van werknemers, vestiging, verricht van diensten, kapitaal (art. 49-71)*

Titel V regelt de billijke behandeling, door elk van de partijen, van werknemers afkomstig uit de andere partij die legaal op het grondgebied verblijven. Deze Titel behandelt eveneens de vestiging van vennootschappen en verleent aan de ondernemingen van beide partijen niet-discriminerende vestigingsvoorraarden. Vier jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst zal de Stabilisatie- en Associatieraad de modaliteiten vastleggen met betrekking tot de vestiging van personen die een economische activiteit als zelfstandige wensen uit te oefenen. Teneinde de toegang tot en de uitoefening van geregelde activiteiten in het kader van vrije beroepen te vergemakkelijken, zal de Stabilisatie- en Associatieraad onderzoeken welke maatregelen moeten worden getroffen met het oog op de onderlinge erkenning van diploma's. In Titel V verbinden de partijen er zich verder ook toe om stappen te ondernemen om geleidelijk het verrichten van diensten mogelijk te maken door hun respectieve vennootschappen en onderdanen. De partijen verbinden zich ook tot het bevorderen van vrij betalings- en kapitaalverkeer, in vrij omwisselbare valuta. Ten laatste twee jaar na de inwerkingtreding van de Overeenkomst bepaalt de Stabilisatie- en Associatieraad de modaliteiten voor de volwaardige inwerkingtreding van de communautaire bepalingen met betrekking tot het vrije verkeer van kapitaal. In uitzonderlijke gevallen mogen de partijen gedurende een beperkte periode vrijwaringsmaatregelen nemen ten aanzien van het kapitaalverkeer, indien dergelijke maatregelen absoluut noodzakelijk zijn.

*Titel VI — Harmonisatie van wetgeving, rechtshandhaving en mededingingsregels (art. 72-79)*

Servië zal het nodige doen om zijn huidige en toekomstige wetgeving geleidelijk in overeenstemming te brengen met het acquis van de Gemeenschap, om de bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendomsrechten te brengen op een niveau dat overeenkomt met het niveau in de Gemeenschap, om zijn wetgeving geleidelijk aan te passen aan de technische regelgeving van de Gemeen-

procédures européennes de normalisation, de métrologie, d'accréditation et d'évaluation de la conformité, ainsi que pour harmoniser sa législation relative à la protection du consommateur avec celle de la communauté. Les parties s'engagent également à ouvrir l'accès aux marchés publics sur une base de non-discrimination et de réciprocité.

#### *Titre VII — Justice, Liberté et Sécurité (art. 80 — 87)*

Les deux Parties sont particulièrement attentives à la consolidation de l'État de droit et au renforcement des institutions à tous les niveaux. Elles s'engagent à coopérer dans le domaine des visas, du contrôle des frontières, de l'asile et des migrations ainsi que dans celui de la prévention et du contrôle de l'immigration clandestine. Les parties s'engagent à conclure un accord de réadmission de leurs ressortissants respectifs et des ressortissants des états tiers. Les parties coopéreront en outre dans la lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi que contre l'offre, le commerce et la demande de drogues illicites. Cette coopération sera aussi d'application dans la lutte contre le terrorisme. Les parties œuvreront en faveur de la coopération sur le plan pénal, dans le cadre, entre autres, de la prévention et de la lutte contre la traite des êtres humains, la fausse monnaie, la contrebande, le trafic illicite des armes et le terrorisme. L'assistance administrative et technique pourra être offerte dans tous ces domaines.

#### *Titre VIII — Politiques de coopération (art. 88 — 114)*

La Communauté et la Serbie coopèrent étroitement en vue de favoriser le développement économique et social du pays. Cette politique de coopération prendra en compte les considérations relatives à l'environnement et devra s'inscrire dans un cadre de coopération régional. La coopération se situera dans les domaines suivants : politique économique, statistiques, services financiers, secteur bancaire et assurances, stimulation et protection des investissements, industrie, petites et moyennes entreprises, tourisme, douane, impôts, secteur social, agriculture et secteur agro-industriel, pêche, éducation et formation, culture, information et communication, industrie audiovisuelle, infrastructures de communication électronique et services connexes, société de l'information, transports, énergie, sécurité nucléaire, environnement, recherche et développement technologique, développement régional et local et administration publique.

#### *Titre IX — Coopération financière (art. 115 — 118)*

La Serbie peut recevoir une aide financière octroyée par la Communauté sous la forme de subsides et de

schap en aan de Europese procedures voor normalisatie, metrologie, accreditering en conformiteitsbeoordeling, en om zijn wetgeving inzake bescherming van de consument te harmoniseren met die van de Gemeenschap. Beide partijen streven naar het openbaar maken van de aanbesteding van overheidsopdrachten op grond van non-discriminatie en wederkerigheid.

#### *Titel VII — Justitie, Vrijheid en Veiligheid (art. 80-87)*

Beide partijen schenken bijzondere aandacht aan consolidatie van de rechtsstaat en institutionele versterking op alle niveaus. Ze verbinden zich ertoe om samen te werken op het gebied van visa, grenscontrole, asiel en migratie en inzake de preventie van en de controle op illegale immigratie. De partijen verbinden zich ertoe een overeenkomst inzake de overname van hun respectievelijke onderdanen en van de onderdanen van derde Staten te sluiten. De partijen zullen ook samenwerken om de strijd aan te binden met het witwassen van geld, alsook met het aanbod van, de handel in en de vraag naar illegale drugs. De samenwerking geldt ook de strijd tegen het terrorisme. De partijen ijveren eveneens voor samenwerking op strafrechtelijk gebied, in het kader van preventie en bestrijding van onder andere mensenhandel, valsnummerij, smokkel, illegale wapenhandel, terrorisme. administratieve en technische bijstand zijn mogelijk in al deze domeinen.

#### *Titel VIII — Samenwerkingsbeleid (art. 88-114)*

De Gemeenschap en Servië werken nauw samen om de economische en sociale ontwikkeling van het land te bevorderen, waarbij de milieuspecten in het beleid worden geïntegreerd. Het samenwerkingsbeleid moet in een regionaal samenwerkingskader worden geïntegreerd. De samenwerking situeert zich op het vlak van economisch beleid, statistiek, financiële diensten, de banksector en de verzekeringen, de stimulering en bescherming van investeringen, industrie, kleine en middelgrote ondernemingen, toerisme, douane, belastingen, sociale zaken, landbouw en agro-industriële sector, visserij, onderwijs en opleiding, cultuur, informatie en communicatie, audiovisuele industrie, elektronische communicatie-infrastructuur en aanverwante diensten, informatiemaatschappij, vervoer, energie, nucleaire veiligheid, milieu, onderzoek en technologische ontwikkeling, regionale en plaatselijke ontwikkeling en openbaar bestuur.

#### *Titel IX — Financiële samenwerking (art. 115-118)*

Servië komt in aanmerking voor financiële steun van de Gemeenschap in de vorm van subsidies en

prêts, notamment des prêts de la Banque européenne d'investissement. Cette assistance a pour objet de contribuer à la mise en œuvre des réformes démocratiques, économiques et institutionnelles. À la demande de la Serbie, la Communauté peut également examiner, en coordination avec les institutions financières internationales, la possibilité d'accorder, à titre exceptionnel, une aide financière macro-économique soumise à certaines conditions, en tenant compte de toutes les ressources financières disponibles.

*Titre X — Dispositions institutionnelles, générales et finales (art. 119 — 139)*

Un Conseil de Stabilisation et d'Association sera créé, qui supervise l'application et la mise en œuvre de l'accord. Ce conseil sera assisté dans l'accomplissement de sa mission par un Comité de Stabilisation et d'Association, qui peut, à son tour, créer des sous-comités. Une Commission parlementaire de Stabilisation et d'Association sera également mise sur pied. Ce forum sera le lieu où les membres du Parlement serbe et du Parlement européen pourront se rencontrer et échanger des idées. En matière de champ d'application de l'Accord, l'article 135, paragraphe deux spécifie que «Le présent accord ne s'applique pas au Kosovo, actuellement placé sous administration internationale en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999. Cette disposition est sans préjudice du statut actuel du Kosovo ou de la détermination de son statut final dans le cadre de cette même résolution.»

## 5. NATURE DE L'ACCORD SUR LE PLAN INTERNE

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale, mais aussi, pour certains domaines, des compétences des Régions et des Communautés.

Sous la signature du ministre des Affaires Étrangères de la Belgique figure dès lors, avec l'accord des régions et communautés, une formule indiquant que ladite signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

*Le Vice-Premier ministre  
et ministre des Affaires étrangères,*

Steven VANACKERE.

*Le ministre de la Coopération au Développement,  
chargé des Affaires européennes,*

Olivier CHASTEL.

leningen, waaronder leningen van de Europese Investeringsbank. De bijstand moet bijdragen tot de democratische, economische en institutionele hervormingen. Op verzoek van Servië en in overleg met de internationale financiële instellingen, kan macrofinanciële bijstand worden verleend, op bepaalde voorwaarden en met inachtneming van de beschikbaarheid van alle financiële middelen.

*Titel X — Institutionele, algemene en slotbepalingen (art. 119-139)*

Een Stabilisatie- en Associatieraad wordt opgericht, die toezicht houdt op de toepassing en de tenuitvoerlegging van de overeenkomst. Deze Raad wordt bijgestaan door een Stabilisatie- en Associatiecomité, dat subcomités kan oprichten. Er wordt eveneens een Parlementair Stabilisatie- en Associatiecomité opgericht. In dit forum kunnen leden van het Servische Parlement en het Europees Parlement elkaar ontmoeten en van gedachten wisselen. Wat het toepassingsgebied van deze overeenkomst betreft, bepaalt artikel 135, lid twee «*De overeenkomst is niet van toepassing op Kosovo, dat momenteel onder internationaal bestuur staat overeenkomstig Resolutie nr. 1244 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties van 10 juni 1999. Dit doet geen afbreuk aan de huidige status van Kosovo of de vaststelling van de definitieve status in het kader van de genoemde resolutie.*»

## 5. AARD VAN DE OVEREENKOMST OP NATIONAAL NIVEAU

Op Belgisch intern niveau valt het bepaalde in deze Overeenkomst onder de federale bevoegdheid, maar deels ook onder de bevoegdheid van de gewesten en Gemeenschappen.

Onder de handtekening van de Belgische minister van Buitenlandse Zaken staat, met de goedkeuring van de gewesten en gemeenschappen, derhalve een formule met de vermelding dat de Overeenkomst ook bindend is voor de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

*De Vice-Eerste minister  
en minister van Buitenlandse Zaken,*

Steven VANACKERE.

*De minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
belast met Europese Zaken,*

Olivier CHASTEL.

**PROJET DE LOI**

ALBERT II,  
Roi des Belges,  
*À tous, présents et à venir;*  
SALUT.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de la Coopération au Développement, chargé des Affaires européennes,

NOUS AVONS ARRÉTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de la Coopération au Développement, chargé des Affaires européennes, sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2**

L'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs états membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, et l'Acte final, faits à Luxembourg le 29 avril 2008, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 7 juillet 2011.

ALBERT

Par le Roi :

*Le Vice-Premier ministre  
et ministre des Affaires étrangères,*

Steven VANACKERE.

*Le ministre de la Coopération au Développement,  
chargé des Affaires européennes,*

Olivier CHASTEL.

**WETSONTWERP**

ALBERT II,  
Koning der Belgen,  
*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,*  
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2**

De Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 29 april 2008, zullen volkomen gevolg hebben.

Gegeven te Brussel, 7 juli 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

*De Vice-Eerste minister  
en minister van Buitenlandse Zaken,*

Steven VANACKERE.

*De minister van Ontwikkelingssamenwerking,  
belast met Europese Zaken,*

Olivier CHASTEL.

**ACCORD DE STABILISATION ET D'ASSOCIATION**

**entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part.**

LE ROYAUME DE BELGIQUE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,  
 LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,  
 LE ROYAUME DE DANEMARK,  
 LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,  
 LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,  
 L'IRLANDE,  
 LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,  
 LE ROYAUME D'ESPAGNE,  
 LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,  
 LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,  
 LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,  
 LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,  
 MALTE,  
 LE ROYAUME DES PAYS-BAS,  
 LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,  
 LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,  
 LA ROUMANIE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,  
 LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,  
 LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,  
 LE ROYAUME DE SUÈDE,  
 LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommés « États membres », et

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE et LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, ci-après dénommées « Communauté »,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE, ci-après dénommée « Serbie » ,

d'autre part,

ci-après dénommées « parties »,

**STABILISATIE- EN ASSOCIATIEOVEREENKOMST**

**tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds.**

HET KONINKRIJK BELGIË,  
 DE REPUBLIEK BULGARIJE,  
 DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK DENEMARKEN,  
 DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,  
 DE REPUBLIEK ESTLAND,  
 IERLAND,  
 DE HELLEENSE REPUBLIEK,  
 HET KONINKRIJK SPANJE,  
 DE FRANSE REPUBLIEK,  
 DE ITALIAANSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK CYPRUS,  
 DE REPUBLIEK LETLAND,  
 DE REPUBLIEK LITOUWEN,  
 HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,  
 DE REPUBLIEK HONGARIJE,  
 MALTA,  
 HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,  
 DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,  
 DE REPUBLIEK POLEN,  
 DE PORTUGESE REPUBLIEK,  
 ROEMENIË,  
 DE REPUBLIEK SLOVENIË,  
 DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,  
 DE REPUBLIEK FINLAND,  
 HET KONINKRIJK ZWEDEN,  
 HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANIË EN NOORD-IERLAND

Verdragsluitende partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en het Verdrag betreffende de Europese Unie, hierna « lidstaten » genoemd, en

DE EUROPESE GEMEENSCHAP en DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE, hierna « de Gemeenschap » genoemd,

enerzijds, en

DE REPUBLIEK SERVIË, hierna « Servië » genoemd,

anderzijds,

tezamen « de partijen » genoemd,

CONSIDÉRANT les liens étroits qui existent entre les parties et les valeurs qu'elles partagent, ainsi que leur désir de renforcer ces liens et d'instaurer une relation étroite et durable fondée sur la réciprocité et l'intérêt mutuel devant permettre à la Serbie de renforcer et d'élargir ses relations avec la Communauté et ses États membres,

CONSIDÉRANT l'importance du présent accord dans le cadre du processus de stabilisation et d'association (PSA) engagé avec les pays de l'Europe du Sud-Est, dans le cadre de l'établissement et de la consolidation d'un ordre européen stable basé sur la coopération, dont l'Union européenne est un pilier, ainsi que dans le cadre du Pacte de stabilité,

CONSIDÉRANT la volonté de l'Union européenne d'intégrer, dans la mesure la plus large possible, la Serbie dans le courant politique et économique général de l'Europe et le statut de candidat potentiel à l'adhésion à l'Union européenne de ce pays, sur la base du traité sur l'Union européenne (ci-après dénommée « traité UE ») et du respect des critères définis par le Conseil européen de juin 1993 ainsi que des conditions du PSA, sous réserve de la bonne mise en œuvre du présent accord, notamment en ce qui concerne la coopération régionale,

CONSIDÉRANT le partenariat européen, qui définit les priorités visant à soutenir les efforts entrepris par le pays pour se rapprocher de l'Union européenne,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties à contribuer par tous les moyens à la stabilisation politique, économique et institutionnelle en Serbie, ainsi que dans la région, par le développement de la société civile et la démocratisation, le renforcement des institutions et la réforme de l'administration publique, l'intégration commerciale régionale et le renforcement de la coopération économique, la coopération dans de nombreux domaines tels que, notamment, la justice, la liberté et la sécurité, ainsi que le renforcement de la sécurité nationale et régionale,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties à étendre les libertés politiques et économiques, qui constitue le fondement même du présent accord, ainsi que leur engagement à respecter les droits de l'homme et l'État de droit, y compris les droits des personnes appartenant aux minorités nationales, ainsi que les principes démocratiques, grâce au multipartisme et à des élections libres et régulières,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties en faveur de la mise en œuvre intégrale de tous les principes et de toutes les dispositions de la Charte des Nations unies, de l'OSCE, et notamment ceux de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (ci-après dénommée « Acte final d'Helsinki »), des conclusions des conférences de Madrid et de Vienne, de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe et du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, de manière à contribuer à la stabilité régionale et à la coopération entre les pays de la région,

RÉAFFIRMANT le droit au retour pour tous les réfugiés et personnes déplacées et à la protection de leur propriété ainsi que d'autres droits de l'homme y afférents,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties en faveur des principes de l'économie de marché et du développement durable ainsi que la volonté de la Communauté de contribuer aux réformes économiques en Serbie,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties en faveur du libre-échange, conformément aux droits et obligations découlant de leur qualité de membre de l'OMC,

CONSIDÉRANT la volonté des parties de développer le dialogue politique régulier sur les questions bilatérales et

GELET OP de sterke banden tussen de partijen en de waarden die zij gemeen hebben, hun verlangen deze banden nog te versterken en op wederkerigheid en wederzijds belang gebaseerde nauwe en langdurige betrekkingen tot stand te brengen die Servië in staat moeten stellen de betrekkingen met de Gemeenschap en haar lidstaten te versterken en uit te breiden;

GELET OP het belang van deze overeenkomst voor het stabilisatie- en associatieproces (SAP) met de landen van Zuidoost-Europa voor de totstandbrenging en handhaving van een op samenwerking gebaseerde stabiele orde in Europa, waarvan de Europese Unie een steunpilaar is, en voor het Stabiliteitspact;

GEZIEN de bereidheid van de Europese Unie om Servië zo volledig mogelijk te integreren in de politieke en economische hoofdstroom van Europa, en gezien de status van het land als een potentieel kandidaat voor het EU-lidmaatschap op basis van het Verdrag betreffende de Europese Unie (hierna « het EU-Verdrag » genoemd) en het voldoen aan de door de Europese Raad in juni 1993 gedefinieerde criteria en de voorwaarden in het kader van het SAP, onder voorbehoud van de succesvolle tenuitvoerlegging van deze overeenkomst, met name wat betreft regionale samenwerking;

GELET OP het Europees Partnerschap, waarin de prioriteiten zijn vastgesteld voor acties ter ondersteuning van de inspanningen die het land doet voor een nauwere aansluiting bij de Europese Unie;

GELET OP de verbintenis van de partijen dat zij met alle mogelijke middelen zullen bijdragen tot politieke, economische en institutionele stabilisatie in Servië en in de gehele regio, door de ontwikkeling van het maatschappelijk middenveld en door democratisering, institutionele opbouw en hervorming van het openbaar bestuur, regionale handelsintegratie en meer economische samenwerking, alsmede door samenwerking op veel uiteenlopende gebieden, met name op het gebied van justitie, vrijheid en veiligheid, en versterking van de nationale en regionale veiligheid;

GELET OP de verbintenis van de partijen om de politieke en economische vrijheden te stimuleren als grondslag van deze overeenkomst, de mensenrechten te eerbiedigen en de rechtsstaat te handhaven, inclusief de rechten van leden van nationale minderheden, alsmede de democratische beginselen, op basis van een meerpartijenstelsel met vrije en eerlijke verkiezingen;

GELET OP de verbintenis van de partijen om volledig uitvoering te geven aan alle beginselen en bepalingen van het Handvest van de Verenigde Naties, de OVSE, met name die van de Slotakte van de Conferentie voor veiligheid en samenwerking in Europa (hierna « de Slotakte van Helsinki » genoemd), de slotdocumenten van de conferenties van Madrid en Wenen, het Handvest van Parijs voor een Nieuw Europa, en het Stabiliteitspact voor Zuidoost-Europa, teneinde bij te dragen tot regionale stabiliteit en samenwerking tussen de landen van de regio;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat alle vluchtelingen en binnenlandse ontheemden recht hebben op terugkeer en op de bescherming van hun eigendom en andere hiermee verband houdende mensenrechten;

GELET OP de gehechtheid van de partijen aan de beginselen van de vrijemarkteconomie duurzame ontwikkeling en de bereidheid van de Gemeenschap om aan de economische hervormingen in Servië bij te dragen;

GELET OP het belang dat de partijen hechten aan vrijhandel, overeenkomstig de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit het lidmaatschap van de WTO;

GELET OP de wens van de partijen om de regelmatige politieke dialoog over bilaterale en internationale vraagstukken van weder-

internationales d'intérêt mutuel, et notamment les aspects régionaux, en tenant compte de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union européenne,

CONSIDÉRANT l'engagement des parties en faveur de la lutte contre la criminalité organisée et du renforcement de la coopération en vue de la lutte contre le terrorisme sur la base de la déclaration de la Conférence européenne du 20 octobre 2001,

CONVAINCUES QUE l'accord de stabilisation et d'association (ci-après dénommé « présent accord ») permettra de créer un nouveau climat favorable à leurs relations économiques et, en particulier, au développement des échanges et des investissements, qui sont des facteurs essentiels à la restructuration économique et à la modernisation,

COMPTE TENU DE l'engagement de la Serbie de rapprocher sa législation de celle de la Communauté dans les domaines concernés, et de veiller à sa mise en œuvre effective,

COMPTE TENU DU SOUHAIT de la Communauté de fournir un soutien décisif à la mise en œuvre des réformes et d'utiliser à cet effet tous les instruments disponibles en matière de coopération et d'assistance technique, financière et économique dans un cadre pluriannuel indicatif global,

CONFIRMANT que les dispositions du présent accord qui relèvent de la troisième partie, titre IV, du traité instituant la Communauté européenne (ci-après dénommé « traité CE ») lient le Royaume-Uni et l'Irlande en tant que parties contractantes distinctes et non en qualité d'États membres de la Communauté jusqu'à ce que le Royaume-Uni ou l'Irlande (selon le cas) notifie à la Serbie qu'il est désormais lié en tant que membre de la Communauté, conformément au protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité UE et au traité CE. Les mêmes dispositions s'appliquent au Danemark, conformément au protocole sur la position du Danemark annexé auxdits traités,

RAPPELANT le sommet de Zagreb, qui a plaidé en faveur d'une consolidation des relations entre les pays du processus de stabilisation et d'association et l'Union européenne, ainsi que d'un renforcement de la coopération régionale,

RAPPELANT que le sommet de Thessalonique a confirmé le processus de stabilisation et d'association comme cadre politique des relations entre l'Union européenne et les pays des Balkans occidentaux et a mis en lumière la perspective de leur intégration dans l'Union européenne, en fonction des progrès réalisés dans les réformes entreprises par chaque pays et de leurs mérites respectifs, ainsi qu'il a été rappelé dans les conclusions des conseils européens ultérieurs de décembre 2005 et décembre 2006,

RAPPELANT la signature de l'accord de libre-échange centre-européen à Bucarest le 19 décembre 2006 en vue d'accroître la capacité de la région à attirer les investissements et améliorer les perspectives d'intégration de celle-ci dans l'économie mondiale,

RAPPELANT l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie visant à faciliter la délivrance de visas (1) et de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Serbie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (2), ci-après dénommé « accord relatif à la réadmission entre la Communauté et la Serbie »,

zijds belang verder te ontwikkelen, met inbegrip van regionale aspecten, rekening houdend met het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid (GBVB) van de Europese Unie;

GELET OP de verbintenis van de partijen om de georganiseerde misdaad te bestrijden en beter samen te werken in de strijd tegen terrorisme, op basis van de verklaring van de Europese Conferentie van 20 oktober 2001;

OVERTUIGD dat de Stabilisatie- en associatieovereenkomst (hierna : « deze overeenkomst » genoemd) een nieuw klimaat zal scheppen voor hun onderlinge economische betrekkingen, in het bijzonder voor de ontwikkeling van handel en investeringen, factoren van cruciaal belang voor de economische herstructurering en modernisering;

GELET OP de toegezegging van Servië om zijn wetgeving op de relevante terreinen aan te passen aan die van de Gemeenschap en om die daadwerkelijk ten uitvoer te leggen;

REKENING HOUDEND met de bereidheid van de Gemeenschap om doorslaggevende steun te verlenen voor de tenuitvoerlegging van hervormingen en daartoe gebruik te maken van alle beschikbare instrumenten voor samenwerking en technische, financiële en economische bijstand, op een brede, indicatieve meerjarige basis;

BEVESTIGEND dat de bepalingen van deze overeenkomst die binnen de toepassingssfeer van deel III, titel IV, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (hierna « het EG-Verdrag » genoemd) vallen, het Verenigd Koninkrijk en Ierland binden als afzonderlijke verdragsluitende partijen, en niet als lidstaten van de Europese Gemeenschap, totdat het Verenigd Koninkrijk of Ierland (al naar gelang van het geval) Servië ervan in kennis stelt dat het Verenigd Koninkrijk of Ierland is gebonden als deel van de Europese Gemeenschap overeenkomstig het Protocol betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland dat aan het EU-Verdrag en het EG-Verdrag is gehecht. Hetzelfde geldt voor Denemarken, overeenkomstig het Protocol betreffende de positie van Denemarken dat aan die verdragen is gehecht;

WIJZEND OP de top van Zagreb, waarop werd opgeroepen tot verdere consolidatie van de betrekkingen tussen de landen die deel uitmaken van het stabilisatie- en associatieproces en de Europese Unie, alsmede tot intensievere samenwerking in de regio;

ERAAN HERINNEREND dat de top van Thessaloniki het stabilisatie- en associatieproces heeft bevestigd als het beleidskader voor de betrekkingen van de Europese Unie met de landen op de westelijke Balkan en dat die landen naar gelang van hun individuele voortgang en prestaties met betrekking tot de hervormingen uitzicht hebben op toetreding tot de Europese Unie, wat werd herhaald in de hiernavolgende conclusies van de Europese Raad van december 2005 en december 2006;

WIJZEND OP de Midden-Europese Vrijhandelsovereenkomst, die op 19 december 2006 in Boekarest werd ondertekend, als middel om de regio beter in staat te stellen investeringen aan te trekken en haar integratie in de wereldconomie te bevorderen;

WIJZEND OP de inwerkingtreding op 1 januari 2008 van de overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Servië inzake de versoepeling van de afgifte van visa (1) en de overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en de Republiek Servië betreffende de overname van personen die zonder vergunning op het grondgebied verblijven (2) (hierna de « overnameovereenkomst » tussen de Gemeenschap en Servië » genoemd);

(1) JO L 334 du 19.12.2007, p. 137.

(2) JO L 334 du 19.12.2007, p. 46.

(1) PB L 334 van 19.12.2007, blz. 137.

(2) PB L 334 van 19.12.2007, blz. 46.

DÉSIREUSES d'établir une coopération culturelle plus étroite et de développer l'échange d'informations,

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

### ARTICLE 1

1. Il est établi une association entre la Communauté et ses États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part.

2. Les objectifs de cette association sont les suivants :

a) soutenir les efforts de la Serbie en vue de renforcer la démocratie et l'État de droit;

b) contribuer à la stabilité politique, économique et institutionnelle en Serbie, ainsi qu'à la stabilisation de la région;

c) fournir un cadre approprié au dialogue politique, afin de permettre le développement de relations politiques étroites entre les parties;

d) soutenir les efforts de la Serbie en vue de développer sa coopération économique et internationale, notamment grâce au rapprochement de sa législation avec celle de la Communauté;

e) soutenir les efforts de la Serbie pourachever la transition vers une économie de marché qui fonctionne;

f) promouvoir des relations économiques harmonieuses et élaborer progressivement une zone de libre-échange entre la Communauté et la Serbie;

g) encourager la coopération régionale dans tous les domaines couverts par le présent accord.

### TITRE I

#### *PRINCIPES GÉNÉRAUX*

### ARTICLE 2

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, tels qu'ils sont proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et tels qu'ils sont définis dans la Convention européenne de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans l'Acte final d'Helsinki et dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, le respect des principes du droit international, y compris la coopération totale avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), et de l'État de droit, ainsi que les principes de l'économie de marché, tels qu'ils sont exprimés dans le document de la conférence CSCE de Bonn sur la coopération économique, servent de base aux politiques intérieures et extérieures des parties et constituent les éléments essentiels du présent accord.

### ARTICLE 3

Les parties estiment que la prolifération des armes de destruction massive (ci-après également dénommées « ADM ») et de leurs vecteurs, s'agissant d'acteurs tant étatiques que non étatiques, représente l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur la stabilité et la sécurité internationales. Les parties conviennent en conséquence de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs en veillant au respect intégral et à la mise en œuvre au niveau

GEZIEN de wens om de culturele samenwerking te intensiveren en de uitwisseling van informatie te bevorderen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

### ARTIKEL 1

1. Er wordt een associatie tot stand gebracht tussen de Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds.

2. Deze associatie heeft ten doel :

a) de inspanningen van Servië te ondersteunen om de democratie en de rechtsstaat te versterken;

b) bij te dragen aan de politieke, economische en institutionele stabiliteit in Servië, alsmede aan de stabilisatie van de regio;

c) een passend kader voor de politieke dialoog tot stand te brengen, zodat nauwe politieke betrekkingen tussen de partijen kunnen ontstaan;

d) de inspanningen van Servië voor de ontwikkeling van de economische en internationale samenwerking te ondersteunen, onder meer door de aanpassing van zijn wetgeving aan die van de Gemeenschap;

e) de inspanningen van Servië te ondersteunen om de overgang naar een goed functionerende markteconomie te voltooien;

f) harmonieuze economische betrekkingen te bevorderen en geleidelijk een vrijhandelszone tussen de Gemeenschap en Servië in te stellen;

g) de regionale samenwerking op alle gebieden die onder deze overeenkomst vallen te bevorderen.

### TITEL I

#### *ALGEMENE BEGINSELEN*

### ARTIKEL 2

Erbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten, zoals deze zijn vastgesteld in de Universele Verklaring van de rechten van de mens en gedefinieerd in het Europees Verdrag betreffende de bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de slotakte van Helsinki en het Handvest van Parijs voor een Nieuw Europa, eerbiediging van de beginselen van het internationale recht (waaronder volledige medewerking aan het Internationaal Strafhof voor het voormalige Joegoslavië) en de rechtsstaat en de beginselen van de markt-economie zoals deze zijn neergelegd in het document van de CVSE-conferentie van Bonn over economische samenwerking, vormt de grondslag van het binnenv- en buitenlandse beleid van de partijen en is een essentieel element van deze overeenkomst.

### ARTIKEL 3

De partijen zijn van mening dat de proliferatie van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor, onder zowel overheids- als niet-overheidsactoren, een van de ernstigste bedreigingen van de internationale stabiliteit en veiligheid vormt. De partijen komen derhalve overeen samen te werken en een bijdrage te leveren aan de bestrijding van de proliferatie van massavernietigingswapens en hun overbrengingsmiddelen, door de volledige naleving en de uitvoering op nationaal niveau van de

national des obligations qu'elles ont contractées dans le cadre des traités et accords internationaux de désarmement et de non-prolifération ainsi que de leurs autres obligations internationales en la matière. Les parties conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord et fera partie du dialogue politique qui accompagnera et consolidera ces éléments.

Les parties conviennent, en outre, de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs :

en prenant des mesures en vue de signer ou de ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents, ou d'y adhérer, selon le cas, et en vue de les mettre pleinement en œuvre;

en mettant sur pied un système efficace de contrôles nationaux des exportations, consistant en un contrôle des exportations et du transit des marchandises liées aux armes de destruction massive et en un contrôle de l'utilisation finale des technologies à double usage, et comportant des sanctions efficaces en cas d'infraction au régime de contrôle des exportations.

Le dialogue politique portant sur cette question peut être régional.

#### ARTICLE 4

Les parties contractantes réaffirment l'importance qu'elles attachent au respect des obligations internationales, notamment à la coopération sans limites avec le TPIY.

#### ARTICLE 5

La paix et la stabilité aux niveaux international et régional, le développement de relations de bon voisinage, les droits de l'homme et le respect et la protection des minorités jouent un rôle essentiel dans le processus de stabilisation et d'association visé dans les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 21 juin 1999. La conclusion et la mise en œuvre du présent accord s'inscrivent dans le cadre des conclusions du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 1997, sur la base des mérites de la Serbie.

#### ARTICLE 6

La Serbie s'engage à poursuivre l'approfondissement de la coopération et des relations de bon voisinage avec les autres pays de la région, y compris la fixation d'un niveau approprié de concessions réciproques en ce qui concerne la circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services, ainsi que l'élaboration de projets d'intérêt commun, notamment pour la gestion des frontières, la lutte contre la criminalité organisée, la corruption, le blanchiment de capitaux, l'immigration clandestine et les trafics, et en particulier la traite d'êtres humains et le trafic des armes légères et de petit calibre ainsi que des stupéfiants. Cet engagement constitue un facteur essentiel dans le développement des relations et de la coopération entre les parties et contribue, par conséquent, à la stabilité régionale.

verbintenissen die zij zijn aangegaan in het kader van de internationale verdragen en overeenkomsten op het gebied van ontwapening en non-proliferatie, alsmede van hun andere internationale verplichtingen op dat gebied. De partijen komen overeen dat deze bepaling een essentieel element is van deze overeenkomst en deel uitmaakt van de politieke dialoog die deze elementen begeleiden en consolideren.

De partijen komen bovendien overeen samen te werken en bij te dragen aan de strijd tegen massavernietigingswapens en hun overbrengingsmiddelen :

— door maatregelen te nemen, gericht op de ondertekening of de ratificatie van alle andere internationale instrumenten ter zake, of, in voorkomend geval, op aansluiting daarbij, en op de volledige tenuitvoerlegging daarvan;

— door de instelling van een effectief stelsel van nationale exportcontroles met het oog op de beheersing van uitvoer en doorvoer van goederen die betrekking hebben op massavernietigingswapens, met inbegrip van een controle op eindgebruik als massavernietigingswapens van technologieën voor tweeërlei gebruik, alsmede effectieve sancties op overtreding van de exportcontroles.

De politieke dialoog hierover kan op regionale basis plaatsvinden.

#### ARTIKEL 4

De partijen bevestigen nogmaals het belang dat zij hechten aan het nakomen van internationale verplichtingen, met name volledige samenwerking met het Internationale Strafhof voor voormalig Joegoslavië.

#### ARTIKEL 5

Internationale en regionale vrede en stabiliteit, de ontwikkeling van betrekkingen van goed nabuurschap, mensenrechten en de bescherming van minderheden staan centraal in het stabilisatie- en associatieproces, als bedoeld in de conclusies van de Raad van de Europese Unie van 21 juni 1999. De sluiting en de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst geschieden in het kader van de conclusies van de Raad van de Europese Unie van 29 april 1997, en zijn gebaseerd op de afzonderlijke verdiensten van Servië.

#### ARTIKEL 6

Servië verbint zich ertoe de samenwerking en de betrekkingen van goed nabuurschap met de overige landen van de regio te blijven bevorderen, wat mede inhoudt dat een passend niveau van wederzijdse concessies op het gebied van het verkeer van personen, goederen, kapitaal en diensten wordt ingesteld en dat projecten van wederzijds belang worden ontwikkeld, met name inzake grensbeheer, de bestrijding van georganiseerde misdaad, corruptie, witwassen van geld, illegale migratie en smokkel, met name van mensen, lichte wapens en drugs. Deze verbintenis is van fundamenteel belang voor de ontwikkeling van de betrekkingen en de samenwerking tussen de partijen en draagt bij tot de regionale stabiliteit.

**ARTICLE 7**

Les parties réaffirment l'importance qu'elles attachent à la lutte contre le terrorisme et au respect des obligations internationales dans ce domaine.

**ARTICLE 8**

L'association est mise en œuvre progressivement et sera entièrement réalisée à l'issue d'une période de transition d'une durée maximale de six ans.

Le conseil de stabilisation et d'association (ci-après dénommé « CSA ») institué à l'article 119 réexamine régulièrement, en règle générale chaque année, la mise en œuvre du présent accord ainsi que l'adoption et la mise en œuvre, par la Serbie, des réformes juridiques, administratives, institutionnelles et économiques. Ce réexamen a lieu à la lumière des principes énoncés dans le préambule et des principes généraux figurant dans le présent accord. Il prend pleinement en compte les priorités définies dans le partenariat européen qui concernent le présent accord et il se fait dans un souci de cohérence avec les mécanismes mis en place dans le cadre du processus de stabilisation et d'association, notamment le rapport de suivi sur le processus de stabilisation et d'association.

Sur la base de ce réexamen, le CSA émettra des recommandations et prendra éventuellement des décisions. Lorsque le réexamen recensera des difficultés particulières, les mécanismes de règlement des litiges établis en vertu du présent accord pourront en être saisis.

L'association complète est graduellement réalisée. Au plus tard trois ans après la mise en œuvre du présent accord, le CSA procède à un examen approfondi de l'application du présent accord. Sur la base de cet examen, le CSA évalue les progrès réalisés par la Serbie et prend éventuellement des décisions quant aux étapes suivantes de l'association.

L'examen susmentionné ne s'appliquera pas à la libre circulation des marchandises pour laquelle un calendrier spécifique a été prévu au titre IV.

**ARTICLE 9**

Le présent accord est totalement compatible et mis en œuvre de façon cohérente avec les dispositions applicables de l'OMC, notamment l'article XXIV de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994) et l'article V de l'accord général sur le commerce des services (AGCS).

**TITRE II*****DIALOGUE POLITIQUE*****ARTICLE 10**

1. Le dialogue politique entre les parties est développé dans le cadre du présent accord. Il accompagne et consolide le rapprochement entre l'Union européenne et la Serbie et contribue à créer des liens de solidarité étroits et de nouvelles formes de coopération entre les parties.

2. Le dialogue politique est destiné à promouvoir notamment :

**ARTIKEL 7**

De partijen bevestigen nogmaals het belang dat zij hechten aan de bestrijding van terrorisme en de nakoming van internationale verplichtingen op dit gebied.

**ARTIKEL 8**

De associatie wordt geleidelijk volledig verwezenlijkt gedurende een overgangsperiode van maximaal zes jaar.

De overeenkomstig artikel 119 opgerichte Stabilisatie- en associatieraad onderzoekt op gezette tijden, normaal gezien jaarlijks, de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst en de goedkeuring en uitvoering door Servië van de juridische, bestuurlijke, institutionele en economische hervormingen, in het licht van de preambule en in overeenstemming met de algemene principes van deze overeenkomst. Daarbij zal rekening worden gehouden met de voor deze overeenkomst relevante prioriteiten die in het kader van het Europees Partnerschap zijn vastgesteld en zal worden toegezien op de samenhang met de mechanismen die in het kader van het stabilisatie- en associatieproces zijn ingesteld, met name het voortgangsverslag dat in dat verband wordt opgesteld.

Op basis van deze toetsing doet de Stabilisatie- en associatieraad aanbevelingen en neemt hij besluiten. Als de toetsing bijzondere problemen aan het licht brengt, kunnen deze worden onderworpen aan de mechanismen voor geschillenbeslechting die bij de overeenkomst zijn ingesteld.

De volledige associatie zal geleidelijk tot stand worden gebracht. Uiterlijk in het derde jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst verricht de Stabilisatie- en associatieraad een grondige toetsing van de toepassing van de overeenkomst. Op basis van deze toetsing evalueert de Stabilisatie- en associatieraad de vorderingen die Servië heeft gemaakt en kan hij besluiten nemen over de volgende fasen van het associatieproces.

Deze toetsing geldt niet voor het vrije verkeer van goederen, waarvoor in titel IV een aparte regeling wordt vastgesteld.

**ARTIKEL 9**

De overeenkomst moet volledig verenigbaar zijn met de relevante WTO-bepalingen, met name artikel XXIV van de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel van 1994 (GATT 1994) en artikel V van de Algemene Overeenkomst betreffende de handel in diensten (GATS), en moet dienovereenkomstig worden uitgevoerd.

**TITEL II*****POLITIEKE DIALOOG*****ARTIKEL 10**

1. In het kader van deze overeenkomst wordt de politieke dialoog tussen de partijen verder ontwikkeld. Deze dialoog begeleidt en consolideert de toenadering tussen de Europese Unie en Servië en draagt bij tot nauwe solidariteitsbanden en nieuwe vormen van samenwerking tussen de partijen.

2. De politieke dialoog moet met name bijdragen tot het bevorderen van :

a) l'intégration pleine et entière de la Serbie dans la communauté des nations démocratiques et son rapprochement progressif avec l'Union européenne;

b) une convergence croissante des positions des parties sur les questions internationales, y compris celles relatives à la PESC, éventuellement par l'échange d'informations, et, en particulier, sur les questions susceptibles d'avoir des répercussions importantes sur les parties;

c) une coopération régionale et le développement de relations de bon voisinage;

d) une similitude de vues concernant la sécurité et la stabilité en Europe, y compris la coopération dans les domaines couverts par la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne.

## ARTICLE 11

1. Le dialogue politique se déroule au sein du conseil de stabilisation et d'association. Celui-ci possède la compétence générale voulue pour toutes les questions que les parties souhaiteraient lui soumettre.

2. À la demande des parties, le dialogue politique peut notamment prendre les formes suivantes :

a) des réunions, si nécessaire, de hauts fonctionnaires représentant la Serbie, d'une part, et la présidence du Conseil de l'Union européenne, le secrétaire général/haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune et la Commission européenne, d'autre part;

b) la pleine utilisation de toutes les voies diplomatiques existant entre les parties, y compris les contacts appropriés dans des pays tiers et au sein des Nations unies, de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et d'autres enceintes internationales;

c) tous les autres moyens qui pourraient utilement contribuer à consolider, à développer et à intensifier ce dialogue, y compris ceux qui ont été recensés dans l'agenda de Thessalonique, adopté dans les conclusions du Conseil européen de Thessalonique les 19 et 20 juin 2003.

## ARTICLE 12

Un dialogue politique au niveau parlementaire se déroule dans le cadre de la commission parlementaire de stabilisation et d'association instituée à l'article 125.

## ARTICLE 13

Le dialogue politique peut avoir lieu dans un cadre multilatéral et en tant que dialogue régional, avec d'autres pays de la région, y compris dans le cadre du Forum UE-Balkans occidentaux.

a) volledige integratie van Servië in de gemeenschap van democratische naties en de geleidelijke toenadering tot de Europese Unie;

b) convergentie van de standpunten van de partijen inzake internationale kwesties, waaronder op het gebied van het GBVB, mede door de uitwisseling van informatie, voor zover van toepassing, met name inzake kwesties die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor de partijen;

c) regionale samenwerking en de ontwikkeling van betrekkingen van goed nabuurschap;

d) gezamenlijke standpunten inzake veiligheid en stabiliteit in Europa, met inbegrip van samenwerking op de gebieden die vallen onder het GBVB van de Europese Unie.

## ARTIKEL 11

1. De politieke dialoog vindt plaats binnen de Stabilisatie- en associatieraad, die de algemene verantwoordelijkheid draagt voor alle aangelegenheden die de partijen hem voorleggen.

2. Op verzoek van de partijen kan de politieke dialoog ook de volgende vormen aannemen :

a) vergaderingen, waar nodig, van hoge ambtenaren van enerzijds Servië en anderzijds het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie, de secretaris-generaal/hoge vertegenwoordiger voor het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid (GBVB) en de Europese Commissie;

b) optimaal gebruik van alle diplomatische kanalen tussen de partijen, met inbegrip van passende contacten in derde landen en binnen de Verenigde Naties, de OVSE, de Raad van Europa en andere internationale fora;

c) alle andere middelen die een zinvolle bijdrage kunnen leveren aan de consolidatie, ontwikkeling en intensivering van de dialoog, zoals onder meer vastgesteld in de agenda van Thessaloniki, die werd vastgesteld in de conclusies van de Europese Raad van Thessaloniki van 19 en 20 juni 2003.

## ARTIKEL 12

Op parlementair niveau vindt de politieke dialoog plaats in het kader van het bij artikel 125 ingestelde parlementair Stabilisatie-en associatiecomité.

## ARTIKEL 13

De politieke dialoog kan plaatsvinden in multilateraal verband en als regionale dialoog waarbij andere landen in de regio worden betrokken, onder meer in het kader van het forum tussen de EU en de westelijke Balkan.

**TITRE III*****COOPÉRATION RÉGIONALE*****ARTICLE 14**

Conformément à son engagement en faveur de la paix et de la stabilité dans le monde et sur le plan régional, ainsi que du développement de relations de bon voisinage, la Serbie soutient activement la coopération régionale. La Communauté peut soutenir, par l'intermédiaire de ses programmes d'assistance technique, des projets ayant une dimension régionale ou transfrontière.

À chaque fois que la Serbie envisage de renforcer sa coopération avec l'un des pays mentionnés aux articles 15, 16 et 17, elle en informe la Communauté et ses États membres et les consultera, conformément aux dispositions du titre X.

La Serbie met intégralement en œuvre l'accord de libre-échange centre-européen signé à Bucarest le 19 décembre 2006.

**ARTICLE 15****Coopération avec d'autres pays concernés par le processus de stabilisation et d'association**

Après la signature du présent accord, la Serbie entame des négociations avec les pays ayant déjà signé un accord de stabilisation et d'association en vue de conclure des conventions bilatérales sur la coopération régionale, dont l'objectif sera de renforcer la portée de la coopération entre les pays concernés.

Les principaux éléments de ces conventions sont :

a) le dialogue politique;

b) l'établissement de zones de libre-échange, conformément aux dispositions de l'OMC y afférentes;

c) des concessions mutuelles concernant la circulation des travailleurs, le droit d'établissement, les prestations de services, les paiements courants et la circulation des capitaux ainsi que d'autres politiques relatives à la circulation des personnes, à un niveau équivalent à celui du présent accord;

d) des dispositions relatives à la coopération dans d'autres domaines couverts ou non par le présent accord, et notamment dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité.

Ces conventions contiennent des dispositions pour la création des mécanismes institutionnels nécessaires, le cas échéant.

Ces conventions sont conclues dans les deux ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord. La volonté de la Serbie de conclure de telles conventions constituera l'une des conditions du développement des relations entre ce pays et l'Union européenne.

La Serbie entame des négociations similaires avec les autres pays de la région, lorsque ceux-ci auront signé un accord de stabilisation et d'association.

**TITEL III*****REGIONALE SAMENWERKING*****ARTIKEL 14**

In overeenstemming met zijn verbintenis op het gebied van internationale en regionale vrede en stabiliteit en de ontwikkeling van betrekkingen van goed nabuurschap, bevordert Servië actief de regionale samenwerking. Ook kan de Gemeenschap via haar programma's voor technische bijstand projecten steunen met een regionale of grensoverschrijdende dimensie.

Telkens wanneer Servië voornemens is de samenwerking met een van de in de artikelen 15, 16 en 17 genoemde landen te intensiveren, stelt het de Gemeenschap en haar lidstaten daarvan in kennis en voert het overleg met hen overeenkomstig de bepalingen van titel X.

Servië zorgt voor de volledige tenuitvoerlegging van de Midden-Europese Vrijhandelsovereenkomst, die op 19 december 2006 in Boekarest werd ondertekend.

**ARTIKEL 15****Samenwerking met andere landen die een Stabilisatie- en associatieovereenkomst hebben gesloten**

Na de ondertekening van deze overeenkomst opent Servië met de landen die reeds een Stabilisatie- en associatieovereenkomst hebben ondertekend, onderhandelingen over de sluiting van bilaterale overeenkomsten inzake regionale samenwerking, waarvan het doel is de samenwerking tussen de betrokken landen uit te breiden.

De hoofdelementen van dergelijke overeenkomsten zijn :

a) politieke dialoog;

b) de totstandbrenging van met de relevante WTO-bepalingen verenigbare vrijhandelszones;

c) wederzijdse concessies betreffende het verkeer van werknemers, vestiging, dienstverlening, lopende betalingen en kapitaalverkeer en andere beleidsterreinen die betrekking hebben op het verkeer van personen, op een niveau dat gelijkwaardig is met dat in deze overeenkomst;

d) bepalingen inzake samenwerking op andere al dan niet onder deze overeenkomst vallende terreinen, met name justitie, vrijheid en veiligheid.

Deze overeenkomsten zullen in voorkomend geval bepalingen omvatten met betrekking tot de oprichting van de nodige institutionele mechanismen.

Deze overeenkomsten worden gesloten binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst. De bereidheid van Servië om deze overeenkomsten te sluiten is een voorwaarde voor de verdere ontwikkeling van de betrekkingen tussen Servië en de Europese Unie.

Servië opent vergelijkbare onderhandelingen met de resterende landen van de regio, zodra deze landen een Stabilisatie- en associatieovereenkomst hebben ondertekend.

## ARTICLE 16

**Coopération avec d'autres pays concernés par le processus de stabilisation et d'association**

La Serbie poursuit sa coopération régionale avec les autres États concernés par le processus de stabilisation et d'association dans une partie ou dans l'ensemble des domaines de coopération couverts par le présent accord, et notamment ceux qui présentent un intérêt commun. Cette coopération devrait toujours être compatible avec les principes et objectifs du présent accord.

## ARTICLE 17

**Coopération avec d'autres pays candidats à l'adhésion à l'UE non concernés par le processus de stabilisation et d'association**

1. La Serbie devrait intensifier sa coopération et conclure une convention sur la coopération régionale avec tout pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne dans tout domaine de coopération couvert par le présent accord. Ces conventions devraient permettre d'aligner progressivement les relations bilatérales entre la Serbie et ce pays sur la partie correspondante des relations entre la Communauté européenne et ses États membres et ledit pays.

2. La Serbie entame des négociations avec la Turquie, qui a établi une union douanière avec la Communauté, en vue de conclure un accord, avantageux pour les deux parties, instaurant une zone de libre-échange entre celles-ci, conformément à l'article XXIV du GATT de 1994, et libéralisant le droit d'établissement et la prestation de services entre elles, à un niveau équivalent à celui du présent accord, conformément à l'article V de l'AGCS.

Ces négociations devront être entamées dès que possible, en vue de conclure l'accord susmentionné avant la fin de la période transitoire visée à l'article 18, paragraphe 1.

**TITRE IV***LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES*

## ARTICLE 18

1. La Communauté et la Serbie établissent progressivement une zone bilatérale de libre-échange pendant une période de six ans au maximum à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, conformément aux dispositions du présent accord et dans le respect des dispositions qui régissent le GATT de 1994 et l'OMC. Ce faisant, elles prennent en compte les exigences spécifiques prévues ci-après.

2. La nomenclature combinée est utilisée pour le classement des marchandises dans les échanges entre les parties.

3. Aux fins du présent accord, les droits de douane et taxes d'effet équivalant à des droits de douane incluent tout droit ou toute taxe, de quelque nature que ce soit, perçue à l'importation ou à l'exportation d'un bien, notamment sous la forme d'une surtaxe ou d'une imposition supplémentaire perçue à l'occasion de cette importation ou exportation, à l'exclusion :

*a)* d'une taxe équivalant à une taxe intérieure appliquée conformément aux dispositions de l'article III, paragraphe 2, du GATT de 1994;

## ARTIKEL 16

**Samenwerking met andere bij het stabilisatie- en associatieproces betrokken landen**

Servië streeft naar regionale samenwerking met de andere bij het stabilisatie- en associatieproces betrokken staten op sommige of alle onder deze overeenkomst vallende samenwerkingsgebieden, met name die van wederzijds belang. Deze samenwerking moet te allen tijde verenigbaar zijn met de beginselen en doelstellingen van deze overeenkomst.

## ARTIKEL 17

**Samenwerking met kandidaat-lidstaten van de EU die niet bij het stabilisatie- en associatieproces betrokken zijn**

1. Servië zou met elke kandidaat-lidstaat van de Europese Unie de samenwerking moeten versterken en een overeenkomst sluiten voor regionale samenwerking op elk van de onder deze overeenkomst vallende samenwerkingssterreinen. Een dergelijke overeenkomst moet de bilaterale betrekkingen tussen Servië en dat land geleidelijk afstemmen op het relevante onderdeel van de betrekkingen tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten en dat land.

2. Servië moet onderhandelingen openen met Turkije, dat een douane-unie met de Europese Gemeenschap heeft ingesteld, om op een tot wederzijds voordeel strekkende basis een overeenkomst te sluiten, waarbij een vrijhandelszone tussen beide partijen wordt ingesteld overeenkomstig artikel XXIV van de GATT 1994, alsmede vestiging en dienstverlening tussen de partijen te liberaliseren op een niveau dat gelijkwaardig is aan dat van deze overeenkomst, volgens artikel V van de GATS.

Deze onderhandelingen moeten zo snel mogelijk worden geopend om de bovengenoemde overeenkomst voor het einde van de in artikel 18, lid 1, genoemde overgangsperiode te kunnen sluiten.

**TITEL IV***VRIJ VERKEER VAN GOEDEREN*

## ARTIKEL 18

1. De Gemeenschap en Servië brengen in de loop van een overgangsperiode van ten hoogste zes jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst geleidelijk een bilaterale vrijhandelszone tot stand overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst, de GATT 1994 en de WTO. Daarbij houden zij rekening met de hierna vermelde specifieke eisen.

2. In het handelsverkeer tussen de partijen worden de goederen ingedeeld overeenkomstig de gecombineerde nomenclatuur.

3. Voor de toepassing van deze overeenkomst omvatten douanerechten en heffingen van gelijke werking alle rechten en heffingen op de in- of uitvoer van goederen, met inbegrip van eventuele aanvullende heffingen of belastingen, maar geen :

*a)* heffingen die gelijk zijn aan een binnenlandse belasting die wordt geheven overeenkomstig artikel III, lid 2, van de GATT 1994;

- b) de toute mesure antidumping ou compensatoire;
- c) des honoraires ou charges proportionnels au coût des services rendus.

4. Pour chaque produit, le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent accord doivent être opérées est constitué par :

a) le tarif douanier commun de la Communauté, instauré par le règlement (CEE) n° 2658/87 (1) effectivement appliqué erga omnes le jour de la signature du présent accord;

b) le tarif appliqué par la Serbie (2).

5. Si, après la signature du présent accord, une réduction tarifaire est appliquée erga omnes, en particulier une réduction résultant :

- a) des négociations tarifaires de l'OMC, ou  
 b) de l'adhésion éventuelle de la Serbie à l'OMC, ou  
 c) de réductions faisant suite à l'adhésion de la Serbie à l'OMC,

ces droits réduits remplacent les droits de base visés au paragraphe 4 à compter de la date à laquelle ces réductions sont appliquées.

6. La Communauté et la Serbie se communiquent leurs droits de base respectifs et toute modification les concernant.

## CHAPITRE I

### PRODUITS INDUSTRIELS

#### ARTICLE 19

##### Définition

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits originaires de la Communauté ou de Serbie, qui sont énumérés aux chapitres 25 à 97 de la nomenclature combinée, à l'exception des produits énumérés à l'annexe 1, paragraphe 1, point ii), de l'accord sur l'agriculture de l'OMC.

2. Les échanges entre les parties des produits couverts par le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique sont effectués conformément aux dispositions dudit traité.

#### ARTICLE 20

##### Concessions communautaires sur des produits industriels

1. Les droits de douane à l'importation dans la Communauté de produits industriels originaires de Serbie et les taxes d'effet équivalent sont supprimés dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Les restrictions quantitatives à l'importation dans la Communauté de produits industriels originaires de Serbie et les

(1) Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil (*JO L* 256 du 7.9.1987, p. 1), tel que modifié.

(2) *Journal officiel de la Serbie* n° 62/2005 et 61/2007.

- b) antidumpingrechten of compenserende rechten;
- c) retributies of andere rechten evenredig aan de kosten van verleende diensten.

4. Het basisrecht waarop de in de overeenkomst vastgestelde opeenvolgende verlagingen worden toegepast, is voor elk product :

a) het overeenkomstig verordening (EEG) nr. 2658/87 (1) van de Raad gemeenschappelijk douanetarief van de Gemeenschap dat erga omnes daadwerkelijk wordt toegepast op de dag van ondertekening van de overeenkomst;

b) het door Servië toegepaste tarief (2).

5. Als na de ondertekening van deze overeenkomst tariefverlagingen op erga-omnesgrondslag worden toegepast, in het bijzonder verlagingen die :

- a) voortvloeien uit de tariefonderhandelingen in de WTO,  
 b) voortvloeien uit de toetreding van Servië tot de WTO, of  
 c) worden ingevoerd na de toetreding van Servië tot de WTO,

komen deze verlaagde rechten vanaf de datum waarop de verlagingen worden toegepast in de plaats van de in lid 4 bedoelde basisrechten.

6. De Gemeenschap en Servië delen elkaar hun respectieve basisrechten en eventuele veranderingen daarin mede.

## HOOFDSTUK I

### INDUSTRIEPRODUCTEN

#### ARTIKEL 19

##### Definities

1. Dit hoofdstuk is van toepassing op producten van oorsprong uit de Gemeenschap of uit Servië, vermeld in de hoofdstukken 25 tot en met 97 van de gecombineerde nomenclatuur, met uitzondering van de producten genoemd in bijlage 1, punt I, onder ii), van de WTO-overeenkomst inzake de landbouw.

2. De handel tussen de partijen in producten die onder het Euratom-Verdrag vallen, geschiedt in overeenstemming met de bepalingen van dat Verdrag.

#### ARTIKEL 20

##### Concessies van de Gemeenschap voor industrieproducten

1. De douanerechten en heffingen van gelijke werking die van toepassing zijn bij invoer in de Gemeenschap van industrieproducten van oorsprong uit Servië, worden bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst afgeschaft.

2. Kwantitatieve beperkingen bij invoer in de Gemeenschap van industrieproducten van oorsprong uit Servië en maatregelen

(1) Verordening (EEG) nr. 2658/87 van de Raad (PB L 256 van 7.9.1987, blz. 1). Verordening laatstelijk gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1352/2007 van de Commissie (PB L 303 van 21.11.2007, blz. 3).

(2) *Staatsblad* nr. 62/2005 en 61/2007 van Servië.

mesures d'effet équivalent sont supprimées dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

## ARTICLE 21

### **Concessions serbes sur des produits industriels**

1. Les droits de douane à l'importation en Serbie de produits originaires de la Communauté, autres que ceux dont la liste figure à l'annexe I, sont supprimés dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Les taxes d'effet équivalent à des droits de douane à l'importation en Serbie de produits industriels originaires de la Communauté sont supprimées dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

3. Les droits de douane à l'importation en Serbie de produits industriels originaires de la Communauté, dont la liste figure à l'annexe I, sont progressivement réduits et supprimés selon le calendrier indiqué dans ladite annexe.

4. Les restrictions quantitatives à l'importation en Serbie de produits industriels originaires de la Communauté et les mesures d'effet équivalent sont supprimées dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

## ARTICLE 22

### **Droits de douane et restrictions quantitatives à l'exportation**

1. La Communauté et la Serbie suppriment dans leurs échanges les droits de douane à l'exportation et les taxes d'effet équivalent dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. La Communauté et la Serbie suppriment entre elles toute restriction quantitative à l'exportation et toute mesure d'effet équivalent dès la date d'entrée en vigueur du présent accord.

## ARTICLE 23

### **Réductions plus rapides des droits de douane**

La Serbie se déclare disposée à réduire ses droits de douane à l'égard de la Communauté selon un rythme plus rapide que celui qui est prévu à l'article 21, si la situation économique générale et la situation du secteur économique intéressé le permettent.

Le conseil de stabilisation et d'association analyse la situation à cet égard et formule les recommandations qui s'imposent.

## CHAPITRE II

### *AGRICULTURE ET PÊCHE*

## ARTICLE 24

### **Définition**

1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent au commerce des produits agricoles et des produits de la pêche originaires de la Communauté ou de Serbie.

van gelijke werking worden bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst afgeschaft.

## ARTIKEL 21

### **Concessies van Servië voor industrieproducten**

1. De douanerechten die van toepassing zijn bij invoer in Servië van niet in bijlage I vermelde industrieproducten van oorsprong uit de Gemeenschap worden bij de inwerkingtreding van de overeenkomst afgeschaft.

2. Heffingen van gelijke werking als douanerechten die van toepassing zijn bij invoer in Servië van industrieproducten van oorsprong uit de Gemeenschap, worden bij de inwerkingtreding van de overeenkomst afgeschaft.

3. De douanerechten die van toepassing zijn bij de invoer in Servië van de in bijlage I vermelde industrieproducten van oorsprong uit de Gemeenschap worden geleidelijk afgeschaft volgens het tijdschema in die bijlage.

4. Kwantitatieve beperkingen bij invoer in Servië van producten van oorsprong uit de Gemeenschap en maatregelen van gelijke werking worden bij de inwerkingtreding van de overeenkomst afgeschaft.

## ARTIKEL 22

### **Rechten en beperkingen op uitvoer**

1. Bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaffen de Gemeenschap en Servië alle douanerechten bij uitvoer en heffingen die eenzelfde effect op hun onderlinge handel hebben af.

2. De Gemeenschap en Servië schaffen bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst wederzijds alle kwantitatieve beperkingen bij de uitvoer en alle maatregelen van gelijke werking af.

## ARTIKEL 23

### **Versnelde verlaging van het douanerecht**

Servië verklaart zich bereid zijn douanerechten in het handelssverkeer met de Gemeenschap sneller te verlagen dan in artikel 21 bepaald, als de algemene economische situatie in Servië en de situatie in de betrokken sector van de economie dat toelaten.

De Stabilisatie- en associatieraad analyseert de situatie dien-aangaande en doet daarover aanbevelingen.

## HOOFDSTUK II

### *LANDBOUW EN VISSERIJ*

## ARTIKEL 24

### **Definities**

1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de handel in landbouw- en visserijproducten van oorsprong uit de Gemeenschap of uit Servië.

2. Par « produits agricoles et produits de la pêche », on entend les produits énumérés aux chapitres 1 à 24 de la nomenclature combinée et les produits énumérés à l'annexe 1, paragraphe 1, point ii), de l'accord sur l'agriculture de l'OMC.

3. Cette définition inclut les poissons et produits de la pêche visés au chapitre 3, nos 1604 et 1605 et sous-positions 0511 91, 2301 20 et ex 1902 20 (« pâtes alimentaires farcies contenant en poids plus de 20 % de poissons et crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques »).

## ARTICLE 25

### **Produits agricoles transformés**

Le protocole n° 1 détermine le régime des échanges applicable aux produits agricoles transformés qui y sont énumérés.

## ARTICLE 26

### **Concessions communautaires à l'importation de produits agricoles originaires de Serbie**

1. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté supprime toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent auxquelles sont soumises les importations de produits agricoles originaires de Serbie.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté supprime les droits de douane et taxes d'effet équivalent auxquels sont soumises les importations de produits agricoles originaires de Serbie, autres que ceux des nos 0102, 0201, 0202, 1701, 1702 et 2204 de la nomenclature combinée.

Pour les produits couverts par les chapitres 7 et 8 de la nomenclature combinée, pour lesquels le tarif douanier commun prévoit l'application de droits de douane ad valorem et un droit de douane spécifique, la suppression ne s'applique qu'à la partie ad valorem du droit.

3. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté fixe les droits de douane applicables aux importations dans la Communauté de produits de la catégorie « baby beef » définis à l'annexe II et originaires de Serbie à 20 % du droit ad valorem et à 20 % du droit spécifique prévus par le tarif douanier commun de la Communauté, dans la limite d'un contingent tarifaire annuel de 8 700 tonnes exprimé en poids carcasse.

4. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté applique l'accès en franchise de droits aux importations, dans la Communauté, de produits des nos 1701 et 1702 de la nomenclature combinée originaires de Serbie, dans la limite d'un contingent tarifaire annuel de 180 000 tonnes (poids net).

## ARTICLE 27

### **Concessions serbes sur les produits agricoles**

1. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie supprime toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent auxquelles sont soumises les importations de produits agricoles originaires de la Communauté.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie :

2. Met « landbouw- en visserijproducten » worden de producten bedoeld die vermeld zijn in de hoofdstukken 1 tot en met 24 van de gecombineerde nomenclatuur en in bijlage I, punt I, onder ii), bij de WTO-overeenkomst inzake de landbouw.

3. Deze definitie omvat vis en visserijproducten die vallen onder hoofdstuk 3, de posten 1604 en 1605, en de posten 0511 91, 2301 20 en ex 1902 20 (« gevulde deegwaren, bevattende meer dan 20 gewichtspercenten vis, schaal- of weekdieren of andere ongewervelde waterdieren »).

## ARTIKEL 25

### **Bewerkte landbouwproducten**

Protocol 1 bevat de handelsregeling voor de daarin genoemde bewerkte landbouwproducten.

## ARTIKEL 26

### **Concessies van de Gemeenschap voor de invoer van landbouwproducten van oorsprong uit Servië**

1. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft de Gemeenschap alle kwantitatieve beperkingen en maatregelen van gelijke werking af die van toepassing zijn op de invoer van landbouwproducten van oorsprong uit Servië.

2. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft de Gemeenschap alle douanerechten en heffingen van gelijke werking af die van toepassing zijn op de invoer van landbouwproducten van oorsprong uit Servië, andere dan die van de posten 0102, 0201, 0202, 1701, 1702 en 2204 van de gecombineerde nomenclatuur.

Voor de producten die vallen onder de hoofdstukken 7 en 8 van de gecombineerde nomenclatuur, waarvoor het gemeenschappelijk douanetarief in een « ad valorem »-douanerecht en een specifiek douanerecht voorziet, is de afschaffing uitsluitend van toepassing op het « ad valorem »-deel van de douanerechten.

3. Bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst stelt de Gemeenschap de douanerechten die van toepassing zijn bij invoer in de Gemeenschap van de in bijlage II gedefinieerde producten van de categorie « baby beef » van oorsprong uit Servië vast op 20 % van het recht ad valorem en 20 % van het specifieke recht als vastgesteld in het gemeenschappelijk douanetarief van de Europese Gemeenschappen, binnen een jaarlijks tariefcontingent van 8 700 ton geslacht gewicht.

4. Vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst verleent de Gemeenschap rechtenvrije toegang aan invoer in de Gemeenschap van producten van oorsprong uit Servië van de posten 1701 en 1702 van de gecombineerde nomenclatuur, binnen een jaarlijks tariefcontingent van 180 000 ton (nettogewicht).

## ARTIKEL 27

### **Concessies van Servië voor landbouwproducten**

1. Bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft Servië alle kwantitatieve beperkingen en maatregelen van gelijke werking af die van toepassing zijn op de invoer van landbouwproducten van oorsprong uit de Gemeenschap.

2. Bij de inwerkingtreding van de overeenkomst gaat Servië over tot

a) supprime les droits de douane applicables aux importations de certains produits agricoles originaires de la Communauté, énumérés à l'annexe III a);

b) supprime progressivement les droits de douane applicables aux importations de certains produits agricoles originaires de la Communauté, énumérés à l'annexe III b), selon le calendrier indiqué pour chaque produit dans ladite annexe;

c) réduit progressivement les droits de douane applicables aux importations de certains produits agricoles originaires de la Communauté, énumérés à l'annexe III c) et à l'annexe III d), selon le calendrier indiqué pour chaque produit dans ces annexes.

## ARTICLE 28

### **Protocole sur les vins et les boissons spiritueuses**

Le protocole n° 2 détermine le régime applicable aux vins et boissons spiritueuses qui y sont mentionnés.

## ARTICLE 29

### **Concessions communautaires sur les poissons et produits de la pêche**

1. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté supprime toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent auxquelles sont soumises les importations de poissons et produits de la pêche originaires de Serbie.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté supprime la totalité des droits de douane et mesures d'effet équivalent auxquels sont soumis les poissons et produits de la pêche originaires de Serbie, autres que ceux énumérés à l'annexe IV. Les produits énumérés à l'annexe IV sont soumis aux dispositions qui y sont prévues.

## ARTICLE 30

### **Concessions serbes sur les poissons et produits de la pêche**

1. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie supprime toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent auxquelles sont soumises les importations de poissons et de produits de la pêche originaires de la Communauté.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie supprime la totalité des droits de douane et mesures d'effet équivalent auxquels sont soumis les poissons et produits de la pêche originaires de la Communauté, autres que ceux énumérés à l'annexe V. Les produits énumérés à l'annexe V sont soumis aux dispositions qui y sont prévues.

## ARTICLE 31

### **Clause de réexamen**

Compte tenu du volume des échanges de produits agricoles et de produits de la pêche entre les parties, de leurs sensibilités particulières, des règles des politiques communes de la Communauté et des règles des politiques serbes en matière d'agriculture et de pêche, du rôle de l'agriculture et de la pêche dans l'économie de la Serbie, des conséquences des négociations commerciales

a) afschaffing van de douanerechten die van toepassing zijn op de invoer van de in bijlage III a) vermelde landbouwproducten van oorsprong uit de Gemeenschap;

b) geleidelijke afschaffing van de douanerechten die van toepassing zijn op de invoer van de in bijlage III b) vermelde landbouwproducten van oorsprong uit de Gemeenschap volgens het voor ieder product in die bijlage vastgestelde tijdschema;

c) geleidelijke verlaging van de douanerechten die van toepassing zijn op de invoer van de in bijlage III c) en d) vermelde landbouwproducten van oorsprong uit de Gemeenschap volgens het voor ieder product in die bijlage vastgestelde tijdschema.

## ARTIKEL 28

### **Het protocol inzake wijn en gedistilleerde dranken**

In protocol 2 is de regeling neergelegd die van toepassing is op de daarin genoemde wijn en gedistilleerde dranken.

## ARTIKEL 29

### **Concessies van de Gemeenschap voor vis en visserijproducten**

1. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft de Gemeenschap alle kwantitatieve beperkingen en maatregelen van gelijke werking af die van toepassing zijn op de invoer van vis en visserijproducten van oorsprong uit Servië.

2. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft de Gemeenschap alle douanerechten en maatregelen van gelijke werking op de niet in bijlage IV vermelde vis en visserijproducten van oorsprong uit Servië af. Op de in bijlage IV vermelde producten zijn de daarin opgenomen bepalingen van toepassing.

## ARTIKEL 30

### **Concessies van Servië voor vis en visserijproducten**

1. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft Servië alle kwantitatieve beperkingen en maatregelen van gelijke werking af die van toepassing zijn op de invoer van vis en visserijproducten van oorsprong uit de Gemeenschap.

2. Met ingang van de inwerkingtreding van deze overeenkomst schaft Servië alle douanerechten en maatregelen van gelijke werking op de niet in bijlage V vermelde vis en visserijproducten van oorsprong uit de Gemeenschap af. Op de in bijlage V vermelde producten zijn de daarin opgenomen bepalingen van toepassing.

## ARTIKEL 31

### **Herzieningsclausule**

Rekening houdend met de omvang van het handelsverkeer in landbouw- en visserijproducten tussen de partijen, de bijzondere gevoeligheden van die producten, de regels van het gemeenschappelijk landbouw- en visserijbeleid van de Gemeenschap en het landbouw- en visserijbeleid van Servië, de rol van landbouw en visserij in de Servische economie en de gevolgen van de

multilatérales dans le cadre de l'OMC et de l'adhésion éventuelle de la Serbie à l'OMC, la Communauté et la Serbie examinent au sein du conseil de stabilisation et d'association, au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, la possibilité de s'accorder de nouvelles concessions, produit par produit et de façon harmonieuse et réciproque, afin de libéraliser davantage le commerce des produits agricoles et des produits de la pêche.

## ARTICLE 32

### **Clause de sauvegarde concernant l'agriculture et les produits de la pêche**

1. Nonobstant les autres dispositions du présent accord, et notamment son article 41, si compte tenu de la sensibilité particulière des marchés de produits agricoles et de produits de la pêche, les importations de produits originaires de l'une des parties, qui font l'objet de concessions accordées en vertu des articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, entraînent une perturbation grave des marchés ou des mécanismes de régulation de l'autre partie, les deux parties entament immédiatement des consultations, afin de trouver une solution appropriée. Dans l'attente d'une solution, la partie concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires.

2. Si le volume cumulé des importations de produits originaires de Serbie énumérés dans l'annexe V du protocole n° 3 atteint 115 % du volume moyen calculé sur les trois années civiles précédentes, la Serbie et la Communauté engagent des consultations dans les cinq jours ouvrables afin d'analyser et d'évaluer la structure des échanges de ces produits dans la Communauté et, s'il y a lieu, de trouver des solutions appropriées pour éviter une distorsion des échanges causée par ces importations dans la Communauté.

Sans préjudice du paragraphe 1, si le volume cumulé des importations de produits originaires de Serbie énumérés dans l'annexe V du protocole n° 3 augmente de plus de 30 % au cours d'une année civile par rapport à la moyenne des trois années précédentes, la Communauté peut suspendre le traitement préférentiel applicable aux produits à l'origine de la hausse.

Si elle décide de suspendre le traitement préférentiel, la Communauté en informe le comité de stabilisation et d'association dans les cinq jours ouvrables et engage des consultations avec la Serbie pour convenir de mesures visant à éviter une distorsion des échanges des produits énumérés dans l'annexe V du protocole n° 3.

La Communauté rétablit le traitement préférentiel dès que la distorsion des échanges est éliminée par la mise en œuvre efficace des mesures convenues ou par l'effet d'autres mesures appropriées adoptées par les parties.

Les dispositions de l'article 41, paragraphes 3 à 6, s'appliquent *mutatis mutandis* aux actions entreprises en vertu du présent paragraphe.

3. Les parties réexaminent le fonctionnement du mécanisme prévu au paragraphe 2 trois ans au plus tard après l'entrée en vigueur du présent accord. Le conseil de stabilisation et d'association peut décider des adaptations qu'il convient d'apporter au mécanisme prévu au paragraphe 2.

multilaterale handelsbesprekkingen in het kader van de WTO, alsmede de eventuele toetreding van Servië tot de WTO, onderzoeken de Gemeenschap en Servië binnen drie jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst in de Stabilisatie- en associatieraad per product, systematisch en op basis van passende wederkerigheid, de mogelijkheden om elkaar verdere concessies te verlenen teneinde de handel in landbouw- en visserijproducten verder te liberaliseren.

## ARTIKEL 32

### **Vrijwaringsclausule betreffende landbouw en visserij**

1. Onvermindert de andere bepalingen van deze overeenkomst, met name artikel 41, plegen beide partijen, indien, wegens de bijzondere gevoeligheid van de markten voor landbouw- en visserijproducten, de invoer van producten van oorsprong uit een partij waarvoor de concessies uit hoofde van de artikelen 25 tot en met 30 zijn verleend, ernstige problemen veroorzaakt op de markt of voor de binnenlandse regelingen van de andere partij, zo spoedig mogelijk overleg om een passende oplossing te vinden voor het probleem. In afwachting van deze oplossing kan de betrokken partij de passende maatregelen nemen die zij noodzakelijk acht.

2. Wanneer de omvang van de invoer van de in bijlage V bij protocol 3 genoemde producten van oorsprong uit Servië samen 115 % bereikt van het gemiddelde van de drie voorgaande kalenderjaren, treden Servië en de Gemeenschap binnen vijf werkdagen in overleg om de handelsstromen van deze producten naar de Gemeenschap te analyseren en te evalueren en eventueel passende oplossingen te vinden om verstoring van de handel in deze producten te voorkomen.

Wanneer de omvang van de invoer van de in bijlage V bij protocol 3 genoemde producten van oorsprong uit Servië samen gedurende een kalenderjaar met meer dan 30 % toeneemt vergeleken met het gemiddelde van de drie voorgaande kalenderjaren, kan de Gemeenschap onvermindert lid 1 overgaan tot stopzetting van de preferentiële behandeling van de producten die de stijging veroorzaken.

Als besloten wordt de preferentiële behandeling stop te zetten, stelt de Gemeenschap het Stabilisatie- en associatocomité binnen vijf werkdagen in kennis van deze maatregel en treedt zij in overleg met Servië om maatregelen te vinden om verstoring van de handel in de in bijlage V bij protocol 3 genoemde producten te voorkomen.

De Gemeenschap herstelt de preferentiële behandeling zodra de verstoring van de handel is opgelost door effectieve implementatie van de overeengekomen maatregelen of door andere door de partijen getroffen passende maatregelen.

De leden 3 tot en met 6 van artikel 41 zijn van overeenkomstige toepassing op maatregelen uit hoofde van dit lid.

3. Uiterlijk drie jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst evalueren de partijen de werking van het in lid 2 beschreven mechanisme. De Stabilisatie- en associatieraad kan besluiten het in lid 2 beschreven mechanisme aan te passen.

## ARTICLE 33

**Protection des indications géographiques des produits agricoles et produits de la pêche et des denrées alimentaires autres que les vins et les boissons spiritueuses**

1. La Serbie assure la protection des indications géographiques enregistrées dans la Communauté en vertu du règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires (1), conformément aux termes du présent article. Les indications géographiques de la Serbie peuvent bénéficier de l'enregistrement dans la Communauté dans les conditions fixées dans l'édit règlement.

2. La Serbie interdit toute utilisation sur son territoire des dénominations protégées dans la Communauté pour des produits comparables ne répondant pas au cahier des charges de l'indication géographique. Cette disposition s'applique même si la véritable origine géographique du produit est indiquée, si l'indication géographique en question est employée en traduction ou est accompagnée de mentions telles que « genre », « type », « style », « imitation », « méthode » ou d'autres mentions analogues.

3. La Serbie refuse l'enregistrement d'une marque dont l'usage correspond aux situations visées au paragraphe 2.

4. Les marques dont l'usage correspond aux situations visées au paragraphe 2, enregistrées en Serbie ou consacrées par l'usage, ne sont plus utilisées cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux marques enregistrées en Serbie et aux marques consacrées par l'usage détenues par des ressortissants de pays tiers, pour autant qu'elles ne soient pas de nature à tromper de quelque manière que ce soit le public quant à la qualité, au cahier des charges et à l'origine géographique des marchandises.

5. Tout usage des indications géographiques protégées conformément au paragraphe 1 du présent article en tant que termes usuels employés dans le langage courant comme nom commun pour ces marchandises en Serbie cesse au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de l'accord.

6. La Serbie veille à ce que les marchandises exportées de son territoire cinq ans après l'entrée en vigueur du présent accord n'enfreignent pas les dispositions du présent article.

7. La Serbie garantit la protection visée aux paragraphes 1 à 6 sur sa propre initiative ainsi qu'à la requête d'une partie intéressée.

**CHAPITRE III***DISPOSITIONS COMMUNES*

## ARTICLE 34

**Champ d'application**

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux échanges entre les parties de tous les produits, sauf dispositions contraires prévues dans le présent chapitre ou dans le protocole n° 1.

(1) JO L 93 du 31.3.2006, p. 12. règlement modifié par le règlement (CE) n° 1791/2006 (JO L 363 du 20.12.2006, p. 1).

## ARTIKEL 33

**Bescherming van geografische aanduidingen voor landbouwen visserijproducten en voedingsmiddelen andere dan wijn en gedistilleerde dranken**

1. Servië beschermt de geografische aanduidingen van de Gemeenschap die in de Gemeenschap zijn geregistreerd uit hoofde van verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen (1), overeenkomstig dit artikel. Geografische aanduidingen van Servië kunnen in de Gemeenschap worden geregistreerd onder de voorwaarden zoals beschreven in genoemde verordening.

2. Servië verbiedt het gebruik op zijn grondgebied van de in de Gemeenschap beschermden namen voor vergelijkbare producten die niet voldoen aan de kenmerken van de geografische aanduiding. Dit geldt ook wanneer de werkelijke oorsprong van het product wordt vermeld, wanneer de betrokken geografische aanduiding in een andere taal is vertaald of wanneer de benaming vergezeld gaat van uitdrukkingen als « genre », « type », « wijze », « stijl », « imitatie », « methode » of soortgelijke uitdrukkingen.

3. Servië weigert de registratie van handelsmerken in gevallen zoals beschreven in lid 2.

4. Handelsmerken die overeenkomen met de in lid 2 beschreven gevallen en die in Servië zijn geregistreerd of gangbaar zijn, mogen vijf jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst niet meer worden gebruikt. Dit geldt echter niet voor handelsmerken die in Servië zijn geregistreerd of gangbaar zijn en die eigendom zijn van onderdanen van derde landen, mits het publiek niet wordt misleid met betrekking tot de aard, de kenmerken of de geografische oorsprong van de producten.

5. Overeenkomstig lid 1 beschermde geografische aanduidingen die in de omgangstaal van Servië gebruikelijk zijn voor dergelijke producten, mogen vijf jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst niet meer worden gebruikt.

6. Servië zorgt ervoor dat de goederen die na vijf jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst uit zijn grondgebied worden uitgevoerd geen inbreuk maken op dit artikel.

7. Servië waarborgt de in de ledien 1 tot en met 6 bedoelde bescherming op eigen initiatief alsmede op verzoek van een betrokken partij.

**HOOFDSTUK III***GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN*

## ARTIKEL 34

**Toepassingsgebied**

Behoudens andersluidende bepalingen in dit hoofdstuk of in protocol 1 zijn de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing op de handel tussen de partijen in alle producten.

(1) PB L 93 van 31 maart 2006, blz. 12. verordening gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1791/2006 (PB L 363 van 20 december 2006, blz. 1).

**ARTICLE 35****Concessions plus favorables**

Les dispositions du présent titre n'affectent en rien l'application, sur une base unilatérale, de mesures plus favorables par l'une ou l'autre des parties.

**ARTICLE 36****Statu quo**

1. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, aucun nouveau droit de douane à l'importation ou à l'exportation, ni aucune taxe d'effet équivalent ne sont introduits dans les relations commerciales entre la Communauté et la Serbie, et ceux qui sont déjà appliqués ne seront pas augmentés.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation, ni aucune mesure d'effet équivalent ne sont introduites dans les relations commerciales entre la Communauté et la Serbie, et celles qui existent déjà ne seront pas rendues plus restrictives.

3. Sans préjudice des concessions accordées en vertu des articles 26, 27, 28, 29 et 30, les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne restreignent en aucun cas la poursuite des politiques agricoles et des politiques de la pêche de la Serbie et de la Communauté, ni l'adoption de mesures dans le cadre de ces politiques, pour autant que le régime à l'importation prévu dans les annexes II à V et dans le protocole n° 1 n'en soit pas affecté.

**ARTICLE 37****Interdiction de discriminations de nature fiscale**

1. La Communauté et la Serbie s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant directement ou indirectement une discrimination entre les produits de l'une des parties et les produits similaires originaires de l'autre partie et suppriment de telles mesures ou pratiques si elles existent.

2. Les produits exportés vers le territoire de l'une des parties ne peuvent bénéficier de ristournes d'imposition intérieure indirecte supérieures au montant des impositions indirectes dont ils ont été frappés.

**ARTICLE 38****Droits de douane à caractère fiscal**

Les dispositions relatives à la suppression des droits de douane à l'importation s'appliquent également aux droits de douane à caractère fiscal.

**ARTICLE 39****Unions douanières, zones de libre-échange et régimes de trafic frontalier**

1. Le présent accord ne fait pas obstacle au maintien ou à l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou

**ARTIKEL 35****Gunstigere concessies**

De bepalingen van deze titel vormen in geen geval een belemmering voor de eenzijdige toepassing van gunstiger maatregelen door een partij.

**ARTIKEL 36****Standstill**

1. Zodra deze overeenkomst in werking treedt, mogen in het handelsverkeer tussen de Gemeenschap en Servië geen nieuwe douanerechten bij invoer of bij uitvoer of heffingen van gelijke werking worden ingesteld, noch mogen de rechten of heffingen die reeds van toepassing zijn, worden verhoogd.

2. Zodra deze overeenkomst in werking treedt, mogen in het handelsverkeer tussen de Gemeenschap en Servië geen nieuwe kwantitatieve beperkingen bij invoer of bij uitvoer of maatregelen van gelijke werking worden ingesteld, noch mogen reeds bestaande beperkingen restrictiever worden gemaakt.

3. Onverminderd de overeenkomstig de artikelen 26 tot en met 30 verleende concessies vormen de leden 1 en 2 van dit artikel in geen enkel opzicht een beletsel voor de voortzetting van het landbouwbeleid van Servië en van de Gemeenschap, noch voor het nemen van enige maatregel in het kader van dit beleid, voor zover de invoerregeling in de bijlagen II tot en met V en protocol 1 daardoor niet wordt beïnvloed.

**ARTIKEL 37****Verbod op fiscale discriminatie**

1. De Gemeenschap en Servië onthouden zich van alle binnenlandse maatregelen of praktijken van fiscale aard die, direct of indirect, discrimineren tussen de producten van de ene partij en soortgelijke producten van oorsprong uit het grondgebied van de andere partij, en schaffen dergelijke bestaande maatregelen of praktijken af.

2. De teruggevallen binnenlandse indirecte belastingen voor producten die naar het grondgebied van een van de partijen worden uitgevoerd, mag niet hoger zijn dan de daarop geheven indirecte belastingen.

**ARTIKEL 38****Rechten van fiscale aard**

De bepalingen betreffende de afschaffing van de douanerechten bij invoer zijn eveneens van toepassing op douanerechten van fiscale aard.

**ARTIKEL 39****Douane-unies, vrijhandelszones, regelingen voor grensverkeer**

1. De overeenkomst vormt geen beletsel voor de handhaving of de oprichting van douane-unies, vrijhandelszones of regelingen

de régimes de trafic frontalier, pour autant qu'ils n'aient pas pour effet de modifier le régime d'échanges qu'il prévoit.

2. Au cours des périodes transitoires spécifiées à l'article 21, le présent accord ne peut pas affecter la mise en œuvre des régimes préférentiels spécifiques régissant la circulation des marchandises, qui ont été prévus par des accords frontaliers conclus antérieurement entre un ou plusieurs États membres et la Serbie-et-Monténégro ou qui résultent des accords bilatéraux conclus par la Serbie en vue de promouvoir le commerce régional.

3. Les parties se consultent au sein du conseil de stabilisation et d'association en ce qui concerne les accords décrits aux paragraphes 1 et 2 du présent article et, le cas échéant, sur d'autres problèmes importants liés à leurs politiques commerciales respectives à l'égard des pays tiers. En particulier, dans l'éventualité de l'adhésion d'un pays tiers à l'Union, de telles consultations ont lieu afin de s'assurer qu'il est tenu compte des intérêts mutuels de la Communauté et de la Serbie mentionnés dans le présent accord.

## ARTICLE 40

### Dumping et subventions

1. Aucune des dispositions du présent accord n'empêche l'une ou l'autre partie de prendre des mesures de défense commerciale conformément au paragraphe 2 du présent article et à l'article 41.

2. Si l'une des parties estime que les échanges avec l'autre partie font l'objet de pratiques de dumping et/ou de subventions passibles de mesures compensatoires, elle peut prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre de ces pratiques conformément à l'accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à l'accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires ou à sa législation propre y afférente.

## ARTICLE 41

### Clause de sauvegarde

1. Les dispositions de l'article XIX du GATT de 1994 et l'accord de l'OMC sur les sauvegardes sont applicables entre les parties.

2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, lorsqu'un produit d'une partie est importé sur le territoire de l'autre partie en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer :

*a)* un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents sur le territoire de la partie importatrice, ou

*b)* des perturbations sérieuses dans un secteur de l'économie ou des difficultés pouvant se traduire par l'altération grave de la situation économique d'une région de la partie importatrice, cette dernière peut prendre les mesures de sauvegarde bilatérales appropriées dans les conditions et selon les procédures prévues au présent article.

3. Les mesures de sauvegarde bilatérales visant les importations de l'autre partie n'excèdent pas la mesure nécessaire pour remédier aux difficultés telles que définies au paragraphe 2 et résultant de l'application du présent accord. La mesure de sauvegarde adoptée devra consister en une suspension de l'augmentation ou de la

voor grensverkeer, mits de in deze overeenkomst neergelegde handelsregelingen daardoor niet worden gewijzigd.

2. Gedurende de in artikel 18 vermelde overgangsperiodes mag deze overeenkomst geen invloed hebben op de tenuitvoerlegging van de specifieke preferentiële regelingen voor het goederenverkeer die ofwel zijn vastgelegd in grensovereenkomsten die eerder zijn gesloten tussen een of meer lidstaten en Servië en Montenegro, ofwel voortvloeien uit de in titel III gespecificeerde bilaterale overeenkomsten die door Servië zijn gesloten ter bevordering van de regionale handel.

3. De partijen plegen in de Stabilisatie- en associatieraad overleg over de in de leden 1 en 2 bedoelde overeenkomsten en desgewenst over andere belangrijke onderwerpen in verband met hun respectieve handelspaniekten ten aanzien van derde landen. Een dergelijk overleg vindt met name plaats bij de toetreding van een derde land tot de Gemeenschap, teneinde rekening te kunnen houden met de onderlinge belangen van de Gemeenschap en Servië als omschreven in deze overeenkomst.

## ARTIKEL 40

### Dumping en subsidiëring

1. De bepalingen in deze overeenkomst beletten de partijen niet handelsbeschermingsmaatregelen overeenkomstig lid 2 van dit artikel en artikel 41 te treffen.

2. Als een partij constateert dat in het handelsverkeer met de andere partij dumping plaatsvindt en/of tot compenserende maatregelen aanleiding gevende subsidies worden gegeven, kan die partij passende maatregelen nemen tegen deze praktijk op grond van de WTO-overeenkomst betreffende de tenuitvoerlegging van artikel VI van de GATT 1994, de WTO-overeenkomst inzake subsidies en compenserende maatregelen, en haar eigen wetgeving ter zake.

## ARTIKEL 41

### Vrijwaringsclausule

1. De bepalingen van artikel XIX van de GATT 1994 en van de WTO-overeenkomst inzake vrijwaringsmaatregelen zijn van toepassing in de betrekkingen tussen de partijen.

2. In afwijking van lid 1 geldt dat, wanneer een product uit een van de partijen in het grondgebied van de andere partij wordt ingevoerd in dermate toegenomen hoeveelheden en onder zodanige omstandigheden dat :

*a)* ernstige moeilijkheden worden veroorzaakt of dreigen te worden veroorzaakt voor binnenlandse producenten van soortgelijke of rechtstreeks concurrerende producten op het grondgebied van de invoerende partij; of

*b)* bepaalde sectoren van de economie ernstig worden verstoord of dreigen te worden verstoord of moeilijkheden worden veroorzaakt of dreigen te worden veroorzaakt die een ernstige verslechtering van de economische situatie in een regio van de invoerende partij ten gevolge kunnen hebben. De invoerende partij passende bilaterale vrijwaringsmaatregelen kan nemen overeenkomstig de voorwaarden en procedures van dit artikel.

3. Bilaterale vrijwaringsmaatregelen die gericht zijn tegen invoer uit de andere partij mogen niet meer inhouden dan wat nodig is om de als gevolg van de toepassing van deze overeenkomst gerezen moeilijkheden zoals beschreven in lid 2 te compenseren. Deze vrijwaringsmaatregelen bestaan normaliter

réduction des marges de préférence prévues dans le présent accord pour le produit concerné jusqu'à un plafond correspondant au droit de base visé à l'article 18, paragraphe 4, points *a)* et *b)*, et paragraphe 5 pour le même produit. Ces mesures contiennent des dispositions claires prévoyant leur suppression progressive à la fin de la période fixée, au plus tard, et leur durée n'excède pas deux ans.

Dans des circonstances très exceptionnelles, la durée de ces mesures peut être prolongée pour une durée maximale de deux ans. Aucune mesure de sauvegarde bilatérale n'est appliquée à l'importation d'un produit qui aura précédemment fait l'objet d'une telle mesure pendant une période égale à celle durant laquelle cette mesure aura été antérieurement appliquée, pour autant que la période de non-application soit d'au moins deux ans à compter de la date d'expiration de la mesure.

4. Dans les cas précisés au présent article, avant de prendre les mesures qui y sont prévues ou, dans les cas auxquels s'applique le paragraphe 5, point *b)*, du présent article, la Communauté, d'une part, ou la Serbie, d'autre part, fournit le plus tôt possible au conseil de stabilisation et d'association toutes les informations pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties.

5. Pour la mise en œuvre des paragraphes 1, 2, 3 et 4, les dispositions suivantes s'appliquent :

*a)* les difficultés provenant de la situation visée au présent article sont immédiatement notifiées pour examen au conseil de stabilisation et d'association, qui peut prendre toute décision requise pour y mettre fin.

Si le conseil de stabilisation et d'association ou la partie exportatrice n'a pas pris de décision mettant fin aux difficultés ou s'il n'a pas été trouvé de solution satisfaisante dans les trente jours suivant la notification à ce conseil, la partie importatrice peut adopter les mesures appropriées pour résoudre le problème, conformément au présent article. Dans la sélection des mesures de sauvegarde, la priorité doit aller à celles qui perturbent le moins le fonctionnement des modalités définies dans le présent accord. Les mesures de sauvegarde appliquées conformément à l'article XIX du GATT de 1994 et à l'accord de l'OMC sur les sauvegardes préservent le niveau/la marge de préférence accordé(e) en vertu du présent accord;

*b)* lorsque des circonstances exceptionnelles et critiques importantes de prendre des mesures immédiates rendent impossible, selon le cas, l'examen préalable, la partie concernée peut, dans les situations précisées au présent article, appliquer aussitôt les mesures provisoires nécessaires pour faire face à la situation et en informe immédiatement l'autre partie.

Les mesures de sauvegarde sont immédiatement notifiées au conseil de stabilisation et d'association et font l'objet, au sein de celui-ci, de consultations périodiques, notamment en vue de leur suppression, dès que les circonstances le permettent.

6. Si la Communauté, d'une part, ou la Serbie, d'autre part, soumet les importations de produits susceptibles de provoquer les difficultés visées au présent article à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des informations au sujet de l'évolution des courants commerciaux, elle en informe l'autre partie.

uit de opschorting van de verdere verhoging of verlaging van de preferentiemarges krachtens deze overeenkomst voor het betrokken product tot een maximum dat overeenkomt met het in artikel 18, lid 4, onder *a)* en *b)*, en in artikel 18, lid 5 bedoelde basisrecht voor dat product. Dergelijke maatregelen bevatten duidelijke elementen die uiterlijk aan het einde van de vastgestelde periode geleidelijk leiden tot de intrekking ervan, en mogen voor een periode van maximaal twee jaar worden genomen.

In zeer uitzonderlijke omstandigheden mogen dergelijke maatregelen met maximaal twee jaar worden verlengd. Ten aanzien van de invoer van een product waartegen reeds eerder vrijwaringsmaatregelen zijn genomen, mogen gedurende een periode die gelijk is aan de duur van de eerdere vrijwaringsmaatregelen niet opnieuw bilaterale vrijwaringsmaatregelen worden genomen, waarbij deze maatregelen ten minste twee jaar verstrekken moeten zijn.

4. In de in dit artikel genoemde gevallen verstrekkt de Gemeenschap of Servië, vóór de in dit artikel bedoelde maatregelen worden genomen of, in de gevallen waarop lid 5, onder *b)*, van toepassing is, zo spoedig mogelijk, de Stabilisatie- en associatieraad alle relevante informatie teneinde een voor beide partijen aanvaardbare oplossing te vinden.

5. Voor de tenuitvoerlegging van de ledien 1 tot en met 4 gelden de volgende bepalingen :

*a)* De moeilijkheden die voortvloeien uit de in dit artikel bedoelde situatie worden onmiddellijk ter bespreking voorgelegd aan de Stabilisatie- en associatieraad, die alle noodzakelijke beslissingen kan nemen om een oplossing te vinden voor deze moeilijkheden.

Indien binnen 30 dagen nadat de kwestie aan de Stabilisatie- en associatieraad is voorgelegd, deze raad of de exporterende partij geen beslissing heeft genomen die een einde maakt aan de moeilijkheden en geen andere bevredigende oplossing wordt gevonden, kan de invoerende partij passende maatregelen nemen om het probleem in overeenstemming met dit artikel op te lossen. Bij de keuze van vrijwaringsmaatregelen wordt voorrang gegeven aan maatregelen die de werking van de bij deze overeenkomst vastgestelde regelingen het minst verstoren. Vrijwaringsmaatregelen die overeenkomstig artikel XIX van de GATT 1994 en de WTO-overeenkomst inzake vrijwaringsmaatregelen worden toegepast, dienen het niveau en de marges van de bij deze overeenkomst toegekende preferenties in stand te houden.

*b)* Wanneer uitzonderlijke en kritieke omstandigheden die onmiddellijk maatregelen vereisen, voorafgaande kennisgeving of onderzoek onmogelijk maken, kan de betrokken partij, in de in dit artikel vermelde omstandigheden, onmiddellijk de nodige vrijwaringsmaatregelen nemen, op voorwaarde dat zij de andere partij daarvan onmiddellijk in kennis stelt.

De vrijwaringsmaatregelen worden de Stabilisatie- en associatieraad onmiddellijk ter kennis gebracht en worden in deze raad op gezette tijden aan een onderzoek onderworpen, in het bijzonder om een tijdschema vast te stellen voor de afschaffing ervan, zodra de omstandigheden dat mogelijk maken.

6. Wanneer de Gemeenschap of Servië de invoer van producten die de in dit artikel bedoelde moeilijkheden kunnen doen rijzen aan een administratieve procedure onderwerpen die ten doel heeft snel informatie te verschaffen over de tendens van de handelstromen, stelt de betrokken partij de andere partij daarvan in kennis.

## ARTICLE 42

**Clause de pénurie**

1. Si le respect des dispositions du présent titre conduit :

*a)* à une situation ou à un risque de pénurie critique de produits alimentaires ou d'autres produits essentiels pour la partie exportatrice, ou

*b)* à la réexportation vers un pays tiers d'un produit qui fait l'objet dans la partie exportatrice de restrictions quantitatives ou de droits de douane à l'exportation ou de mesures ou taxes d'effet équivalent et lorsque les situations décrites ci-dessus provoquent ou risquent de provoquer des difficultés majeures pour la partie exportatrice,

cette dernière peut prendre les mesures appropriées, dans les conditions et selon les procédures prévues dans le présent article.

2. Dans la sélection des mesures, la priorité doit être accordée à celles qui perturbent le moins le fonctionnement des modalités prévues dans le présent accord. Ces mesures ne sont pas appliquées de façon à constituer, soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable lorsque les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce et sont supprimées dès lors que les circonstances ne justifient plus leur maintien.

3. Avant de prendre les mesures prévues au paragraphe 1 ou le plus tôt possible pour les cas auxquels s'applique le paragraphe 4, la Communauté ou la Serbie, selon le cas, communique au conseil de stabilisation et d'association toutes les informations utiles, en vue de rechercher une solution acceptable pour les parties. Les parties au sein du conseil de stabilisation et d'association peuvent s'accorder sur les moyens nécessaires pour mettre un terme aux difficultés. Si aucun accord n'a été trouvé dans les trente jours suivant la notification de l'affaire au conseil de stabilisation et d'association, la partie exportatrice est autorisée à prendre des mesures en vertu du présent article relativement à l'exportation du produit concerné.

4. Lorsque des circonstances exceptionnelles et graves imposent de prendre des mesures immédiates rendent impossible, selon le cas, l'information ou l'examen préalable, la Communauté ou la Serbie peut appliquer les mesures de précaution nécessaires pour faire face à la situation et en informe immédiatement l'autre partie.

5. Les mesures de sauvegarde prises en vertu du présent article sont immédiatement notifiées au conseil de stabilisation et d'association et font l'objet de consultations régulières au sein de cette instance, notamment en vue d'arrêter un calendrier pour leur suppression, dès que les circonstances le permettent.

## ARTICLE 43

**Monopoles d'État**

La Serbie adaptera progressivement tous les monopoles d'État à caractère commercial de manière à garantir que, trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord, il ne subsiste plus de discrimination en ce qui concerne les conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises, entre les ressortissants des États membres de l'Union européenne et ceux de la Serbie.

## ARTIKEL 42

**Tekortclausule**

1. Wanneer naleving van de bepalingen van deze titel leidt tot :

*a)* een ernstig tekort of een dreigend ernstig tekort aan levensmiddelen of andere producten die voor de exporterende partij van wezenlijk belang zijn, of

*b)* wederuitvoer naar een derde land van een product waarop de exporterende partij kwantitatieve uitvoerbeperkingen, uitvoerrechten of maatregelen of heffingen van gelijke werking toepast, en de bovengenoemde situaties aanleiding geven of vermoedelijk aanleiding zullen geven tot ernstige moeilijkheden voor de exporterende partij,

kan die partij passende maatregelen nemen overeenkomstig de voorwaarden en procedures van dit artikel.

2. Bij de keuze van deze maatregelen wordt voorrang gegeven aan maatregelen die de werking van de bij deze overeenkomst vastgestelde regelingen het minst verstoren. Dergelijke maatregelen mogen niet worden toegepast op een wijze die in gelijke omstandigheden willekeurige of onrechtvaardige discriminatie of een verkapte beperking van het handelsverkeer zou inhouden, en moeten worden opgeheven zodra de omstandigheden verdere handhaving niet meer rechtvaardigen.

3. Alvorens de in lid 1 bedoelde maatregelen te nemen, of in de gevallen waarin lid 4 van toepassing is, zo spoedig mogelijk, verstrekt de Gemeenschap of Servië de Stabilisatie- en associatieraad alle relevante informatie om de raad in staat te stellen een voor beide partijen aanvaardbare oplossing voor het probleem te vinden. De partijen kunnen in de Stabilisatie- en associatieraad besluiten tot maatregelen die nodig zijn om de moeilijkheden te beëindigen. Indien dertig dagen nadat de zaak aan het Stabilisatie- en associatieraad is voorgelegd geen overeenstemming is bereikt, kan de exporterende partij uit hoofde van dit artikel maatregelen toepassen ten aanzien van de uitvoer van het betrokken product.

4. Wanneer uitzonderlijke en kritieke omstandigheden die onmiddellijk maatregelen vereisen voorafgaande informatie of voorafgaand onderzoek onmogelijk maken, kan de Gemeenschap of Servië om het probleem op te lossen onmiddellijk voorzorgsmaatregelen nemen, waarvan de andere partij onmiddellijk in kennis wordt gesteld.

5. Alle krachtens dit artikel genomen maatregelen worden de Stabilisatie- en associatieraad onmiddellijk ter kennis gebracht en worden in die raad op gezette tijden aan een onderzoek onderworpen, in het bijzonder om een tijdschema vast te stellen voor de afschaffing ervan zodra de omstandigheden dat toelaten.

## ARTIKEL 43

**Staatsmonopolies**

Met betrekking tot staatsmonopolies van commerciële aard zorgt Servië er geleidelijk voor dat er drie jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst geen sprake meer is van discriminatie tussen onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie en onderdanen van Servië ten aanzien van de omstandigheden waaronder goederen worden verworven en op de markt gebracht.

**ARTICLE 44****Règles d'origine**

Sauf disposition contraire du présent accord, le protocole n° 3 détermine les règles d'origine destinées à l'application des dispositions dudit accord.

**ARTICLE 45****Restrictions autorisées**

Le présent accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit des marchandises, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique; de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux; de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, ni à celles imposées par les réglementations relatives à l'or et à l'argent. Ces interdictions ou restrictions ne doivent cependant pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée au commerce entre les parties.

**ARTICLE 46****Absence de coopération administrative**

1. Les parties conviennent de l'importance cruciale de la coopération administrative pour mettre en œuvre et contrôler le traitement préférentiel accordé en vertu du présent titre et réaffirmer leur volonté de lutter contre les irrégularités et la fraude en matière de douane ou dans d'autres matières connexes.

2. Lorsqu'une partie constate, sur la base d'informations objectives, une absence de coopération administrative et/ou des irrégularités ou une fraude au sens du présent titre, elle peut suspendre temporairement le traitement préférentiel du ou des produit(s) concerné(s) aux conditions du présent article.

3. Aux fins du présent article, on entend, entre autres, par absence de coopération administrative :

*a)* le non-respect répété de l'obligation de vérifier le statut originaire du ou des produit(s) concerné(s);

*b)* le refus répété de procéder à la vérification ultérieure de la preuve de l'origine et/ou d'en communiquer les résultats, ou le retard injustifié avec lequel ces tâches sont accomplies;

*c)* le refus répété d'accorder l'autorisation d'accomplir les tâches de coopération administrative afin de vérifier l'authenticité de documents ou l'exactitude d'informations utiles pour l'octroi du traitement préférentiel en question, ou le retard injustifié avec lequel cette autorisation est accordée.

Aux fins du présent article, des irrégularités ou une fraude peuvent être constatées, entre autres, lorsque des informations objectives font apparaître une augmentation rapide, sans explication satisfaisante, des importations de biens dépassant le niveau habituel de production et la capacité d'exportation de l'autre partie.

**ARTIKEL 44****Oorsprongsregels**

Tenzij anders bepaald in deze overeenkomst, zijn de oorsprongsregels voor de toepassing van deze overeenkomst in protocol 3 vastgesteld.

**ARTIKEL 45****Toegestane beperkingen**

Deze overeenkomst vormt geen beletsel voor verbodsbeperkingen of beperkingen ten aanzien van invoer, uitvoer of doorvoer die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de bescherming van de openbare zedelijkheid, de openbare orde en de openbare veiligheid, de gezondheid en het leven van personen, dieren of planten, de bescherming van het nationale artistieke, historische en archeologische erfgoed, of de bescherming van de intellectuele, industriële en commerciële eigendom, of regels betreffende goud en zilver. Dergelijke verboden of beperkingen mogen echter geen middel tot willekeurige discriminatie, noch een verkapte beperking van de handel tussen de partijen vormen.

**ARTIKEL 46****Niet-verlening van administratieve medewerking**

1. De partijen komen overeen dat administratieve samenwerking essentieel is voor de uitvoering van en controle op de preferentiële behandeling die op grond van deze titel wordt verleend en benadrukken zich te zullen inzetten om onregelmatigheden en fraude in douane- en aanverwante aangelegenheden te bestrijden.

2. Wanneer een partij op basis van objectieve informatie tot de conclusie is gekomen dat geen administratieve medewerking is verleend en/of dat zich uit hoofde van deze titel onregelmatigheden of gevallen van fraude hebben voorgedaan, kan de betrokken partij de preferentiële regeling ten aanzien van de betrokken producten overeenkomstig dit artikel tijdelijk opschorten.

3. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder het niet verlenen van administratieve medewerking verstaan :

*a)* het herhaaldelijk niet nakomen van de verplichtingen om de oorsprong van de betrokken producten te controleren,

*b)* het herhaaldelijk weigeren de daaropvolgende controle van het bewijs van oorsprong uit te voeren en/of de resultaten daarvan mee te delen, of onnodige vertraging daarbij;

*c)* het herhaaldelijk weigeren toestemming te verlenen om administratieve samenwerkingsmissies uit te voeren om de authenticiteit van documenten of de juistheid van informatie te controleren die van belang zijn voor de betrokken preferentiële regeling, of onnodige vertraging daarbij.

In het kader van dit artikel is onder andere sprake van onregelmatigheden of fraude wanneer de invoer van goederen snel stijgt, zonder dat daar een bevredigende verklaring voor is, wanneer die invoer het gebruikelijke niveau van de productie- en uitvoercapaciteit van de andere partij te boven gaat, en de stijging verband houdt met objectieve informatie betreffende onregelmatigheden of fraude.

4. L'application d'une suspension temporaire est soumise aux conditions suivantes :

a) la partie qui a constaté, sur la base d'informations objectives, une absence de coopération administrative et/ou des irrégularités ou une fraude notifie sans retard injustifié au comité de stabilisation et d'association ses constatations ainsi que des informations objectives et procède à des consultations au sein dudit comité, sur la base de toutes les informations utiles et des constatations objectives, en vue de trouver une solution acceptable par les deux parties;

b) lorsque les parties ont procédé à des consultations au sein du comité de stabilisation et d'association comme indiqué ci-dessus et qu'elles n'ont pu convenir d'une solution acceptable dans un délai de trois mois à compter de la notification, la partie concernée peut suspendre temporairement le traitement préférentiel du ou des produit(s) concerné(s). Cette suspension temporaire est notifiée sans délai injustifié au comité de stabilisation et d'association;

c) les suspensions temporaires prévues par le présent article sont limitées au minimum nécessaire pour protéger les intérêts financiers de la partie concernée. Elles ne peuvent excéder une durée de six mois renouvelable. Les suspensions temporaires sont notifiées au comité de stabilisation et d'association immédiatement après leur adoption. Elles font l'objet de consultations périodiques au sein du comité de stabilisation et d'association, notamment en vue de leur suppression dès que les conditions de leur application cessent d'être réunies.

5. Parallèlement à la notification au comité de stabilisation et d'association prévue au paragraphe 4, point a), du présent article, la partie concernée devra publier dans son journal officiel une communication destinée aux importateurs. Cette communication devra indiquer pour le produit concerné qu'une absence de coopération administrative et/ou des irrégularités ou une fraude ont été constatées sur la base d'informations objectives.

#### ARTICLE 47

En cas d'erreur commise par les autorités compétentes dans la gestion du système préférentiel à l'exportation, et notamment dans l'application des dispositions du protocole n° 3 du présent accord, lorsque cette erreur a des conséquences en ce qui concerne les droits à l'importation, la partie contractante qui subit ces conséquences peut demander au conseil de stabilisation et d'association d'examiner la possibilité d'adopter toutes les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation.

#### ARTICLE 48

L'application du présent accord ne porte pas atteinte à l'application des dispositions du droit communautaire aux îles Canaries.

4. Voor een tijdelijke schorsing moet aan de volgende voorwaarden zijn voldaan :

a) de partij die op basis van objectieve informatie tot de conclusie is gekomen dat geen administratieve samenwerking is verleend en/of dat zich onregelmatigheden of gevallen van fraude hebben voorgedaan, moet het Stabilisatie- en associatiecomité onverwijd in kennis stellen van haar conclusies, en deze kennisgeving vergezeld doen gaan van de objectieve informatie en in overleg treden met het Stabilisatie- en associatiecomité, teneinde een voor beide partijen aanvaardbare oplossing te vinden;

b) wanneer de partijen als hierboven beschreven in overleg zijn getreden in het kader van het boven genoemde Stabilisatie- en associatiecomité en het niet binnen drie maanden na die kennisgeving eens zijn geworden over een aanvaardbare oplossing, kan de betrokken partij de preferentiële regeling voor de betrokken producten tijdelijk schorsen. Het Stabilisatie- en associatiecomité moet onverwijd van een tijdelijke schorsing in kennis worden gesteld;

c) tijdelijke schorsingen op grond van dit artikel mogen alleen dienen ter bescherming van de financiële belangen van de betrokken partij. De schorsingen duren uiterlijk zes maanden, maar zij mogen wel worden verlengd. Tijdelijke schorsingen moeten onmiddellijk na goedkeuring ervan worden gemeld aan het Stabilisatie- en associatiecomité. Binnen het Stabilisatie- en associatiecomité moet hierover periodiek overleg plaatsvinden, met name om tot beëindiging ervan te komen, zodra de omstandigheden die aanleiding gaven tot toepassing ervan, niet meer gelden.

5. Tegelijk met de kennisgeving aan het Stabilisatie- en associatiecomité overeenkomstig lid 4, onder a), moet de betrokken partij in haar officiële publicatieblad een kennisgeving voor importeurs publiceren. De voor de importeurs bestemde kennisgeving moet voor het betrokken product aangeven dat op basis van objectieve informatie is geconcludeerd dat geen administratieve samenwerking is verleend en/of dat er sprake is van onregelmatigheden of fraude.

#### ARTIKEL 47

Indien de bevoegde autoriteiten de preferentiële uitvoerregeling niet op de juiste wijze hebben beheerd, en met name indien zij protocol 3 bij de overeenkomst niet juist hebben toegepast en dit gevolgen heeft voor de overeenkomstsluitende partij die te maken krijgt met die consequenties in de vorm van invoerrechten, mag de Stabilisatie- en associatieraad verzoeken de mogelijkheden van de goedkeuring van passende maatregelen te onderzoeken om de situatie op te lossen.

#### ARTIKEL 48

De toepassing van deze overeenkomst laat de toepassing van de bepalingen van het Gemeenschapsrecht op de Canarische Eilanden onverlet.

**TITRE V**

*CIRCULATION DES TRAVAILLEURS, DROIT  
D'ÉTABLISSEMENT, PRESTATION DE SERVICES  
ET CIRCULATION DES CAPITAUX*

**CHAPITRE I**

*CIRCULATION DES TRAVAILLEURS*

**ARTICLE 49**

1. Sous réserve des conditions et modalités applicables dans chaque État membre :

a) le traitement des travailleurs ressortissants serbes légalement employés sur le territoire d'un État membre ne doit faire l'objet d'aucune discrimination fondée sur la nationalité, en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération ou de licenciement, par rapport aux ressortissants dudit État membre;

b) le conjoint et les enfants d'un travailleur légalement employé sur le territoire d'un État membre, qui y résident légalement, à l'exception des travailleurs saisonniers ou des travailleurs concernés par des accords bilatéraux au sens de l'article 50, sauf dispositions contraires desdits accords, ont accès au marché de l'emploi dudit État membre pendant la durée du séjour professionnel autorisé du travailleur.

2. Sous réserve des conditions et modalités applicables dans cette république, la Serbie accorde le traitement visé au paragraphe 1 aux travailleurs ressortissants d'un État membre légalement employés sur son territoire ainsi qu'à leurs conjoint et enfants résidant légalement dans son pays.

**ARTICLE 50**

1. Compte tenu de la situation du marché de l'emploi dans les États membres et sous réserve de l'application de leur législation et du respect des règles en vigueur dans lesdits États membres en matière de mobilité des travailleurs :

a) les possibilités d'accès à l'emploi accordées par les États membres aux travailleurs serbes en vertu d'accords bilatéraux devraient être préservées et, si possible, améliorées;

b) les autres États membres examinent la possibilité de conclure des accords similaires.

2. Après trois ans, le conseil de stabilisation et d'association examine l'octroi d'autres améliorations, y compris les possibilités d'accès à la formation professionnelle, conformément aux règles et procédures en vigueur dans les États membres et compte tenu de la situation du marché de l'emploi dans les États membres et dans la Communauté.

**ARTICLE 51**

1. Des règles sont établies pour la coordination des régimes de sécurité sociale des travailleurs possédant la nationalité serbe, légalement employés sur le territoire d'un État membre, et des membres de leur famille y résidant légalement. À cet effet, les dispositions ci-après sont mises en place sur décision du conseil de stabilisation et d'association, cette décision ne devant pas affecter les droits et obligations résultant d'accords bilatéraux, lorsque ces derniers accordent un traitement plus favorable :

**TITEL V**

*VERKEER VAN WERKNEMERS, VESTIGING,  
VERRICHTEN VAN DIENSTEN, KAPITAAL*

**HOOFDSTUK I**

*VERKEER VAN WERKNEMERS*

**ARTIKEL 49**

1. Met inachtneming van de in elke lidstaat geldende voorwaarden en modaliteiten :

a) is de behandeling van werknemers die onderdaan van Servië zijn en die legaal op het grondgebied van een lidstaat werkzaam zijn, wat betreft arbeidsvoorraadden, beloning en ontslag vrij van elke vorm van discriminatie op grond van nationaliteit ten opzichte van de nationale onderdanen van die lidstaat;

b) hebben de legaal op het grondgebied van een lidstaat verblijvende echtgenoot en kinderen van een legaal op het grondgebied van een lidstaat werkzame werknemer, met uitzondering van seizoenwerknemers en werknemers die onder bilaterale overeenkomsten in de zin van artikel 50 vallen, tenzij in dergelijke overeenkomsten anders is bepaald, gedurende de periode dat het verblijf van die werknemer voor arbeidsdoeleinden is toegestaan, toegang tot de arbeidsmarkt van die lidstaat.

2. Servië verleent, volgens de in dat land geldende voorwaarden en modaliteiten, aan werknemers die onderdaan zijn van een lidstaat en die legaal op zijn grondgebied werkzaam zijn, alsmede aan hun echtgenoot en kinderen die daar legaal verblijven, de in lid 1 vermelde behandeling.

**ARTIKEL 50**

1. Rekening houdend met de arbeidsmarktsituatie in de lidstaten, hun wetgeving en de voorschriften die in de lidstaten gelden op het gebied van de mobiliteit van werknemers :

a) dienen de door de lidstaten in het kader van bilaterale overeenkomsten verleende werkgelegenheidsmogelijkheden voor Servische werknemers behouden te blijven en zo mogelijk te worden verbeterd;

b) dienen de overige lidstaten de mogelijkheid van het sluiten van soortgelijke overeenkomsten te overwegen.

2. Na drie jaar onderzoekt de Stabilisatie- en associatieraad of andere verbeteringen, zoals bijvoorbeeld toegang tot beroepsopleiding, overeenkomstig de in de lidstaten geldende regels en procedures en met inachtneming van de arbeidsmarktsituatie in de lidstaten en de Gemeenschap tot stand kunnen worden gebracht.

**ARTIKEL 51**

1. Er worden regels vastgesteld voor de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels die van toepassing zijn op legaal op het grondgebied van een lidstaat werkzame werknemers die onderdaan van Servië zijn en hun legaal in die lidstaat verblijvende gezinsleden. Hiertoe worden bij een besluit van de Stabilisatie- en associatieraad, dat alle rechten en verplichtingen uit hoofde van bilaterale overeenkomsten onverlet laat indien deze in een gunstigere behandeling voorzien, de volgende bepalingen ingevoerd :

a) toutes les périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies par lesdits travailleurs dans les différents États membres sont totalisées aux fins des pensions et rentes de retraite, d'invalidité et de survie, ainsi qu'aux fins de l'assurance maladie pour lesdits travailleurs et les membres de leur famille;

b) toutes les pensions et rentes de retraite, de survie, d'accident de travail ou de maladie professionnelle ou d'invalidité en résultant, à l'exception des prestations non contributives, bénéficiant du libre transfert au taux applicable en vertu de la législation de l'État membre ou des États membres débiteur(s);

c) les travailleurs en question reçoivent des allocations familiales pour les membres de leur famille, tel que précisé ci-dessus.

2. La Serbie accorde aux travailleurs ressortissants d'un État membre et légalement employés sur son territoire et aux membres de leur famille y séjournant légalement un traitement similaire à celui exposé au paragraphe 1 points a) et c).

## CHAPITRE II

### DROIT D'ÉTABLISSEMENT

#### ARTICLE 52

##### Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par :

a) « société de la Communauté » ou « société serbe » : respectivement, une société constituée en conformité avec la législation d'un État membre ou de la Serbie et ayant son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de la Communauté ou de la Serbie. Toutefois, si la société, constituée en conformité avec la législation d'un État membre ou de la Serbie, n'a que son siège statutaire dans la Communauté ou sur le territoire de la Serbie, elle est considérée comme une société de la Communauté ou une société serbe respectivement si son activité a un lien effectif et continu avec l'économie de l'un des États membres ou de la Serbie;

b) « filiale » d'une société : une société effectivement contrôlée par une autre société;

c) « succursale » d'une société : un établissement qui n'a pas de personnalité juridique ayant l'apparence de la permanence, tel que l'extension d'une société mère, qui dispose d'une gestion propre et est équipée matériellement pour négocier des affaires avec des tiers de sorte que ces derniers, bien que sachant qu'il y aura, si nécessaire, un lien juridique avec la société mère dont le siège est à l'étranger, ne sont pas tenus de traiter directement avec celle-ci, mais peuvent effectuer des transactions commerciales au lieu de l'établissement constituant l'extension;

d) « droit d'établissement » :

i) en ce qui concerne les ressortissants, le droit d'exercer des activités économiques en tant qu'indépendants et de créer des entreprises, en particulier des sociétés qu'ils contrôlent effectivement. La qualité d'indépendant et de chef d'entreprise commerciale ne leur confère ni le droit de rechercher ou d'accepter un emploi sur le marché du travail, ni le droit d'accéder au marché du travail d'une autre partie. Le présent chapitre ne s'applique pas aux personnes qui n'exercent pas exclusivement une activité d'indépendant;

a) alle door dergelijke werknemers in de verschillende lidstaten vervulde verzekering-, arbeids- of verblijfsperioden worden bijeengegeteld met het oog op pensioenen en renten uit hoofde van ouderdom, invaliditeit of overlijden, alsmede met het oog op de medische zorg voor deze werknemers en hun gezinsleden;

b) alle pensioenen of renten uit hoofde van ouderdom, overlijden, arbeidsongevallen of beroepsziekten dan wel wegens daaruit voortvloeiende invaliditeit, met uitzondering van uitkeerringen waarvoor geen premie is betaald, kunnen vrij worden overgemaakt tegen de koers die krachtens de wetgeving van de lidstaat of lidstaten die deze verschuldigd zijn, wordt toegepast;

c) de werknemers in kwestie ontvangen gezinsbijslagen voor hun gezinsleden zoals hierboven omschreven.

2. Servië kent aan legaal op zijn grondgebied werkzame werknemers die onderdaan van een lidstaat zijn en aan hun aldaar legaal verblijvende gezinsleden een soortgelijke behandeling toe als die welke in lid 1, onder b) en c), wordt omschreven.

## HOOFDSTUK II

### VESTIGING

#### ARTIKEL 52

##### Definities

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

a) « communautaire vennootschap » respectievelijk « Servische vennootschap » : een volgens de wetgeving van een lidstaat respectievelijk Servië opgerichte vennootschap die haar statutaire zetel, centrale administratie of belangrijkste handelsactiviteit op het grondgebied van de Gemeenschap respectievelijk Servië heeft. Indien een volgens het recht van de Gemeenschap respectievelijk Servië opgerichte vennootschap uitsluitend haar statutaire zetel op het grondgebied van de Gemeenschap respectievelijk Servië heeft, wordt deze vennootschap als vennootschap uit de Gemeenschap respectievelijk Servische vennootschap beschouwd, indien uit haar transacties een werkelijke en permanente band met de economie van een van de lidstaten respectievelijk van Servië blijkt;

b) « dochteronderneming » : een vennootschap waarover een andere vennootschap daadwerkelijk zeggenschap heeft;

c) « filiaal » : een handelszaak zonder rechtspersoonlijkheid die kennelijk een permanent karakter bezit, zoals een agentschap van een moedermaatschappij, een eigen management heeft en over de nodige materiële voorzieningen beschikt om zaken te doen met derden, zodat die derden, hoewel zij ervan op de hoogte zijn dat er zo nodig een rechtsverhouding is met de moedermaatschappij waarvan het hoofdkantoor zich in het buitenland bevindt, geen rechtstreeks contact behoeven te hebben met deze moedermaatschappij, maar hun transacties kunnen afhandelen met de handelszaak die het agentschap vormt;

d) « vestiging » :

i) voor onderdanen : het recht op toegang tot economische activiteiten anders dan in loondienst en de uitoefening daarvan, alsmede het recht onderneemingen, met name vennootschappen, op te richten en daadwerkelijk te besturen. De toegang tot werkzaamheden anders dan in loondienst en de oprichting en het beheer van ondernemingen door onderdanen strekt zich niet uit tot het zoeken naar of het aannemen van werk op de arbeidsmarkt van een andere partij en geeft geen recht op toegang tot de arbeidsmarkt van de andere partij. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op personen die ook in loondienst werkzaam zijn;

ii) en ce qui concerne les sociétés de la Communauté ou les sociétés serbes, le droit d'exercer des activités économiques par la création de filiales et de succursales en Serbie ou dans la Communauté respectivement;

e) « exploitation » : le fait d'exercer une activité économique;

f) « activités économiques » : les activités à caractère industriel, commercial et artisanal ainsi que les professions libérales;

g) « ressortissant de la Communauté » et « ressortissant serbe » : respectivement, une personne physique ressortissant d'un État membre ou de la Serbie;

en ce qui concerne le transport maritime international, y compris les opérations de transport multimodal comportant une partie maritime, les ressortissants de la Communauté ou de la Serbie établis hors de la Communauté ou de la Serbie, respectivement, ainsi que les compagnies maritimes établies hors de la Communauté ou de la Serbie et contrôlées par des ressortissants de la Communauté ou des ressortissants serbes, respectivement, bénéficiant également des dispositions du présent chapitre et du chapitre III, si leurs navires sont immatriculés dans cet État membre ou en Serbie conformément à leurs législations respectives;

h) « services financiers », les activités décrites à l'annexe VI. Le conseil de stabilisation et d'association peut étendre ou modifier la portée de ladite annexe.

## ARTICLE 53

1. La Serbie favorise sur son territoire l'installation de sociétés et de ressortissants de la Communauté. À cette fin, la Serbie accorde, dès la date d'entrée en vigueur du présent accord :

a) en ce qui concerne l'établissement de sociétés de la Communauté sur le territoire de la Serbie, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres sociétés ou aux sociétés de pays tiers, si ce dernier est plus avantageux;

b) en ce qui concerne l'activité de filiales et de succursales de sociétés de la Communauté en Serbie, une fois établies sur son territoire, un traitement non moins favorable que celui réservé à ses propres sociétés ou succursales ou aux filiales et succursales des sociétés des pays tiers, si ce dernier est plus avantageux.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté et ses États membres accordent :

a) en ce qui concerne l'établissement de sociétés serbes, un traitement non moins favorable que celui accordé par les États membres à leurs propres sociétés ou aux sociétés des pays tiers, si ce dernier est plus avantageux;

b) en ce qui concerne l'activité de filiales et de succursales de sociétés serbes, établies sur leur territoire, un traitement non moins favorable que celui accordé par les États membres aux filiales et succursales de leurs propres sociétés ou aux filiales et succursales des sociétés des pays tiers établies sur leur territoire, si ce dernier est plus avantageux.

ii) voor communautaire respectievelijk Servische vennootschappen : het recht op toegang tot en uitoefening van economische activiteiten door middel van de oprichting van dochterondernemingen en filialen in Servië respectievelijk de Gemeenschap;

e) « werkzaamheden » : het verrichten van economische activiteiten;

f) « economische activiteiten » : in beginsel activiteiten met een industrieel of commercieel karakter of activiteiten van personen die een vrij beroep uitoefenen, alsmede activiteiten van ambachtslieden;

g) « onderdaan van de Gemeenschap » respectievelijk « onderdaan van Servië » : een natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat respectievelijk van Servië;

Wat het internationale vervoer over zee betreft, met inbegrip van het intermodale vervoer dat ten dele over zee plaatsvindt, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk en van hoofdstuk III van deze titel eveneens van toepassing op buiten de Gemeenschap of Servië gevestigde onderdanen van de Gemeenschap respectievelijk Servië, en op buiten de Gemeenschap of Servië gevestigde scheepvaartondernemingen die worden bestuurd door onderdanen van de Gemeenschap respectievelijk Servië, indien hun vaartuigen in die lidstaat respectievelijk in Servië in overeenstemming met de respectieve wetgevingen zijn ingeschreven;

h) « financiële diensten » : de in bijlage VI omschreven activiteiten. De Stabilisatie- en associatieraad kan de werkingssfeer van die bijlage uitbreiden of wijzigen.

## ARTIKEL 53

1. Servië vereenvoudigt het op zijn grondgebied opzetten van werkzaamheden door vennootschappen en onderdanen van de Gemeenschap. Servië verleent daartoe vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst :

a) voor de vestiging van vennootschappen uit de Gemeenschap op het grondgebied van Servië een niet minder gunstige behandeling dan de behandeling die het verleent aan de eigen vennootschappen, of de behandeling die het verleent aan vennootschappen uit derde landen, indien deze behandeling gunstiger is;

b) voor de werkzaamheden van op het grondgebied van Servië gevestigde dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap een niet minder gunstige behandeling dan de behandeling die wordt verleend aan de eigen vennootschappen en filialen, of de behandeling die wordt verleend aan de dochterondernemingen of filialen van vennootschappen uit derde landen, indien deze behandeling gunstiger is.

2. De Gemeenschap en haar lidstaten verlenen vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst :

a) voor de vestiging van Servische vennootschappen een niet minder gunstige behandeling dan de behandeling die de lidstaten verlenen aan eigen vennootschappen of de behandeling die zij verlenen aan vennootschappen uit derde landen, indien die behandeling gunstiger is;

b) voor de werkzaamheden van op hun grondgebied gevestigde dochterondernemingen en filialen van Servische vennootschappen een niet minder gunstige behandeling dan de behandeling die de lidstaten verlenen aan hun eigen vennootschappen en filialen, of de behandeling die zij verlenen aan op hun grondgebied gevestigde dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit derde landen, indien deze behandeling gunstiger is.

3. Les parties n'adoptent aucune nouvelle réglementation ni mesure qui introduirait une discrimination en ce qui concerne l'établissement ou l'activité de sociétés de l'autre partie sur leur territoire, par comparaison à leurs propres sociétés.

4. Quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le conseil de stabilisation et d'association établit les modalités en vue d'étendre les dispositions ci-dessus à l'établissement de ressortissants de la Communauté et de la Serbie, leur conférant le droit d'exercer des activités économiques en tant qu'indépendants.

5. Nonobstant le présent article :

a) les filiales et les succursales de sociétés de la Communauté ont le droit, dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, d'utiliser et de louer des biens immobiliers en Serbie;

b) les filiales de sociétés de la Communauté ont également le droit, dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, d'acquérir et de posséder des biens immobiliers au même titre que les sociétés serbes et, en ce qui concerne les biens publics et d'intérêt commun, les mêmes droits que les sociétés serbes, lorsque ces droits sont nécessaires à l'exercice des activités économiques pour lesquelles elles sont établies;

c) le conseil de stabilisation et d'association examine, quatre ans après l'entrée en vigueur du présent accord, la possibilité d'étendre les droits visés au point b) aux succursales de sociétés de la Communauté.

#### ARTICLE 54

1. Sous réserve des dispositions de l'article 56, à l'exception des services financiers décrits à l'annexe VI, les parties peuvent réglementer l'établissement et l'activité des sociétés et ressortissants sur leur territoire, à condition que ces réglementations n'entraînent aucune discrimination à l'égard des sociétés et ressortissants de l'autre partie par rapport à leurs propres sociétés et ressortissants.

2. En ce qui concerne les services financiers, nonobstant toute autre disposition du présent accord, il n'est pas fait obstacle à l'adoption, par une partie, de mesures prudentielles, y compris pour garantir la protection des investisseurs, des déposants, des preneurs d'assurance ou des fiduciaires, ou pour assurer l'intégrité et la stabilité du système financier. Ces mesures ne peuvent être utilisées pour échapper aux obligations qui incombent à l'une des parties en vertu du présent accord.

3. Aucune disposition du présent accord ne doit être interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle divulgue des informations relatives aux affaires et aux comptes des clients individuels ou toute information confidentielle ou protégée détenue par des organismes publics.

3. De partijen voeren geen nieuwe wettelijke regelingen of maatregelen in die discriminerend zijn ten aanzien van de vestiging van communautaire of Servische vennootschappen op hun grondgebied of ten aanzien van de werkzaamheden van op hun grondgebied gevestigde communautaire of Servische vennootschappen in vergelijking tot de eigen vennootschappen.

4. Vier jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst stelt de Stabilisatie- en associatieraad de voorwaarden vast voor de uitbreiding van bovenstaande bepalingen tot de vestiging van onderdanen van de Gemeenschap en van Servië die economische activiteiten anders dan in loondienst wensen uit te oefenen.

5. Onverminderd het bepaalde in dit artikel :

a) hebben dochterondernemingen en filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst het recht om in Servië onroerend goed te huren en te gebruiken;

b) hebben dochterondernemingen van vennootschappen uit de Gemeenschap vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst hetzelfde recht om eigendomsrechten op onroerend goed te verwerven en te genieten als Servische vennootschappen en, wat betreft openbare goederen en goederen van algemeen belang, dezelfde rechten als Servische vennootschappen, wanneer zulks noodzakelijk is voor de uitoefening van de economische activiteiten waarvoor zij zich gevestigd hebben;

c) onderzoekt de Stabilisatie- en Associatieraad vier jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst of de onder b) bedoelde rechten kunnen worden uitgebreid tot filialen van vennootschappen uit de Gemeenschap.

#### ARTIKEL 54

1. Met inachtneming van artikel 56 en uitgezonderd de in bijlage VI beschreven financiële diensten kan elke partij de vestiging van en de werkzaamheden van vennootschappen en onderdanen op haar grondgebied regelen, voor zover deze regelingen vennootschappen en onderdanen van de andere partij niet discrimineren ten opzichte van de eigen vennootschappen en onderdanen.

2. Ten aanzien van financiële diensten vormt geen van de bepalingen van deze overeenkomst voor een partij een beletsel om prudentiële maatregelen te treffen, zoals om investeerders, depositohouders, verzekeraarsnemers of personen jegens wie een fiduciaire verplichting is aangegaan, te beschermen, of om de integriteit en stabiliteit van het financiële systeem te waarborgen. Dergelijke maatregelen mogen door een partij niet worden aangewend om zich aan de uit deze overeenkomst voortvloeiende verplichtingen te onttrekken.

3. Geen van de bepalingen van deze overeenkomst mag op zodanige wijze worden geïnterpreteerd dat zij een partij verplicht tot het verstrekken van informatie betreffende de zaken en de boekhouding van individuele cliënten, dan wel vertrouwelijke of geheime informatie die in het bezit is van overheidsinstanties.

## ARTICLE 55

1. Sans préjudice de dispositions contraires contenues dans l'accord multilatéral établissant un espace aérien commun européen (1) (ci-après dénommé « EACE »), les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux services de transport aérien, de navigation intérieure et de cabotage maritime.

2. Le conseil de stabilisation et d'association peut faire des recommandations en vue d'améliorer l'établissement et l'exercice d'activités dans les secteurs couverts par le paragraphe 1.

## ARTICLE 56

1. Les articles 53 et 54 ne font pas obstacle à l'application, par une partie, de règles spécifiques concernant l'établissement et l'activité sur son territoire de succursales de sociétés d'une autre partie, non constituées sur le territoire de la première, qui sont justifiées par des différences juridiques ou techniques entre ces succursales et celles des sociétés constituées sur son territoire ou, en ce qui concerne les services financiers, pour des raisons prudentielles.

2. La différence de traitement ne va pas au-delà de ce qui est strictement nécessaire du fait de l'existence de telles différences juridiques ou techniques ou, s'agissant de services financiers, pour des raisons prudentielles.

## ARTICLE 57

Afin de faciliter aux ressortissants de la Communauté et aux ressortissants de la Serbie l'accès aux activités professionnelles réglementées et leur exercice en Serbie et dans la Communauté, le conseil de stabilisation et d'association examine les dispositions qu'il est nécessaire de prendre pour une reconnaissance mutuelle des qualifications. Il peut prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin.

## ARTICLE 58

1. Une société de la Communauté établie sur le territoire de la Serbie ou une société serbe établie dans la Communauté a le droit d'employer ou de faire employer par l'une de ses filiales ou succursales, conformément à la législation en vigueur sur le territoire d'établissement d'accueil, sur le territoire de la République de Serbie et de la Communauté, respectivement, des personnes qui sont des ressortissants des États membres ou de la Serbie, respectivement, à condition que ces personnes fassent partie du personnel de base défini au paragraphe 2 et qu'elles soient exclusivement employées par ces sociétés, par leurs filiales ou par leurs succursales. Les permis de séjour et de travail de ces personnes ne couvrent que la période d'emploi.

---

(1) Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (*JO L 285* du 16.10.2006, p. 3).

## ARTIKEL 55

1. Onverminderd de multilaterale overeenkomst voor een Europese Gemeenschappelijke Luchtvaartruimte (1) (hierna: « ECAA » genoemd), is dit hoofdstuk niet van toepassing op het luchtvervoer, de binnenvaart en cabotage in het zeevervoer.

2. De Stabilisatie- en associatieraad kan aanbevelingen doen voor verbetering van de voorwaarden voor vestiging en voor het uitoefenen van activiteiten op de in lid 1 vermelde gebieden.

## ARTIKEL 56

1. De artikelen 53 en 54 vormen geen beletsel voor de toepassing door een partij, met betrekking tot de vestiging en uitoefening van activiteiten op haar grondgebied van filialen van vennootschappen van een andere partij die op het grondgebied van de eerste partij geen rechtspersoonlijkheid bezitten, van bijzondere regels die gerechtvaardigd zijn op grond van juridische of technische verschillen tussen bedoelde filialen en filialen van vennootschappen die op het grondgebied van de eerste partij rechtspersoonlijkheid bezitten, of, wat financiële diensten betreft, om prudentiële redenen.

2. Het verschil in behandeling blijft beperkt tot hetgeen als gevolg van dergelijke juridische of technische verschillen strikt noodzakelijk is of, wat financiële diensten betreft, tot hetgeen om prudentiële redenen noodzakelijk is.

## ARTIKEL 57

Teneinde de toegang tot en de uitoefening van gereglementeerde activiteiten in het kader van vrije beroepen in Servië respectievelijk de Gemeenschap voor onderdaanen van de Gemeenschap respectievelijk Servië te vergemakkelijken, onderzoekt de Stabilisatie- en associatieraad welke maatregelen moeten worden getroffen met het oog op de onderlinge erkenning van diploma's. De raad kan daartoe alle noodzakelijke maatregelen nemen.

## ARTIKEL 58

1. Een op het grondgebied van Servië respectievelijk de Gemeenschap gevestigde vennootschap uit de Gemeenschap respectievelijk Servische vennootschap heeft het recht, met inachtneming van de wetgeving van het gastland van vestiging, op het grondgebied van Servië respectievelijk de Gemeenschap werknemers die onderdaan zijn van een lidstaat van de Gemeenschap respectievelijk van Servië in dienst te nemen of deze door een van haar dochterondernemingen of filialen in dienst te laten nemen, indien dergelijke werknemers een sleutelpositie in de zin van lid 2 van dit artikel bekleden en zij uitsluitend een dienstverband hebben met vennootschappen, dochterondernemingen of filialen. De geldigheidsduur van de verblijfs- en werkvergunningen van deze werknemers is beperkt tot de periode waarin zij als zodanig werkzaam zijn.

---

(1) Multilaterale Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, de Republiek Albanië, Bosnië en Herzegovina, de Republiek Bulgarije, de Republiek Kroatië, de Republiek IJsland, de Republiek Servië, de voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië, het Koninkrijk Noorwegen, de Republiek Servië, Roemenië en de Missie van de Verenigde Naties voor interimbustuur in Kosovo (UNMIK) betreffende de totstandbrenging van een Europese Gemeenschappelijke Luchtvaartruimte (*PB L 285* van 16 oktober 2006, blz. 3).

2. Le personnel de base des sociétés susmentionnées, ci-après dénommées « firmes », est composé de « personnes transférées entre entreprises » telles que définies au point *c)* et appartenant aux catégories suivantes, pour autant que la firme ait la personnalité juridique et que les personnes concernées aient été employées par cette firme ou aient été des partenaires de celle-ci (autres que des actionnaires majoritaires) pendant au moins un an avant ce transfert :

*a)* des cadres supérieurs d'une firme, dont la fonction principale consiste à gérer cette dernière, sous le contrôle ou la direction générale du conseil d'administration ou des actionnaires ou leur équivalent, leur fonction consistant notamment à :

i) diriger l'établissement, un service ou une section de l'établissement;

ii) surveiller et contrôler le travail des autres membres du personnel exerçant des fonctions techniques ou administratives;

iii) engager ou licencier ou recommander d'engager ou de licencier du personnel ou prendre d'autres mesures concernant le personnel en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés;

*b)* des personnes employées par une firme, qui possèdent des compétences exceptionnelles essentielles au service, aux équipements de recherche, aux technologies ou à la gestion de l'établissement. L'évaluation de ces connaissances peut refléter, outre les connaissances spécifiques à la firme, un niveau élevé de compétences pour un type de travail ou d'activité nécessitant des connaissances techniques spécifiques, ainsi que l'appartenance à des professions autorisées;

*c)* une « personne transférée entre entreprises » est définie comme une personne physique travaillant pour une firme sur le territoire d'une partie et transférée temporairement dans le cadre de l'exercice d'activités économiques sur le territoire de l'autre partie; la firme concernée doit avoir son principal établissement sur le territoire d'une partie et le transfert doit s'effectuer vers un établissement (filiale, succursale) de cette firme, exerçant réellement des activités économiques similaires sur le territoire de l'autre partie.

3. L'entrée et la présence temporaire de ressortissants serbes et de ressortissants communautaires sur le territoire respectivement de la Communauté et de la Serbie sont autorisées, lorsque ces représentants de sociétés sont des cadres, tels que définis au paragraphe 2, point *a)*, et qu'ils sont chargés de créer une filiale ou une succursale communautaire d'une société serbe ou une filiale ou une succursale serbe d'une société de la Communauté dans un État membre ou en Serbie, respectivement, lorsque :

*a)* ces représentants ne se livrent pas à des ventes directes ou ne fournissent pas eux-mêmes des services et ne perçoivent pas de rémunération d'une source sise sur le territoire d'établissement d'accueil, et

*b)* la société a son établissement principal en dehors de la Communauté ou de la Serbie, respectivement, et n'a pas d'autre représentant, bureau, filiale ou succursale dans cet État membre ou en Serbie, respectivement.

2. Werknemers met een sleutelpositie die in dienst zijn van bovengenoemde vennootschappen, hierna « organisaties » genoemd, zijn « binnen de organisatie overgeplaatste personen » als omschreven onder *c)* van dit lid, van de hierna volgende categorieën, met dien verstande dat de organisatie een rechts-persoon moet zijn en de betrokkenen gedurende ten minste het onmiddellijk aan de overplaatsing voorafgaande jaar in dienst waren van deze organisatie of daarin partners (doch geen aandeelhouders met een meerderheidsbelang) waren :

*a)* personen met een hogere leidinggevende functie binnen een organisatie die in de eerste plaats verantwoordelijk zijn voor het management van de vestiging, onder leiding en algemeen toezicht van met name de raad van bestuur of de aandeelhouders of daarmee gelijkgestelde personen, met inbegrip van personeelsleden die :

i) leiding geven aan een vestiging of een afdeling of onderafdeling van de vestiging;

ii) belast zijn met toezicht en controle op de werkzaamheden van andere toezichthoudende, gespecialiseerde of leidinggevende werknemers;

iii) persoonlijk bevoegd zijn werknemers in dienst te nemen en te ontslaan of de indienstneming of het ontslag van werknemers of andere maatregelen in het kader van het personeelsbeleid aan te bevelen;

*b)* binnen een organisatie werkzame personen die beschikken over buitengewone kennis die van wezenlijk belang is voor de dienstverlening van het bedrijf, de onderzoeksuitrusting, de technische werkzaamheden of het management. Afgezien van de specifieke kennis met betrekking tot de betrokken vestiging, kan deze kennis betrekking hebben op de bekwaamheid om bepaalde werkzaamheden uit te voeren of een bepaald beroep uit te oefenen waarvoor specifieke technische vaardigheden en eventueel het lidmaatschap van een erkende beroepsgroep vereist zijn;

*c)* een « binnen de organisatie overgeplaatste persoon » is een natuurlijke persoon die voor een organisatie op het grondgebied van een partij werkzaam is en die tijdelijk wordt overgeplaatst in het kader van economische activiteiten op het grondgebied van de andere partij; de betrokken organisatie dient haar belangrijkste handelsactiviteit op het grondgebied van een partij te hebben en de overplaatsing dient te geschieden naar een vestiging (dochteronderneming, filiaal) van deze organisatie die op het grondgebied van de andere partij daadwerkelijk soortgelijke economische handelingen verricht.

3. Toegang tot het grondgebied van de Gemeenschap respectievelijk Servië van onderdanen van respectievelijk Servië en de Gemeenschap wordt verleend en tijdelijk verblijf is toegestaan voor vertegenwoordigers van vennootschappen met een hogere leidinggevende functie als gedefinieerd in lid 2, onder *a*), binnen een vennootschap, die belast zijn met het opzetten van een dochteronderneming of filiaal in de Gemeenschap van een Servische vennootschap, respectievelijk een dochteronderneming of filiaal in Servië van een vennootschap uit de Gemeenschap, mits :

*a)* deze vertegenwoordigers zich niet bezig houden met rechtstreekse verkoop of dienstverlening en geen vergoeding ontvangen vanuit een bron binnen het grondgebied van het gastland, en

*b)* de vennootschap haar belangrijkste handelsactiviteit buiten de Gemeenschap respectievelijk Servië heeft, en geen andere vertegenwoordigers, kantoren, filialen of dochterondernemingen in de betrokken lidstaat van de Gemeenschap respectievelijk Servië heeft.

**CHAPITRE III***PRESTATION DE SERVICES***ARTICLE 59**

1. La Communauté et la Serbie s'engagent, conformément aux dispositions ci-après, à prendre les mesures nécessaires pour permettre progressivement la prestation de services par les sociétés ou les ressortissants de la Communauté ou de la Serbie qui sont établis sur le territoire d'une partie autre que celle du destinataire des services.

2. Parallèlement au processus de libéralisation visé au paragraphe 1, les parties autorisent la circulation temporaire des personnes physiques fournissant un service ou employées par un prestataire de services comme personnel de base au sens de l'article 58, y compris les personnes physiques qui représentent une société ou un ressortissant de la Communauté ou de la Serbie et qui veulent entrer temporairement sur le territoire afin de négocier la vente de services ou de conclure des accords de vente de services pour un prestataire, sous réserve que ces représentants ne se livrent pas à des ventes directes au grand public ou ne fournissent pas eux-mêmes de services.

3. Après quatre ans, le conseil de stabilisation et d'association prend les mesures nécessaires à la mise en œuvre progressive du paragraphe 1. Il est tenu compte des progrès réalisés par les parties dans le rapprochement de leurs législations.

**ARTICLE 60**

1. Les parties n'adoptent aucune mesure ou n'engagent aucune action susceptible de rendre les conditions de prestation de services par des ressortissants ou des sociétés de la Communauté ou de la Serbie établis sur le territoire d'une partie autre que celle du destinataire des services, nettement plus restrictives qu'elles ne l'étaient le jour précédent la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Si une partie estime que des mesures introduites par l'autre partie depuis la date d'entrée en vigueur du présent accord aboutissent à une situation nettement plus restrictive en ce qui concerne la prestation de services que celle prévalant à la date d'entrée en vigueur du présent accord, cette première partie peut demander à l'autre partie d'entamer des consultations.

**ARTICLE 61**

En ce qui concerne la prestation de services de transport entre la Communauté et la Serbie, les dispositions suivantes s'appliquent :

1. en ce qui concerne les transports terrestres, le protocole n° 4 fixe les règles applicables aux relations entre les parties afin d'assurer la liberté de transit au trafic routier dans toute la Serbie et la Communauté, l'application effective du principe de la non-discrimination et l'alignement progressif de la législation serbe dans le domaine des transports sur celle de la Communauté;

2. en ce qui concerne le transport maritime international, les parties s'engagent à appliquer de manière effective le principe du libre accès aux marchés et échanges maritimes internationaux sur une base commerciale, et à respecter les obligations internationales et européennes en matière de normes de sûreté, de sécurité et d'environnement.

**HOOFDSTUK III***HET VERLENEN VAN DIENSTEN***ARTIKEL 59**

1. De Gemeenschap en Servië verbinden zich ertoe overeenkomstig de hiernavolgende bepalingen de nodige stappen te ondernemen om geleidelijk het verrichten van diensten mogelijk te maken door vennootschappen en onderdaanen van de Gemeenschap en Servië die zijn gevestigd op het grondgebied van een andere partij dan die van de persoon voor wie de diensten worden verricht.

2. Naarmate de in lid 1 genoemde liberalisering tot stand komt, staan de partijen de tijdelijke verplaatsing toe van natuurlijke personen die de dienst verlenen of als werknemer voor de dienstverlener een sleutelpositie bekleden als omschreven in artikel 58, met inbegrip van natuurlijke personen die vertegenwoordigers zijn van een vennootschap of onderdaan van de Gemeenschap of Servië en die tijdelijk toegang wensen te krijgen voor onderhandelingen over de verkoop van diensten of voor het aangaan van overeenkomsten over de verkoop van diensten namens de dienstverlener, voor zover deze vertegenwoordigers niet zelf betrokken zijn bij de openbare directe verkoop of bij de eigenlijke dienstverlening.

3. Vier jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst neemt de Stabilisatie- en associatieraad de nodige maatregelen om het bepaalde in lid 1 geleidelijk ten uitvoer te leggen. Hierbij wordt rekening gehouden met de vorderingen die de partijen maken bij de onderlinge aanpassing van hun wetgeving.

**ARTIKEL 60**

1. De partijen treffen geen maatregelen en ondernemen geen acties die de voorwaarden voor het verrichten van diensten door vennootschappen of onderdaanen van de Gemeenschap of Servië die gevestigd zijn op het grondgebied van een andere partij dan die van de persoon voor wie de diensten worden verricht aanmerkelijk restrictiever maken ten opzichte van de situatie op de dag voorafgaande aan de inwerkingtreding van deze overeenkomst.

2. Indien een partij van mening is dat maatregelen die door de andere partij na de inwerkingtreding van deze overeenkomst zijn genomen, tot een situatie leiden die ten aanzien van het verrichten van diensten aanmerkelijk restrictiever is dan op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst, kan eerstgenoemde partij de andere partij om overleg verzoeken.

**ARTIKEL 61**

Ten aanzien van vervoersdiensten tussen de Gemeenschap en Servië zijn de volgende bepalingen van toepassing :

1. Wat het vervoer over land betreft, stelt protocol 4 de regels vast die van toepassing zijn op de betrekkingen tussen de partijen teneinde te voorzien in onbeperkt transitoverkeer over de weg door Servië en de gehele Gemeenschap, de effectieve toepassing van het verbod op discriminatie en de geleidelijke aanpassing van de Servische vervoerswetgeving aan die van de Gemeenschap.

2. Op het gebied van internationaal zeevervoer verbinden de partijen zich ertoe het beginsel van onbeperkte toegang tot de markt en het verkeer op commerciële basis toe te passen en de internationale en Europese verplichtingen op het gebied van veiligheid, beveiliging en milieunormen na te komen.

Les parties affirment leur adhésion au principe de la libre concurrence comme élément essentiel du transport maritime international;

3. en appliquant les principes visés au point 2 :

a) les parties s'abstiennent d'introduire, dans les futurs accords bilatéraux avec les pays tiers, des clauses de partage de cargaisons;

b) les parties abolissent, dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, toutes les mesures unilatérales, les entraves administratives, techniques et autres qui pourraient avoir des effets restrictifs ou discriminatoires sur la libre prestation de services dans le transport maritime international;

c) chaque partie accorde, entre autres, aux navires exploités par des ressortissants ou des entreprises de l'autre partie un traitement qui n'est pas moins favorable que celui accordé à ses propres navires, en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au commerce international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires de ces ports, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes, les facilités douanières, la désignation des postes de mouillage et les installations de chargement et de déchargement;

4. afin d'assurer un développement coordonné et une libéralisation progressive des transports entre les parties, adaptés à leurs besoins commerciaux réciproques, les conditions d'accès réciproque au marché des transports aériens font l'objet de l'EACE;

5. avant la conclusion de l'EACE, les parties ne prennent aucune mesure ni n'engagent aucune action qui soit plus restrictive ou plus discriminatoire que celles prévalant avant la date d'entrée en vigueur du présent accord;

6. la Serbie adapte sa législation, y compris les règles administratives, techniques et autres, à la législation communautaire existant à tout moment dans le domaine des transports aérien, maritime, fluvial et terrestre, dans la mesure où cela contribue à la libéralisation et à l'accès réciproque aux marchés des parties et facilite la circulation des voyageurs et des marchandises;

7. Au fur et à mesure que les parties progresseront dans la réalisation des objectifs du présent chapitre, le conseil de stabilisation et d'association examinera les moyens de créer les conditions nécessaires pour améliorer la libre prestation des services de transports aérien, terrestre et fluvial.

De partijen bevestigen een omgeving van vrije concurrentie na te streven als een essentieel aspect van internationaal zeevervoer.

3. De partijen verbinden zich ertoe bij de toepassing van de beginselen van lid 2 :

a) in toekomstige bilaterale overeenkomsten met derde landen geen bepalingen inzake vrachtverdeling op te nemen;

b) bij de inwerkingtreding van de overeenkomst alle unilaterale maatregelen en administratieve, technische en andere belemmeringen op te heffen die een beperkende of discriminerende invloed kunnen hebben op het vrij verrichten van diensten in het internationaal maritiem vervoer;

c) door onderdanen en vennootschappen van de andere partij geëxploiteerde schepen onder meer geen minder gunstige behandeling te verlenen dan die welke zij aan haar eigen schepen verleent, ten aanzien van de toegang tot havens die opengesteld zijn voor de internationale handel, het gebruik van de infrastructuur en van de maritieme hulpdiensten van deze havens, alsmede de daarmee verband houdende vergoedingen en kosten, de douanefaciliteiten en de toewijzing van aanlegplaatsen en installaties voor het laden en lossen.

4. Met het oog op een gecoördineerde ontwikkeling en geleidelijke liberalisering van het vervoer tussen de partijen in overeenstemming met hun respectieve handelsbehoeften moeten de voorwaarden betreffende de wederzijdse toegang tot elkaars markten voor het luchtvervoer worden vastgelegd in de ECAA.

5. Alvorens de ECAA te sluiten nemen de partijen geen maatregelen die meer beperkingen of discriminatie tot gevolg hebben dan de situatie op de dag die voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst.

6. Servië zal zijn wetgeving, met inbegrip van zijn administratieve, technische en andere voorschriften, geleidelijk aanpassen aan de communautaire wetgeving op het gebied van het vervoer door de lucht, over zee, via binnenvateren en over land, zoals die op enig ogenblik van kracht is, voor zover dit dienstig is voor de liberalisering en wederzijdse toegang tot de markten van de partijen, en het verkeer van reizigers en goederen vergemakkelijkt.

7. De Stabilisatie- en associatieraad onderzoekt, met inachtneming van de stand van zaken betreffende de gezamenlijke verwezenlijking van de doelstellingen van dit hoofdstuk, hoe de noodzakelijke voorwaarden voor het vergroten van de vrijheid van dienstlening in het vervoer door de lucht, over land en via de binnenvateren tot stand kunnen worden gebracht.

## CHAPITRE IV

### *PAIEMENTS COURANTS ET MOUVEMENTS DE CAPITAUX*

#### ARTICLE 62

Les parties s'engagent à autoriser, dans une monnaie librement convertible, au sens de l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international, tous paiements et transferts relevant de la balance des opérations courantes entre la Communauté et la Serbie.

#### ARTICLE 63

1. En ce qui concerne les transactions relevant du compte des opérations en capital et des opérations financières de la balance des paiements, les parties assurent, à partir de la date d'entrée en

## HOOFDSTUK IV

### *BETALINGS- EN KAPITAALVERKEER*

#### ARTIKEL 62

De partijen verbinden zich ertoe, overeenkomstig artikel VIII van de statuten van het Internationaal Monetair Fonds, machtiging te verlenen tot alle betalingen en overboekingen in vrij converteible valuta op de lopende rekening van de betalingsbalans tussen de Gemeenschap en Servië.

#### ARTIKEL 63

1. Met betrekking tot de verrichtingen op de kapitaalrekening en de financiële rekening van de betalingsbalans garanderen de partijen vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst het

vigueur du présent accord, la libre circulation des capitaux concernant les investissements directs effectués dans des sociétés constituées conformément à la législation du pays d'accueil et les investissements effectués conformément aux dispositions du titre V, chapitre II, ainsi que la liquidation ou le rapatriement de ces investissements et de tout bénéfice en découlant.

2. En ce qui concerne les transactions relevant du compte des opérations en capital et des opérations financières de la balance des paiements, les parties assurent, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, la libre circulation des capitaux concernant les crédits liés à des transactions commerciales ou la prestation de services à laquelle participe un résident de l'une des parties, ainsi que les prêts et crédits financiers d'une échéance supérieure à un an.

3. À partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie autorise, en recourant pleinement et rapidement à ses procédures existantes, l'acquisition de biens immobiliers en Serbie par des ressortissants des États membres de l'Union européenne. Dans un délai de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie adapte progressivement sa législation en ce qui concerne l'acquisition de biens immobiliers sur son territoire par des ressortissants des États membres de l'Union européenne afin de leur garantir le même traitement que celui accordé à ses propres ressortissants.

4. La Communauté et la Serbie assurent également, dès la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord, la libre circulation des capitaux liés à des investissements de portefeuille, à des emprunts financiers et à des crédits d'une échéance inférieure à un an.

5. Sans préjudice du paragraphe 1, les parties s'abstiennent d'introduire de nouvelles restrictions affectant la circulation des capitaux et les paiements courants entre les résidents de la Communauté et de la Serbie et de rendre les arrangements existants plus restrictifs.

6. Sans préjudice de l'article 62 et du présent article, lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, des mouvements de capitaux entre la Communauté et la Serbie causent, ou menacent de causer, de graves difficultés au niveau du fonctionnement de la politique des changes ou de la politique monétaire de la Communauté ou de la Serbie, la Communauté et la Serbie, respectivement, peuvent adopter des mesures de sauvegarde à l'encontre des mouvements de capitaux entre la Communauté et la Serbie pendant une période ne dépassant pas six mois, à condition que ces mesures soient strictement nécessaires.

7. Aucune des dispositions susmentionnées ne porte atteinte aux droits des opérateurs économiques des parties de bénéficier d'un traitement plus favorable découlant éventuellement d'un accord bilatéral ou multilatéral existant impliquant les parties au présent accord.

8. Les parties se consultent en vue de faciliter la circulation des capitaux entre la Communauté et la Serbie et de promouvoir ainsi les objectifs du présent accord.

## ARTICLE 64

1. Au cours des quatre premières années suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté et la Serbie prennent les mesures permettant de créer les conditions nécessaires à l'application progressive des règles communautaires relatives à la libre circulation des capitaux.

2. À la fin de la quatrième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, le conseil de stabilisation et d'associa-

vrie verkeer van kapitaal dat verband houdt met directe investeringen in ondernemingen die in overeenstemming met de wetten van het gastland zijn opgericht, en met investeringen in overeenstemming met hoofdstuk II van titel V, alsook de liquidatie of de repatriëring van die investeringen en van alle opbrengsten daarvan.

2. Met betrekking tot verrichtingen op de kapitaalrekening van de betalingsbalans waarborgen de partijen vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst het vrije verkeer van kapitaal met betrekking tot kredieten die verband houden met handelstransacties of het verrichten van diensten waarbij een ingezetene van een der partijen betrokken is, alsmede met financiële leningen en kredieten met een looptijd van meer dan een jaar.

3. Vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst staat Servië, door volledige en snelle gebruikmaking van zijn bestaande procedures, onderdanen van de Europese Unie toe onroerend goed te verwerven op het grondgebied van Servië. Gedurende de vier jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst past Servië zijn wetgeving inzake de verwerving van onroerend goed door onderdanen van de lidstaten van de Europese Unie geleidelijk aan, zodat deze dezelfde behandeling genieten als Servische onderdanen.

4. De Gemeenschap en Servië waarborgen voorts vanaf het vierde jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst het vrije verkeer van kapitaal in verband met beleggingen en financiële leningen en kredieten met een looptijd van minder dan een jaar.

5. Onverminderd het bepaalde in lid 1 stellen de partijen geen nieuwe beperkingen in op het kapitaalverkeer en de lopende betalingen tussen ingezeten van de Gemeenschap en van Servië, en brengen zij in de bestaande regelingen geen verdere restricties aan.

6. Onverminderd het bepaalde in artikel 62 en in dit artikel mogen de Gemeenschap en Servië in uitzonderlijke gevallen, wanneer het kapitaalverkeer tussen de Gemeenschap en Servië ernstige moeilijkheden veroorzaakt of dreigt te veroorzaken voor de werking van het wisselkoersbeleid of het monetaire beleid in de Gemeenschap of Servië, vrijwarringsmaatregelen nemen ten aanzien van het kapitaalverkeer tussen de Gemeenschap en Servië voor een periode van ten hoogste zes maanden, indien dergelijke maatregelen absoluut noodzakelijk zijn.

7. Geen van bovenstaande bepalingen mag worden uitgelegd als een beperking van het recht van de economische subjecten van de partijen op een gunstiger behandeling, waarin kan zijn voorzien in bestaande bilaterale of multilaterale overeenkomsten waarbij de partijen bij deze overeenkomst betrokken zijn.

8. De partijen plegen overleg teneinde het kapitaalverkeer tussen de Gemeenschap en Servië te vergemakkelijken met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst.

## ARTIKEL 64

1. Gedurende de eerste vier jaar volgend op de inwerkingtreding van de overeenkomst nemen de Gemeenschap en Servië maatregelen om de voorwaarden tot stand te brengen voor verdere geleidelijke toepassing van de communautaire regelgeving betreffende het vrije verkeer van kapitaal.

2. Aan het einde van het vierde jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst gaat de Stabilisatie- en associatieraad na op

tion examine les modalités d'une application intégrale de la réglementation communautaire relative à la circulation des capitaux en Serbie.

## CHAPITRE V

### *DISPOSITIONS GÉNÉRALES*

#### ARTICLE 65

1. Les dispositions du présent titre s'appliquent sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique.

2. Elles ne s'appliquent pas aux activités qui, sur le territoire de l'une ou de l'autre partie, sont liées, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.

#### ARTICLE 66

Aux fins du présent titre, aucune disposition du présent accord ne fait obstacle à l'application par les parties de leurs lois et réglementations concernant l'admission et le séjour, l'emploi, les conditions de travail, l'établissement des personnes physiques et la prestation de services, notamment en ce qui concerne l'octroi, le renouvellement ou le refus du permis de séjour, à condition que n'en soient pas réduits à néant ou compromis les avantages que retire l'une des parties d'une disposition spécifique du présent accord. La présente disposition ne porte pas préjudice à l'application de l'article 65.

#### ARTICLE 67

Les sociétés conjointement contrôlées ou détenues par des sociétés ou des ressortissants serbes et des sociétés ou des ressortissants de la Communauté sont également couvertes par le présent titre.

#### ARTICLE 68

1. Le traitement de la nation la plus favorisée accordé conformément au présent titre ne s'applique pas aux avantages fiscaux que les parties accordent ou accorderont à l'avenir sur la base d'accords visant à éviter la double imposition ou d'autres arrangements fiscaux.

2. Aucune disposition du présent titre n'est interprétée de manière à empêcher l'adoption ou l'application par les parties d'une mesure visant à éviter l'évasion fiscale en application des dispositions fiscales des accords visant à éviter une double imposition, d'autres arrangements fiscaux ou de la législation fiscale nationale.

3. Aucune disposition du présent titre n'est interprétée de manière à empêcher les États membres ou la Serbie d'établir une distinction, dans l'application des dispositions pertinentes de leur législation fiscale, entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans des situations identiques, en particulier en ce qui concerne leur lieu de résidence.

welke wijze de communautaire regelgeving betreffende het kapitaalverkeer in Servië volledig kan worden toegepast.

## HOOFDSTUK V

### *ALGEMENE BEPALINGEN*

#### ARTIKEL 65

1. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing onder voorbehoud van de beperkingen die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid.

2. Zij zijn niet van toepassing op werkzaamheden die, al dan niet incidenteel, verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag op het grondgebied van de partijen.

#### ARTIKEL 66

Voor de toepassing van deze titel belet geen enkele bepaling van deze overeenkomst de partijen hun wetten en voorschriften betreffende toelating en verblijf, werkgelegenheid, arbeidsvooraarden, vestiging van natuurlijke personen en het verrichten van diensten toe te passen, met name wat betreft het toekennen, verlengen of weigeren van een verblijfsvergunning, mits zij ze niet toepassen op een manier die de voor een partij uit een specifieke bepaling van de overeenkomst voortvloeiende voordelen tenietdoet of beperkt. Deze bepaling laat de toepassing van artikel 65 onverlet.

#### ARTIKEL 67

Deze titel is eveneens van toepassing op vennootschappen die gezamenlijk door Servische en communautaire vennootschappen of onderdanen worden bestuurd en hun exclusieve eigendom zijn.

#### ARTIKEL 68

1. De overeenkomstige bepalingen van deze titel toegekende meestbegunstigingsbehandeling is niet van toepassing op de belastingvoordelen waarin de partijen voorzien of in de toekomst zullen voorzien in het kader van overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belastingheffing of andere fiscale regelingen.

2. Geen van de bepalingen van deze titel kan worden uitgelegd als een beletsel voor de vaststelling of tenuitvoerlegging door de partijen van maatregelen ter voorkoming van belastingvlucht of belastingontduiking overeenkomstig de belastingvoorschriften van overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belastingheffing en andere fiscale regelingen of de nationale fiscale wetgeving.

3. Niets in deze titel kan worden uitgelegd als een beletsel voor de lidstaten of Servië om bij de toepassing van de desbetreffende bepalingen van hun fiscaal recht een onderscheid te maken tussen belastingplichtigen die zich niet in identieke situaties bevinden, in het bijzonder met betrekking tot hun woonplaats.

## ARTICLE 69

1. Les parties évitent, dans la mesure du possible, d'adopter des mesures restrictives, et notamment des mesures relatives aux importations, pour résoudre les problèmes de balance des paiements. En cas d'adoption de telles mesures, la partie qui les a prises présente à l'autre partie, dans les meilleurs délais, un calendrier en vue de leur suppression.

2. Lorsqu'un ou plusieurs États membres ou la Serbie rencontrent ou risquent de façon imminente de renconter de graves difficultés en matière de balance des paiements, la Communauté ou la Serbie peut, conformément aux conditions fixées dans l'accord OMC, adopter pour une durée limitée des mesures restrictives, y compris des mesures relatives aux importations, qui ne peuvent excéder la portée strictement indispensable pour remédier à la situation de la balance des paiements. La Communauté ou la Serbie informe immédiatement l'autre partie.

3. Aucune mesure restrictive ne s'applique aux transferts relatifs aux investissements et notamment au rapatriement des montants investis ou réinvestis ni à aucune sorte de revenus en provenant.

## ARTICLE 70

Les dispositions du présent titre sont progressivement adaptées, notamment à la lumière des exigences posées par l'article V de l'AGCS.

## ARTICLE 71

Le présent accord ne fait pas obstacle à l'application, par l'une ou l'autre partie, des mesures nécessaires pour éviter que les mesures qu'elle a prises concernant l'accès des pays tiers à son marché ne soient détournées par le biais des dispositions du présent accord.

## TITRE VI

### *RAPPROCHEMENT DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES, APPLICATION DE LA LÉGISLATION ET RÈGLES DE CONCURRENCE*

## ARTICLE 72

1. Les parties reconnaissent l'importance du rapprochement de la législation existante de la Serbie avec celle de la Communauté et de sa mise en œuvre effective. La Serbie veille à ce que sa législation actuelle et future soit rendue progressivement compatible avec l'acquis communautaire. La Serbie veille à ce que la législation actuelle et future soit mise en œuvre et appliquée correctement.

2. Ce rapprochement débute à la date de signature de l'accord et s'étend progressivement à tous les éléments de l'acquis communautaire visés dans le présent accord jusqu'à la fin de la période de transition définie à l'article 8 du présent accord.

3. Dans une première phase, le rapprochement se concentrera sur les éléments fondamentaux de l'acquis dans le domaine du marché intérieur, la justice, la liberté et la sécurité et les domaines liés au commerce. Lors d'une phase ultérieure, la Serbie se concentrera sur les autres parties de l'acquis.

## ARTIKEL 69

1. De partijen spannen zich waar mogelijk in om het opleggen van beperkende maatregelen te vermijden, waaronder maatregelen met betrekking tot de invoer om met de betalingsbalans verband houdende redenen. Indien dergelijke maatregelen worden genomen, verstrekt de partij die ze heeft genomen de andere partij zo spoedig mogelijk een tijdschema voor de opheffing ervan.

2. Indien zich met betrekking tot de betalingsbalans van één of meer lidstaten of van Servië ernstige moeilijkheden voordoen of hiervoor gevaar bestaat, kan de Gemeenschap of Servië in overeenstemming met de in de WTO-overeenkomst bepaalde voorwaarden beperkende maatregelen treffen, met inbegrip van maatregelen met betrekking tot de invoer, die van beperkte duur moeten zijn en niet verder mogen reiken dan wat noodzakelijk is om de situatie van de betalingsbalans te corrigeren. De andere partij wordt daarvan onmiddellijk in kennis gesteld.

3. De beperkende maatregelen mogen geen betrekking hebben op overmakingen in verband met investeringen, met name de repatriëring van geïnvesteerde of geherinvesteerde bedragen en van daaruit voortvloeiende inkomsten van ongeacht welke aard.

## ARTIKEL 70

De bepalingen van deze titel worden geleidelijk aangepast, met name in het licht van de eisen die in artikel V van de GATS worden gesteld.

## ARTIKEL 71

De bepalingen van deze overeenkomst doen geen afbreuk aan toepassing door elke partij van alle maatregelen die nodig zijn om te voorkomen dat de door haar getroffen maatregelen ten aanzien van toegang van derde landen tot haar markt worden ontdoken via de bepalingen van deze overeenkomst.

## TITEL VI

### *HARMONISATIE VAN WETGEVING, RECHTSHANDHAVING EN MEDEDINGINGSREGELS*

## ARTIKEL 72

1. De partijen erkennen het belang van de aanpassing van de bestaande wetgeving van Servië aan die van de Gemeenschap en van de doeltreffende toepassing daarvan. Servië streeft ernaar zijn huidige en toekomstige wetgeving geleidelijk in overeenstemming te brengen met het acquis van de Gemeenschap. Servië ziet erop toe dat de bestaande en toekomstige wetgeving naar behoren ten uitvoer wordt gelegd en nageleefd.

2. Deze aanpassing begint bij de inwerkingtreding van de overeenkomst en wordt in de loop van de overgangsperiode die is vastgesteld in artikel 8 van deze overeenkomst geleidelijk uitgebred tot alle in de overeenkomst genoemde onderdelen van het acquis van de Gemeenschap.

3. In eerste instantie richt deze aanpassing zich op fundamentele elementen van het acquis betreffende de interne markt, justitie, vrijheid en veiligheid, alsmede handelsgerelateerde vraagstukken. In een later stadium zal Servië zich op de resterende delen van het acquis richten.

Le rapprochement est effectué en vertu d'un programme à convenir entre la Commission européenne et la Serbie.

4. La Serbie définit également, en coopération avec la Commission européenne, les modalités relatives au contrôle de la mise en œuvre du rapprochement de la législation et à l'adoption de mesures d'application de la loi.

## ARTICLE 73

### Concurrence et autres dispositions économiques

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre la Communauté et la Serbie :

i) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises, qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;

ii) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble du territoire de la Communauté ou de la Serbie ou dans une partie substantielle de celui-ci;

iii) toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

2. Toute pratique contraire au présent article est évaluée sur la base des critères découlant de l'application des règles de concurrence applicables dans la Communauté, dont les articles 81, 82, 86 et 87 du traité CE et des instruments interprétatifs adoptés par les institutions communautaires.

3. Les parties veillent à ce qu'une autorité fonctionnellement indépendante soit dotée des pouvoirs nécessaires à l'application intégrale du paragraphe 1, points i) et ii), en ce qui concerne les entreprises privées et publiques et les entreprises auxquelles des droits spéciaux ont été accordés.

4. La Serbie crée une autorité fonctionnellement indépendante, dotée des pouvoirs nécessaires à l'application intégrale du paragraphe 1, point iii), dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord. Cette autorité a, notamment, le pouvoir d'autoriser des régimes d'aides publiques et des aides individuelles non remboursables conformément au paragraphe 2, et d'exiger la récupération des aides publiques illégalement attribuées.

5. La Communauté, d'une part, et la Serbie, d'autre part, assurent la transparence dans le domaine des aides publiques, entre autres en fournissant à l'autre partie un rapport annuel régulier, ou équivalent, selon la méthodologie et la présentation des rapports communautaires sur les aides d'État. À la demande d'une partie, l'autre partie fournit des informations sur certains cas particuliers d'aide publique.

6. La Serbie établit un inventaire complet des régimes d'aides en place avant la création de l'autorité visée au paragraphe 4 et aligne ces régimes sur les critères mentionnés au paragraphe 2 dans un délai maximal de quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

7. a) Aux fins de l'application du paragraphe 1, point iii), les parties conviennent que, pendant les cinq premières années suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, toute aide publique accordée par la Serbie est évaluée en tenant compte du fait que ce

De aanpassing vindt plaats op basis van een programma waarover de Europese Commissie en Servië overeenstemming moeten bereiken.

4. Servië stelt tevens, in overeenstemming met de Europese Commissie, de voorwaarden vast voor het toezicht op de uitvoering van de aanpassing van de wetgeving en de te treffen rechtshandhavingsmaatregelen.

## ARTIKEL 73

### Bepalingen betreffende de concurrentie en andere economische aspecten

1. Onverenigbaar met de goede werking van de overeenkomst zijn, voor zover de handel tussen de Gemeenschap en Servië daardoor ongunstig kan worden beïnvloed :

i) alle overeenkomsten tussen ondernemingen, alle besluiten van ondernemersverenigingen en alle onderling afgestemde feitelijke gedragingen die ertoe strekken of ten gevolg hebben dat de mededinging wordt verhinderd, beperkt of vervalst;

ii) misbruik van een machtspositie door een of meer ondernemingen op het gehele grondgebied van de Gemeenschap of van Servië, of op een wezenlijk deel daarvan;

iii) alle steunmaatregelen van de staten die de mededinging door begünstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde goederen vervalsen of dreigen te vervalsen.

2. Alle handelwijzen die met dit artikel in strijd zijn, worden beoordeeld aan de hand van de criteria die voortvloeien uit de toepassing van de mededingingsregels die van toepassing zijn in de Gemeenschap, inzonderheid de artikelen 81, 82, 86 en 87 van het EG-Verdrag en de besluiten die ter interpretatie hiervan door de instellingen van de Gemeenschap zijn vastgesteld.

3. De partijen zien erop toe dat een overheidsinstantie die onafhankelijk kan optreden, de nodige bevoegdheden krijgt voor de volledige toepassing van lid 1, onder i) en ii), ten aanzien van particuliere en overheidsondernemingen en ondernemingen waaraan bijzondere rechten zijn verleend.

4. Binnen één jaar na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst stelt Servië een overheidsinstantie in die onafhankelijk kan optreden en die wordt voorzien van de bevoegdheden die noodzakelijk zijn voor de volledige toepassing van lid 1, onder iii). Deze instantie beschikt onder meer over de bevoegdheid toestemming te verlenen voor steunregelingen van de overheid, overeenkomstig lid 2, alsmede de bevoegdheid terugbetaling van onwettig verleende overheidssteun te vorderen.

5. Elke partij draagt zorg voor transparantie ten aanzien van de overheidssteun, met name door de andere partij een jaarverslag of een gelijkwaardig rapport te doen toekomen, waarbij de methodologie en de presentatie worden gevolgd van het overzicht van de overheidssteun dat door de Gemeenschap wordt opgesteld. Op verzoek van een van de partijen verstrekkt de andere partij informatie over bepaalde afzonderlijke steunmaatregelen van de overheid.

6. Servië stelt een volledig overzicht op van de steunregelingen die vóór de oprichting van de instantie bedoeld in lid 4 zijn ingesteld, en past deze steunregelingen binnen vier jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst aan volgens de in lid 2 van dit artikel bedoelde criteria.

7. a) Voor de toepassing van lid 1, onder iii), komen de partijen overeen dat gedurende de eerste vijf jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst alle door Servië toegekende overheidssteun wordt beoordeeld met inachtneming van het feit dat Servië

pays est considéré comme une zone identique aux zones de la Communauté décrites à l'article 87, paragraphe 3, point *a*), du traité CE;

*b)* dans un délai de quatre ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie communique à la Commission européenne ses données PIB par habitant harmonisées au niveau NUTS II. L'organisme visé au paragraphe 4 et la Commission européenne évaluent ensuite conjointement l'éligibilité des régions de la Serbie, ainsi que le montant maximal des aides connexes afin de dresser la carte des aides régionales sur la base des orientations communautaires en la matière.

8. Le cas échéant, le protocole n° 5 fixe les règles relatives aux aides d'État dans la sidérurgie. Ledit protocole fixe les règles qui s'appliquent dans le cas où une aide à la restructuration est accordée à la sidérurgie. Il soulignera le caractère exceptionnel de ces aides et le fait que celles-ci seront limitées dans le temps et subordonnées à une réduction des capacités, dans le cadre de programmes de faisabilité.

9. En ce qui concerne les produits visés au titre IV, chapitre II :

*a)* le paragraphe 1, point iii), ne s'applique pas;

*b)* toute pratique contraire au paragraphe 1, point i), est évaluée conformément aux critères fixés par la Communauté sur la base des articles 36 et 37 du traité CE et des instruments communautaires spécifiques adoptés sur cette base.

10. Si l'une des parties estime qu'une pratique est incompatible avec le paragraphe 1, elle peut prendre des mesures appropriées après consultation du conseil de stabilisation et d'association ou trente jours ouvrables après que ce conseil a été saisi de la demande de consultation. Aucune disposition du présent article ne préjuge ou n'affecte, de quelque manière que ce soit, l'adoption, par la Communauté ou la Serbie, de mesures compensatoires conformément aux articles correspondants de l'accord GATT de 1994 et de l'accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et à sa législation interne correspondante.

## ARTICLE 74

### Entreprises publiques

À la fin de la troisième année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie applique aux entreprises publiques et aux entreprises auxquelles des droits spéciaux et exclusifs ont été accordés les principes énoncés dans le traité instituant la Communauté européenne, en particulier son article 86.

Pendant la période de transition, les entreprises publiques qui bénéficient de droits spéciaux n'ont pas la possibilité d'appliquer des restrictions quantitatives ou des mesures d'effet équivalent aux importations de la Communauté en Serbie.

## ARTICLE 75

### Propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

1. Conformément au présent article et à l'annexe VII, les parties confirment l'importance qu'elles attachent au respect des droits de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale ainsi qu'à leur protection suffisante et effective.

wordt beschouwd als een regio zoals bedoeld in artikel 87, lid 3, onder *a*), van het EG-Verdrag.

*b)* Binnen vier jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst verstrekt Servië de Europese Commissie de BBP-cijfers per hoofd van de bevolking, geharmoniseerd op NUTS II-niveau. De in lid 4 bedoelde instantie en de Europese Commissie zullen dan gezamenlijk evalueren welke regio's van Servië voor overheidssteun in aanmerking komen, alsmede hoeveel de maximale steun voor die regio's mag bedragen, teneinde op basis van de desbetreffende communautaire richtsnoeren het regionale steunoverzicht op te stellen.

8. In protocol 5 worden de regels vastgesteld voor staatssteun in de staalindustrie in geval van steun voor herstructureren. Hierbij ligt de nadruk op het uitzonderlijke karakter van deze steun; de steun moet beperkt in tijd zijn en verband houden met capaciteitsverminderingen in het kader van haalbaarheidsprogramma's.

9. Met betrekking tot de producten vermeld in hoofdstuk II van titel IV:

*a)* is het bepaalde in lid 1, onder iii), niet van toepassing;

*b)* dienen alle praktijken die in strijd zijn met lid 1, onder i), te worden beoordeeld aan de hand van de criteria die door de Gemeenschap zijn vastgesteld op grond van de artikelen 36 en 37 van het EG-Verdrag en specifieke communautaire instrumenten die op deze basis zijn vastgesteld.

10. Als een van de partijen van mening is dat een bepaalde praktijk onverenigbaar is met lid 1, kan zij, na overleg in de Stabilisatie- en associatieraad, of 30 werkdagen na het verzoek om dergelijk overleg, passende maatregelen nemen. Niets in dit artikel vormt een beletsel of een hindernis voor het nemen van antidumpingmaatregelen of compenserende maatregelen door de partijen overeenkomstig de desbetreffende artikelen van de GATT 1994 en de WTO-overeenkomst inzake subsidies en compenserende maatregelen, of hun interne wetgeving op dit gebied.

## ARTIKEL 74

### Overheidsondernemingen

Uiterlijk aan het einde van het derde jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst past Servië op overheidsondernemingen en ondernemingen waaraan bijzondere of uitsluitende rechten zijn toegekend, de beginselen van het EG-Verdrag toe, en met name artikel 86.

De bijzondere rechten van overheidsondernemingen tijdens de overgangsperiode omvatten niet de mogelijkheid tot instelling van kwantitatieve beperkingen of maatregelen van gelijke werking op de invoer in Servië van goederen van oorsprong uit de Gemeenschap.

## ARTIKEL 75

### Intellectuele, industriële en commerciële eigendom

1. Overeenkomstig de bepalingen van dit artikel en bijlage VII bevestigen de partijen het belang dat zij hechten aan een adequate en efficiënte bescherming van intellectuele-, industriële- en commerciële-eigendomsrechten.

2. Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, les parties accordent aux sociétés et ressortissants de l'autre partie un traitement non moins favorable, sur le plan de la reconnaissance et de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, que celui qu'elles réservent à un quelconque pays tiers dans le cadre d'un accord bilatéral.

3. La Serbie prend les mesures nécessaires pour garantir, dans les cinq ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, une protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale d'un niveau comparable au niveau atteint dans la Communauté, en l'assortissant de moyens réels pour les faire appliquer.

4. La Serbie s'engage à adhérer, durant la période susmentionnée, aux conventions multilatérales en matière de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visées à l'annexe VII. Le conseil de stabilisation et d'association peut décider de contraindre la Serbie à adhérer aux conventions multilatérales spécifiques en la matière.

5. Au cas où se posent, dans le domaine de la propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, des problèmes qui affectent les conditions dans lesquelles s'opèrent les échanges, ceux-ci sont notifiés au conseil de stabilisation et d'association dans les plus brefs délais, à la demande de l'une ou l'autre partie, afin qu'il trouve des solutions mutuellement satisfaisantes.

## ARTICLE 76

### **Marchés publics**

1. La Communauté et la Serbie estiment souhaitable d'ouvrir l'accès aux marchés publics sur une base de non-discrimination et de réciprocité, notamment dans le cadre de l'OMC.

2. Les sociétés serbes établies ou non dans la Communauté ont accès aux procédures de passation des marchés publics, conformément à la réglementation communautaire en la matière, en bénéficiant d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux sociétés de la Communauté, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux contrats dans le secteur des services publics dès que le gouvernement de la Serbie aura adopté la législation y introduisant les règles communautaires. La Communauté vérifie périodiquement si la Serbie a ou non effectivement introduit cette législation.

3. Les sociétés de la Communauté établies en Serbie conformément au titre V, chapitre II, ont accès, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent accord, aux procédures d'attribution des marchés publics en Serbie, en bénéficiant d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux sociétés serbes.

4. Les sociétés de la Communauté non établies en Serbie ont accès aux procédures de passation des marchés publics en Serbie conformément à la législation serbe en la matière, en bénéficiant d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux sociétés serbes, au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

À l'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie convertira toute préférence existante en faveur d'entités économiques nationales en une préférence de prix et, dans un délai de cinq ans, réduira celle-ci progressivement, conformément au calendrier suivant :

2. Ten aanzien van de erkenning en bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom kennen de partijen vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst aan elkaars ondernemingen en onderdanen een behandeling toe die niet minder gunstig is dan die welke zij op grond van bilaterale overeenkomsten aan derde landen toekennen.

3. Servië treft de nodige maatregelen om te garanderen dat uiterlijk vijf jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst de bescherming van de intellectuele-, industriële- en commerciële-eigendomsrechten op een niveau is dat overeenkomt met het niveau in de Gemeenschap, met inbegrip van effectieve middelen om deze rechten af te dwingen.

4. Servië verbindt zich ertoe binnen bovengenoemde periode toe te treden tot de in bijlage VII bedoelde multilaterale overeenkomsten inzake intellectuele-, industriële- en commerciële-eigendomsrechten. De Stabilisatie- en associatieraad kan besluiten Servië te verplichten toe te treden tot specifieke multilaterale overeenkomsten op dit terrein.

5. Indien zich op het gebied van intellectuele, industriële en commerciële eigendom problemen voordoen die de handelsvoorraarden ongunstig beïnvloeden, dan worden zij, op verzoek van een der partijen, onverwijd aan de Stabilisatie- en associatieraad voorgelegd om tot een voor beide partijen bevredigende oplossing te komen.

## ARTIKEL 76

### **Overheidsopdrachten**

1. De partijen beschouwen het openstellen van de aanbesteding van overheidsopdrachten op basis van non-discriminatie en wederkerigheid, vooral in het kader van de WTO, als een na te streven doel.

2. Servische vennootschappen krijgen, ongeacht of zij in de Gemeenschap zijn gevestigd, vanaf de inwerkingtreding van deze overeenkomst, toegang tot aanbestedingsprocedures in de Gemeenschap overeenkomstig de daarvoor in de Gemeenschap geldende regelingen en krijgen daarbij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die aan Servische vennootschappen wordt verleend.

Zodra de regering van Servië de wetgeving heeft goedgekeurd waarbij de communautaire regels op dit terrein worden ingevoerd, zullen bovenstaande bepalingen ook van toepassing zijn op contracten in de nutssector. De Gemeenschap onderzoekt op gezette tijden of Servië deze wetgeving inderdaad heeft ingevoerd.

3. Vennootschappen uit de Gemeenschap die overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van titel V in Servië zijn gevestigd, krijgen vanaf de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst toegang tot aanbestedingsprocedures, en krijgen daarbij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die aan Servische vennootschappen wordt verleend.

4. Vennootschappen uit de Gemeenschap die niet in Servië zijn gevestigd, krijgen uiterlijk 5 jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst, toegang tot aanbestedingsprocedures in Servië en krijgen daarbij een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die aan Servische vennootschappen wordt verleend.

Bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst zet Servië eventuele bestaande voordelen voor binnenlandse bedrijven om in prijspreferenties, die binnen 5 jaar geleidelijk worden afgebouwd volgens onderstaand schema :

— les préférences ne dépasseront pas 15 % à la fin de la deuxième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord;

— les préférences ne dépasseront pas 10 % à la fin de la troisième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord;

— les préférences ne dépasseront pas 5 % à la fin de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord; and

— les préférences seront complètement éliminées au plus tard à la fin de la cinquième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord.

5. Le conseil de stabilisation et d'association examine périodiquement si la Serbie peut donner, à toutes les sociétés de la Communauté, accès aux procédures de passation des marchés publics dans ce pays. La Serbie présente chaque année un rapport au conseil de stabilisation et d'association concernant les mesures prises pour améliorer la transparence et assurer un examen judiciaire efficace des décisions prises dans le domaine des marchés publics.

6. Les articles 49 à 64 sont applicables à l'établissement, aux opérations, aux prestations de services entre la Communauté et la Serbie ainsi qu'à l'emploi et à la circulation des travailleurs, liés à l'exécution des marchés publics.

## ARTICLE 77

### **Normalisation, métrologie, accréditation et évaluation de la conformité**

1. La Serbie prend les mesures nécessaires pour s'aligner progressivement sur la réglementation technique communautaire et sur les procédures européennes de normalisation, de métrologie, d'accréditation et d'évaluation de la conformité.

2. À cet effet, les parties veillent :

a) à encourager l'utilisation des règlements techniques communautaires, des normes et des procédures européennes d'évaluation de la conformité;

b) à fournir une aide pour favoriser le développement d'infrastructures de qualité en matière de normalisation, de métrologie, d'accréditation et d'évaluation de la conformité;

c) à encourager la participation de la Serbie aux travaux d'organisations en matière de normalisation, d'évaluation de la conformité, de métrologie et dans des domaines similaires (par exemple CEN, CENELEC, ETSI, EA, WELMEC, EUROMET (1));

d) à conclure, le cas échéant, un accord sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels dès que le cadre législatif et les procédures en vigueur en Serbie seront suffisamment alignés sur ceux de la Communauté et qu'un savoir-faire adéquat y sera disponible.

---

(1) Comité européen de normalisation, Comité européen de normalisation électrotechnique, Institut européen des normes de télécommunication, Coopération européenne pour l'accréditation, Coopération européenne en métrologie légale, Organisation européenne de métrologie.

— aan het einde van het tweede jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst mag de preferentie ten hoogste 15 % bedragen;

— aan het einde van het derde jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst mag de preferentie ten hoogste 10 % bedragen;

— aan het einde van het vierde jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst mag de preferentie ten hoogste 5 % bedragen; en

— aan het einde van het vijfde jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst worden de preferenties volledig afgeschaft.

5. De Stabilisatie- en associatieraad onderzoekt op gezette tijden de mogelijkheid voor Servië om alle vennootschappen van de Gemeenschap toegang te verlenen tot aanbestedingsprocedures in Servië. Servië brengt jaarlijks verslag uit aan de Stabilisatie- en associatieraad over de maatregelen die zijn genomen om de transparantie te vergroten en ervoor te zorgen dat besluiten met betrekking tot overheidsopdrachten effectief juridisch worden getoetst.

6. Op de vestiging, de activiteiten en de verlening van diensten tussen de Gemeenschap en Servië, alsmede de werkgelegenheid en het verkeer van werknemers in verband met de uitvoering van overheidsopdrachten zijn de artikelen 49 tot en met 64 van toepassing.

## ARTIKEL 77

### **Normalisatie, metrologie, accreditering en conformiteitsbeoordeling**

1. Servië neemt de nodige maatregelen om de wetgeving geleidelijk in overeenstemming te brengen met de technische regelgeving van de Gemeenschap en de Europese procedures voor normalisatie, metrologie, accreditering en conformiteitsbeoordeling.

2. In dit verband verbinden de partijen zich tot :

a) het bevorderen van het gebruik van communautaire technische regelgeving en Europese normen en conformiteitsbeoordelingsprocedures;

b) het verlenen van bijstand bij het bevorderen van de ontwikkeling van een kwaliteitsinfrastructuur: normalisatie, metrologie, accreditering en conformiteitsbeoordeling;

c) het stimuleren van de betrokkenheid van Servië bij de activiteiten van gespecialiseerde organisaties op het gebied van normen, conformiteitsbeoordeling, metrologie en dergelijke gebieden (bijvoorbeeld CEN, CENELEC, ETSI, EA, WELMEC, EUROMET (1));

d) indien mogelijk, het sluiten van een overeenkomst inzake conformiteitsbeoordeling en aanvaarding van industrieproducten zodra Servië zijn wetgeving en procedures voldoende heeft aangepast aan die van de Gemeenschap en voldoende deskundigheid beschikbaar is.

---

(1) Europese Commissie voor normalisatie, Europees Comité voor elektrotechnische normen, Europees Instituut voor telecommunicatinormen, Europese Samenwerking voor accreditatie, Europese Samenwerking in wettelijke metrologie, Europees Organisatie voor wettelijke metrologie.

## ARTICLE 78

**Protection des consommateurs**

Les parties coopèrent en vue d'aligner le niveau de protection des consommateurs en Serbie sur celui de la Communauté. Une protection des consommateurs efficace est nécessaire afin d'assurer le bon fonctionnement de l'économie de marché. Cette protection dépendra de la mise en place d'une infrastructure administrative chargée d'assurer la surveillance du marché et l'application de la législation dans ce domaine.

À cette fin et eu égard à leurs intérêts communs, les parties assurent :

- a) une politique active en matière de protection des consommateurs, conformément à la législation communautaire, grâce à l'accroissement des informations et au développement d'organisations indépendantes;
- b) l'harmonisation de la législation serbe en matière de protection des consommateurs avec celle en vigueur dans la Communauté;
- c) une protection juridique efficace des consommateurs, afin d'améliorer la qualité des biens de consommation et d'assurer des normes de sécurité appropriées;
- d) un contrôle des règles par les autorités compétentes et la garantie de pouvoir saisir la justice en cas de différends;
- e) l'échange d'informations sur les produits dangereux.

## ARTICLE 79

**Conditions de travail et égalité des chances**

La Serbie harmonise progressivement sa législation en matière de conditions de travail avec celle de la Communauté, notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité sur le lieu de travail et l'égalité des chances.

**TITRE VII***JUSTICE, LIBERTÉ ET SÉCURITÉ*

## ARTICLE 80

**Renforcement des institutions et État de droit**

Dans leur coopération en matière de justice, de liberté et de sécurité, les parties accordent une importance particulière à la consolidation de l'État de droit et au renforcement des institutions à tous les niveaux, dans les domaines de l'administration, en général, et de la mise en application de la loi, ainsi que de l'administration de la justice, en particulier. La coopération visera notamment à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et à améliorer son efficacité, à améliorer le fonctionnement de la police et des autres instances chargées de faire appliquer la loi, à fournir une formation appropriée et à lutter contre la corruption et la criminalité organisée.

## ARTIKEL 78

**Consumentenbescherming**

De partijen werken samen om de normen voor de bescherming van de consument in Servië aan te passen aan die in de Gemeenschap. Een effectieve consumentenbescherming is noodzakelijk voor een goed functionerende markteconomie, en deze bescherming is afhankelijk van de ontwikkeling van administratieve infrastructuren voor markttoezicht en wetshandhaving.

Daartoe en ter behartiging van hun gemeenschappelijke belangen stimuleren de partijen :

- a) een beleid gericht op actieve bescherming van de consument overeenkomstig de wetgeving van de Gemeenschap, waaronder betere voorlichting en het opzetten van onafhankelijke organisaties;
- b) harmonisatie van de wetgeving inzake de bescherming van de consument in Servië met die in de Gemeenschap;
- c) efficiënte wettelijke bescherming van de consument teneinde de kwaliteit van verbruiksgoederen te verbeteren en passende veiligheidsnormen in stand te houden;
- d) toezicht op de naleving van de regels door bevoegde autoriteiten en toegang tot juridische procedures in geval van geschillen;
- e) uitwisseling van informatie over gevaarlijke producten.

## ARTIKEL 79

**Arbeidsomstandigheden en gelijke kansen**

Servië moet zijn wetgeving op het gebied van arbeidsomstandigheden geleidelijk aanpassen aan die van de Gemeenschap, met name op de gebieden gezondheid en veiligheid op het werk en gelijke kansen.

**TITEL VII***JUSTITIE, VRIJHEID EN VEILIGHEID*

## ARTIKEL 80

**Institutionele versterking en de rechtsstaat**

Bij de samenwerking op het gebied van justitie, vrijheid en veiligheid schenken de partijen bijzondere aandacht aan de consolidering van de rechtsstaat en institutionele versterking op alle niveaus, bij de overheid in het algemeen en bij de rechts-handhaving en het justitiële apparaat in het bijzonder. De samenwerking is met name gericht op de versterking van de onafhankelijkheid van het justitiële apparaat en de verbetering van de doeltreffendheid daarvan, de verbetering van het functioneren van de politie en andere rechtshandhavingssinstanties, het voorzien in adequate opleiding en bestrijding van corruptie en de georganiseerde misdaad.

## ARTICLE 81

**Protection des données personnelles**

Dès la date d'entrée en vigueur du présent accord, la Serbie harmonise sa législation relative à la protection des données personnelles avec la législation communautaire, ainsi que les autres dispositions législatives existant aux niveaux européen et international en matière de vie privée. La Serbie met en place un ou plusieurs organes de contrôle indépendants, dotés de ressources humaines et financières appropriées pour veiller à ce que la législation nationale en matière de protection des données personnelles soit correctement mise en œuvre. Les parties coopèrent pour réaliser cet objectif.

## ARTICLE 82

**Visas, gestion des frontières, droit d'asile et de migration**

Les parties coopèrent en matière de visas, de contrôle des frontières, de droit d'asile et de migration et établissent un cadre de coopération dans ces domaines, y compris au niveau régional, en s'appuyant sur les autres initiatives existant dans ce domaine.

La coopération dans les domaines susmentionnés est fondée sur une consultation mutuelle et sur une coordination étroite entre les parties et devrait comporter la fourniture d'une assistance technique et administrative pour :

- a) l'échange de statistiques et d'informations sur la législation et les pratiques;
- b) l'élaboration de la législation;
- c) le renforcement des capacités et de l'efficacité des institutions;
- d) la formation du personnel;
- e) la sécurité des documents de voyage et la détection des documents falsifiés;
- f) la gestion des frontières.

Cette coopération est axée en particulier sur les points suivants :

a) en matière d'asile, sur une mise en œuvre de la législation nationale propre à répondre aux normes établies par la convention sur le Statut des réfugiés fait à Genève le 28 juillet 1951 et par le protocole sur le Statut des réfugiés fait à New York le 31 janvier 1967 et à garantir ainsi le respect du principe de non-refoulement et des autres droits accordés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés;

b) en ce qui concerne l'immigration légale, sur les règles d'admission, ainsi que sur les droits et le statut des personnes admises. En matière d'immigration, les parties conviennent d'accorder un traitement équitable aux ressortissants d'autres pays qui résident légalement sur leur territoire et de favoriser une politique de l'intégration visant à leur garantir des droits et obligations comparables à ceux de leurs propres citoyens.

## ARTIKEL 81

**Bescherming van persoonsgegevens**

Zodra deze overeenkomst in werking is getreden, past Servië zijn wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens aan de Gemeenschapswetgeving en internationale wetgeving op het gebied van privacy aan. Servië richt een of meer onafhankelijke toezichthoudende organen op die over voldoende financiële en personele middelen beschikken om efficiënt te kunnen toezien op de naleving van de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens. De partijen zullen samenwerken om dit doel te bereiken.

## ARTIKEL 82

**Visa, grensbeheer, asiel en migratie**

De partijen werken samen op het gebied van visa, grenstoezicht, asiel en migratie en zetten een kader op voor deze samenwerking, ook op regionaal niveau, waarbij in voorkomend geval rekening wordt gehouden met en optimaal geprofiteerd wordt van bestaande initiatieven op dit vlak.

De samenwerking op bovengenoemde gebieden is gebaseerd op wederzijds overleg en nauwe coördinatie van de activiteiten van de partijen en omvat tevens technische en administratieve bijstand bij :

- a) de uitwisseling van statistieken en informatie over wetgeving en praktijken;
- b) het opstellen van wetgeving;
- c) de vergroting van de capaciteit en de verbetering van de efficiëntie van de instellingen;
- d) de opleiding van personeel;
- e) beveiliging van reisdocumenten en de herkenning van valse documenten;
- f) grensbeheer.

De samenwerking is vooral gericht op :

a) op het gebied van asiel : de ontwikkeling en tenuitvoerlegging van nationale wetgeving die voldoet aan de normen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen en het Protocol van New York van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen, zodat het beginsel van non-refoulement alsmede andere rechten van asielzoekers en vluchtelingen gerespecteerd worden;

b) op het gebied van legale migratie : toelatingsregels en de rechten en de status van de toegelaten personen. Ten aanzien van migratie komen de partijen overeen onderdanen van derde landen die legaal op hun grondgebied blijven een billijke behandeling te geven, en een integratiebeleid te bevorderen dat deze onderdanen rechten en plichten geeft die vergelijkbaar zijn met die van hun staatsburgers.

## ARTICLE 83

**Prévention et contrôle de l'immigration clandestine; réadmission**

1. Les parties coopèrent en vue de prévenir et de contrôler l'immigration clandestine. À cet effet, la Serbie et les États membres réadmettent tous leurs ressortissants illégalement présents sur leur territoire et acceptent de mettre en œuvre dans tous ses éléments l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Serbie et les accords bilatéraux entre les États membres et la Serbie, pour autant que les dispositions de ces derniers soient compatibles avec celles de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Serbie, comprenant une obligation de réadmission de ressortissants d'autres pays et d'apatriades.

Les États membres et la Serbie fournissent également à leurs ressortissants les documents d'identité appropriés et leur accordent les facilités administratives nécessaires à cet effet.

Les procédures spécifiques relatives à la réadmission des ressortissants, des ressortissants de pays tiers et des apatriades sont définies dans l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Serbie et dans les accords bilatéraux entre les États membres et la Serbie, pour autant que les dispositions de ces derniers soient compatibles avec celles de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Serbie.

2. La Serbie convient de conclure des accords de réadmission avec les pays parties au processus de stabilisation et d'association et s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre rapide et souple de tous les accords de réadmission visés dans le présent article.

3. Le conseil de stabilisation et d'association entreprend d'autres efforts pour prévenir et contrôler l'immigration clandestine, y compris la traite d'êtres humains et les réseaux d'immigration clandestine.

## ARTICLE 84

**Blanchiment d'argent et financement du terrorisme**

1. Les parties coopèrent de manière à empêcher que leurs systèmes financiers et les secteurs non financiers concernés ne soient utilisés pour blanchir les produits des activités criminelles, en général, et des délits liés aux stupéfiants, en particulier, ainsi que pour le financement du terrorisme.

2. La coopération dans ce domaine peut notamment comporter une assistance administrative et technique destinée à faire progresser la mise en œuvre des règlements et le bon fonctionnement des normes et mécanismes de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes, comparables à ceux adoptés en la matière par la Communauté et les instances internationales actives dans ce domaine, en particulier le groupe d'action financière (GAFI).

## ARTICLE 85

**Coopération en matière de drogues illicites**

1. Dans les limites de leurs compétences et de leurs pouvoirs respectifs, les parties coopèrent en vue d'élaborer une approche équilibrée et intégrée du problème des stupéfiants. Les politiques et les actions menées visent à renforcer les structures chargées de lutter contre les drogues illicites, à en réduire l'offre, le trafic et la

## ARTIKEL 83

**Preventie en controle van illegale immigratie; overname**

1. De partijen werken samen met oog op de preventie en controle van illegale immigratie. Daartoe verbinden Servië en de lidstaten zich ertoe hun onderdanen die illegaal op het grondgebied van de andere partij verblijven over te nemen en de overnameovereenkomst tussen de Gemeenschap en Servië volledig uit te voeren, evenals de bilaterale overeenkomsten tussen de lidstaten en Servië, voor zover de bepalingen daarvan in overeenstemming zijn met de overnameovereenkomst tussen de Gemeenschap en Servië, met inbegrip van een verplichting tot overname van onderdanen van andere landen en stateloze personen.

De lidstaten en Servië verstrekken hun onderdanen passende identiteitsdocumenten en verlenen hun toegang tot de administratieve faciliteiten die daartoe vereist zijn.

Specifieke procedures in verband met de overname van elkaar's onderdanen, onderdanen van derde landen en staatlozen worden vastgesteld in het kader van de overnameovereenkomst tussen de Gemeenschap en Servië.

2. Servië zegt toe overnameovereenkomsten te sluiten met de andere landen van het stabilisatie- en associatieproces en zegt toe alle noodzakelijke maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat alle in dit artikel bedoelde overnameovereenkomsten flexibel en snel worden uitgevoerd.

3. De Stabilisatie- en associatieraad onderzoekt welke andere gezamenlijke inspanningen kunnen worden geleverd met het oog op de preventie en controle van illegale immigratie, met inbegrip van mensenhandel en illegale migratiernetwerken.

## ARTIKEL 84

**Witwassen van geld en financiering van terrorisme**

1. De partijen werken samen om te voorkomen dat hun financiële systemen en relevante niet-financiële sectoren worden gebruikt voor het witwassen van de opbrengsten uit criminale activiteiten in het algemeen en drugsmisdrijven in het bijzonder, alsmede voor de financiering van terrorisme.

2. De samenwerking op dit gebied omvat administratieve en technische bijstand met het oog op de tenuitvoerlegging van voorschriften en het efficiënt functioneren van passende normen en mechanismen ter voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme die gelijkwaardig zijn aan die welke zijn aangenomen door de Gemeenschap en internationale fora op dit gebied, in het bijzonder de Financial Action Task Force (FATF).

## ARTIKEL 85

**Samenwerking op het gebied van drugs**

1. Binnen het kader van hun respectieve bevoegdheden werken de partijen samen met het oog op een evenwichtige en geïntegreerde aanpak van drugsvraagstukken. Beleid en maatregelen met betrekking tot drugs zijn gericht op het versterken van de structuren om illegale drugs te bestrijden, waaronder het

demande, à faire face aux conséquences sanitaires et sociales de la toxicomanie et à contrôler plus efficacement les précurseurs.

2. Les parties conviennent des méthodes de coopération nécessaires à la réalisation de ces objectifs. Les actions sont basées sur des principes communs inspirés de la stratégie européenne de lutte contre la drogue.

## ARTICLE 86

### **Prévention et lutte contre le crime organisé et d'autres activités illégales**

Les parties coopèrent en matière de prévention et de lutte contre les activités criminelles et illégales, organisées ou non, telles que :

- a) la contrebande et la traite d'êtres humains;
- b) les activités illégales dans le domaine économique, en particulier la contrefaçon des moyens de paiement en espèces et autres qu'en espèces, les transactions illégales concernant des produits comme les déchets industriels et les matières radioactives, ainsi que les transactions concernant des produits illicites, contrefaits ou piratés;
- c) la corruption, tant dans le secteur privé que public, notamment liée à des pratiques administratives opaques;
- d) la fraude fiscale;
- e) l'usurpation d'identité;
- f) le trafic illicite de drogues et de substances psychotropes;
- g) le trafic illicite d'armes;
- h) la falsification de documents;
- i) la contrebande et le trafic de marchandises, y compris de voitures;
- j) la criminalité informatique.

La coopération régionale et le respect des normes internationales reconnues en matière de lutte contre la criminalité organisée sont promus.

## ARTICLE 87

### **Répression du terrorisme**

Les parties conviennent, dans le respect des conventions internationales dont elles sont signataires et de leurs législations et réglementations respectives, de coopérer en vue de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et leur financement :

- a) dans le cadre de la mise en œuvre intégrale de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies et des autres résolutions applicables des Nations unies, ainsi que des conventions et instruments internationaux;
- b) par un échange d'informations sur les groupes terroristes et les réseaux qui les soutiennent, conformément au droit international et national;
- c) par un échange d'expériences sur les moyens et méthodes pour lutter contre le terrorisme, ainsi que dans les domaines

beperken van het aanbod aan, de handel in en de vraag naar illegale drugs, waarbij de gevolgen voor de gezondheid en de maatschappelijke consequenties van drugsgebruik worden aangepakt en precursors beter gecontroleerd worden.

2. De partijen komen overeen welke samenwerkingsmethoden nodig zijn om deze doelstellingen te bereiken. De activiteiten worden gebaseerd op gezamenlijk overeengekomen principes in overeenstemming met het drugsbeleid van de EU.

## ARTIKEL 86

### **Voorkoming en bestrijding van georganiseerde misdaad en andere illegale activiteiten**

De partijen werken samen aan de voorkoming en bestrijding van al dan niet georganiseerde criminale en illegale activiteiten, zoals :

- a) mensensmokkel en mensenhandel;
- b) illegale economische activiteiten, met name valsemunterij en namaak van niet-contante betaalmiddelen, illegale transacties met producten als industrieel afval en radioactief materiaal, en transacties met illegale of namaakproducten;
- c) corruptie, zowel in de publieke als in de particuliere sector, met name in verband met niet-transparante administratieve praktijken;
- d) belastingfraude;
- e) identiteitsdiefstal;
- f) illegale handel in drugs en psychotrope stoffen;
- g) illegale wapenhandel;
- h) het vervalsen van documenten;
- i) smokkel van en illegale handel in goederen, waaronder auto's;
- j) computercriminaliteit.

Regionale samenwerking en de naleving van internationaal erkende normen op het gebied van de bestrijding van georganiseerde misdaad worden bevorderd.

## ARTIKEL 87

### **Bestrijding van terrorisme**

Overeenkomstig de internationale verdragen waarbij zij partij zijn en hun eigen wet- en regelgeving komen de partijen overeen samen te werken aan de voorkoming en bestrijding van terroristische daden en de financiering daarvan :

- a) in het kader van de volledige tenuitvoerlegging van Resolutie 1373 van de VN-Veiligheidsraad (2001) en andere relevante VN-resoluties, internationale verdragen en instrumenten;
- b) door informatie uit te wisselen over terroristische groeperingen en ondersteunende netwerken, overeenkomstig het nationale en internationale recht;
- c) door ervaringen uit te wisselen over manieren om terrorisme te bestrijden, op technisch gebied en op het gebied van opleiding,

techniques et de la formation, et par un échange d'expériences concernant la prévention du terrorisme.

## TITRE VIII

### *POLITIQUES DE COOPÉRATION*

#### ARTICLE 88

1. La Communauté et la Serbie instaurent une coopération étroite visant à promouvoir le développement et la croissance de la Serbie. Cette coopération a pour objet de renforcer les liens économiques existants sur les bases les plus larges possible, et ce dans l'intérêt des deux parties.

2. Les politiques et autres mesures sont conçues pour aboutir au développement économique et social durable de la Serbie. Ces politiques devraient inclure, dès l'origine, des considérations relatives à l'environnement et être adaptées aux besoins d'un développement social harmonieux.

3. Les politiques de coopération s'inscrivent dans un cadre régional de coopération. Une attention particulière sera accordée aux mesures susceptibles d'encourager la coopération entre la Serbie et les pays limitrophes, dont certains sont membres de l'Union européenne, afin de contribuer à la stabilité dans cette région. Le conseil de stabilisation et d'association définit des priorités entre les politiques de coopération décrites ci-après et au sein de celles-ci, conformément au partenariat européen.

#### ARTICLE 89

### **Politique économique et commerciale**

La Communauté et la Serbie facilitent le processus de réformes économiques grâce à une coopération visant à améliorer la compréhension des éléments fondamentaux de leurs économies respectives, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de la politique économique dans une économie de marché.

Dans cette optique, la Communauté et la Serbie coopèrent en :

a) échangeant des informations sur les résultats et les perspectives macro-économiques et sur les stratégies de développement;

b) analysant conjointement les questions économiques d'intérêt mutuel, y compris l'articulation de la politique économique et les instruments nécessaires à sa mise en œuvre; et

c) favorisant une coopération plus large afin d'accélérer l'apport du savoir-faire et l'accès aux nouvelles technologies.

La Serbie s'efforce de mettre en place une économie de marché qui fonctionne bien et de rapprocher progressivement ses politiques de celles de l'Union économique et monétaire orientées vers la stabilité. À la demande des autorités de la Serbie, la Communauté peut fournir une assistance afin de soutenir le pays dans ses efforts en la matière.

La coopération vise également à renforcer l'État de droit dans le secteur des affaires, par l'établissement d'un cadre juridique stable et non discriminatoire dans le domaine du commerce.

en door ervaringen uit te wisselen over het voorkomen van terrorisme.

## TITEL VIII

### *SAMENWERKINGSBELEID*

#### ARTIKEL 88

1. De Gemeenschap en Servië werken nauw samen om de ontwikkeling en het groepotentiel van Servië te bevorderen. Die samenwerking versterkt de bestaande economische banden op een zo breed mogelijke basis, ten voordele van beide partijen.

2. Het beleid en de andere maatregelen zijn gericht op de duurzame economische en sociale ontwikkeling van Servië. Daarbij dient ervoor te worden gezorgd dat de milieuaspecten vanaf het begin volledig in het beleid worden geïntegreerd, en moet rekening worden gehouden met een harmonieuze sociale ontwikkeling.

3. Het samenwerkingsbeleid moet in een regionaal samenwerkingskader worden geïntegreerd. Bijzondere aandacht moet worden geschonken aan maatregelen die de samenwerking tussen Servië en zijn buurlanden, waaronder lidstaten, bevorderen en aldus bijdragen tot de regionale stabiliteit. De Stabilisatie- en associatieraad bepaalt welk van de hierna omschreven samenwerkingsterreinen prioriteit heeft, en wat prioriteit heeft binnen de verschillende terreinen, overeenkomstig het Europees partnerschap.

#### ARTIKEL 89

### **Economisch beleid en handelspolitiek**

De Gemeenschap en Servië vergemakkelijken het proces van economische hervormingen door middel van samenwerking die beoogt het inzicht in de basiselementen van hun respectieve economieën en het formuleren en uitvoeren van economisch beleid in een markteconomie te verbeteren.

De Gemeenschap en Servië werken daarom samen op de volgende terreinen:

a) uitwisseling van informatie over macro-economische prestaties en vooruitzichten en over ontwikkelingsstrategieën;

b) gezamenlijke analyse van economische kwesties van wederzijds belang, met inbegrip van het uitstippelen van een economisch beleid en de instrumenten voor de tenuitvoerlegging daarvan; en

c) bevordering van bredere samenwerking om de instroom van kennis en de toegang tot nieuwe technologieën te versnellen.

Servië streeft ernaar een goed functionerende markteconomie tot stand te brengen en zijn beleid geleidelijk aan te passen aan het op stabiliteit gerichte beleid in het kader van de Europese Economische en Monetaire Unie. Op verzoek van de autoriteiten van Servië kan de Gemeenschap bijstand verlenen ter ondersteuning van de inspanningen van Servië in dit verband.

De samenwerking is tevens gericht op de versterking van de rechtsstaat op zakelijk gebied door middel van een stabiel en niet-discriminatoir wetgevingskader voor de handel.

La coopération dans ce domaine passe notamment par un échange d'informations sur les principes et le fonctionnement de l'Union économique et monétaire européenne.

## ARTICLE 90

### **Coopération statistique**

La coopération entre les parties porte essentiellement sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de statistiques. Elle vise surtout à mettre en place des systèmes statistiques efficaces et fiables en Serbie, afin de fournir les données fiables, objectives et précises indispensables à la planification et au suivi du processus de transition et de réforme dans ce pays. Elle devrait également permettre à l'office statistique serbe de mieux satisfaire les besoins de ses clients nationaux (organismes publics et secteur privé). Le système statistique devrait respecter les principes fondamentaux de statistique édictés par les Nations unies, le code de bonnes pratiques de la statistique européenne et les dispositions du droit européen en matière de statistique, tout en se rapprochant de l'acquis communautaire. Les parties coopèrent notamment pour assurer la confidentialité des données, améliorer progressivement leur collecte et leur transmission au système statistique européen et échanger des informations sur la méthodologie, le transfert du savoir-faire et la formation.

Samenwerking op dit gebied omvat ook de uitwisseling van informatie over de beginselen en de werking van de Europese Economische en Monetaire Unie.

## ARTIKEL 90

### **Statistische samenwerking**

De samenwerking tussen de partijen is in eerste instantie gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het acquis van de Gemeenschap op het gebied van de statistiek. De statistische samenwerking is met name gericht op de ontwikkeling van efficiënte en duurzame statistische stelsels die in staat zijn de betrouwbare, objectieve en nauwkeurige gegevens te leveren die nodig zijn om het overgangs- en hervormingsproces in Servië te plannen en te controleren. Ook moet de statistische samenwerking het bureau voor de statistiek van Servië in staat stellen beter te voldoen aan de behoeften van nationale en internationale afnemers (overheid en particuliere sector). Het statistisch stelsel moet de fundamentele beginselen van de statistiek die door de VN zijn uitgevaardigd, de Europese praktijkcode voor statistieken en de bepalingen van de Europese statistiekwetgeving eerbiedigen en zich ontwikkelen in de richting van het acquis. De partijen werken met name samen om de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens te waarborgen, de verzameling van gegevens en doorgaande daarvan aan het Europees statistisch systeem geleidelijk te intensiveren en informatie uit te wisselen inzake methoden, kennisoverdracht en opleiding.

## ARTICLE 91

### **Services bancaires, assurances et autres services financiers**

La coopération entre la Serbie et la Communauté porte sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de services bancaires, d'assurances et d'autres services financiers. Les parties coopèrent afin de créer et de développer un cadre approprié aux secteurs de la banque, des assurances et des autres services financiers en Serbie reposant sur des pratiques de concurrence loyale et assurant les conditions équitables nécessaires.

## ARTIKEL 91

### **Bank- en verzekeringswezen en andere financiële diensten**

De samenwerking tussen Servië en de Gemeenschap is gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis voor het bank- en verzekeringswezen en financiële diensten. De partijen werken samen om een passend kader tot stand te brengen en verder te ontwikkelen voor het stimuleren van het bank- en verzekeringswezen en de sector financiële diensten in Servië, op basis van eerlijke concurrentie en de waarborging van gelijke marktvooraarden.

## ARTICLE 92

### **Coopération en matière de contrôle interne et d'audit externe**

La coopération entre les parties porte sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de contrôle interne des finances publiques (CIFP) et d'audit externe. Les parties coopèrent, grâce à l'élaboration et l'adoption de la réglementation concernée, notamment en vue de développer en Serbie des systèmes transparents, efficaces et économiques de CIFP (y compris une gestion et un contrôle financiers et un système d'audit interne qui fonctionne de manière indépendante), et des systèmes indépendants d'audit externe, conformément aux normes et aux méthodes internationalement reconnues, ainsi qu'aux bonnes pratiques en vigueur dans l'Union européenne. La coopération porte également sur le renforcement des capacités de l'institution supérieure de contrôle de la Serbie. Pour pouvoir assumer les responsabilités en matière de coordination et d'harmonisation découlant des exigences susmentionnées, la coopération devrait aussi porter sur la mise en place et le renforcement d'unités centrales d'harmonisation chargées de la gestion et du contrôle financiers ainsi que de l'audit interne.

## ARTIKEL 92

### **Interne controle en externe boekhoudkundige controle**

De samenwerking tussen de partijen is gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis op het gebied van interne controle van de overheidsfinanciën (PIFC) en externe boekhoudkundige controle. De partijen werken door het uitwerken en goedkeuren van relevante regelgeving met name samen aan de ontwikkeling van efficiënte systemen voor PIFC (waaronder financieel beheer en financiële controle en operationele onafhankelijke interne boekhoudkundige controle) en onafhankelijke externe boekhoudkundige controle in Servië overeenkomstig internationaal erkende normen en methoden en de op Europees niveau overeengekomen beste praktijken. De samenwerking zal zich ook richten op de opbouw van capaciteit voor de hoogste auditinstantie in Servië. Om de uit bovenstaande eisen voortvloeiende taken met betrekking tot coördinatie en harmonisatie te kunnen uitvoeren, moet de samenwerking zich ook richten op de oprichting en versterking van centrale harmonisatie-eenheden voor financieel beheer, financiële controle en interne boekhoudkundige controle.

## ARTICLE 93

**Promotion et protection des investissements**

La coopération entre les parties, dans les limites de leurs compétences respectives, dans le domaine de la promotion et de la protection des investissements vise à instaurer un climat favorable aux investissements privés, tant nationaux qu'étrangers, qui revêt une importance essentielle pour la reconstruction économique et industrielle de la Serbie. La coopération vise en particulier à promouvoir l'amélioration par la Serbie du cadre juridique qui favorise et protège les investissements.

## ARTICLE 94

**Coopération industrielle**

La coopération vise à promouvoir la modernisation et la restructuration de l'industrie et de secteurs individuels en Serbie, ainsi que la coopération industrielle entre les opérateurs économiques, en vue de renforcer le secteur privé dans des conditions qui garantissent la protection de l'environnement.

Les initiatives de coopération industrielle reflètent les priorités fixées par les deux parties. Elles prennent en considération les aspects régionaux du développement industriel, en favorisant les partenariats transnationaux, s'il y a lieu. Ces initiatives devraient en particulier tenter de créer un cadre approprié pour les entreprises, mais aussi d'améliorer la gestion et le savoir-faire, tout en favorisant les marchés, leur transparence et l'environnement des entreprises. Il importe d'attacher une attention particulière à la mise en place d'actions efficaces en matière de promotion des exportations en Serbie.

La coopération tient dûment compte de l'acquis communautaire en matière de politique industrielle.

## ARTICLE 95

**Petites et moyennes entreprises**

La coopération entre les parties vise à développer et à renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur privé, à créer de nouvelles entreprises dans des secteurs offrant des possibilités de croissance et de coopération entre PME de la Communauté et PME de la Serbie.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le secteur des PME, ainsi que des dix lignes d'action inscrites dans la Charte européenne des petites entreprises

## ARTICLE 96

**Tourisme**

La coopération entre les parties dans le domaine du tourisme vise essentiellement à renforcer le flux d'informations sur le tourisme (par le biais de réseaux internationaux, de banques de données, etc.); à encourager le développement d'infrastructures susceptibles de stimuler les investissements dans le secteur du tourisme ainsi que la participation de la Serbie à d'importantes organisations européennes de tourisme. Elle vise également à

## ARTIKEL 93

**Stimulering en bescherming van investeringen**

De samenwerking tussen de partijen, binnen de reikwijdte van hun respectieve bevoegdheden, op het gebied van de bevordering en bescherming van investeringen is erop gericht een gunstig klimaat te creëren voor binnenlandse en buitenlandse particuliere investeringen, die essentieel zijn voor de economische en industriële revitalisering van Servië. Servië zal zich met name toeleggen op de verbetering van het juridisch kader dat investeringen stimuleert en beschermt.

## ARTIKEL 94

**Industriële samenwerking**

De samenwerking richt zich op stimulering van de modernisering en herstructureren van de industrie van Servië en van individuele sectoren. Hieronder valt ook industriële samenwerking tussen het bedrijfsleven aan beide zijden om de particuliere sector te versterken, waarbij de bescherming van het milieu gewaarborgd moet zijn.

Samenwerkingsinitiatieven op het gebied van de industrie dienen een afspiegeling te zijn van prioriteiten die door de partijen zijn vastgesteld. Daarbij wordt rekening gehouden met de regionale aspecten van industriële ontwikkeling en worden, zo nodig, transnationale partnerschappen gestimuleerd. De initiatieven dienen in het bijzonder te zijn gericht op het creëren van een passend kader voor het bedrijfsleven, beter management, stimulering van markten, transparantie van de markt en het ondernemingsklimaat. Bijzondere aandacht wordt geschenken aan het opzetten van efficiënte exportpromotieactiviteiten in Servië.

In het kader van de samenwerking wordt ook op passende wijze rekening gehouden met het communautair acquis op het gebied van industriebeleid.

## ARTIKEL 95

**Midden- en kleinbedrijf**

De partijen streven ernaar het midden- en kleinbedrijf in de particuliere sector te ontwikkelen en te versterken, nieuwe ondernemingen op te richten op terreinen met groepotentieel en de samenwerking tussen het midden- en kleinbedrijf in de Gemeenschap en Servië te vergroten.

In het kader van de samenwerking wordt op passende wijze rekening gehouden met prioritaire gebieden met betrekking tot het communautair acquis op het gebied van het midden- en kleinbedrijf en met de tien beginselen die zijn vastgelegd in het Europees Handvest voor kleine ondernemingen.

## ARTIKEL 96

**Toerisme**

De samenwerking tussen de partijen op het gebied van toerisme is voornamelijk gericht op de intensivering van de informatie-stroom over toerisme (via internationale netwerken, databanken, enz.), waarbij de totstandbrenging van infrastructuur wordt gestimuleerd die tot investeringen in de toeristische sector kan leiden, en op deelname van Servië aan belangrijke Europese organisaties voor toerisme. Ook zullen de mogelijkheden worden

étudier les possibilités d'actions conjointes, à renforcer la coopération entre les entreprises du tourisme, les experts et les pouvoirs publics et leurs organismes compétents dans le domaine du tourisme et à transférer le savoir-faire (par de la formation, des échanges, des séminaires). La coopération tient dûment compte de l'acquis communautaire dans ce domaine.

Les politiques de coopération peuvent s'inscrire dans un cadre de coopération régional.

## ARTICLE 97

### **Agriculture et secteur agro-industriel**

La coopération entre les parties se développe dans tous les domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le secteur de l'agriculture ainsi que dans les secteurs vétérinaire et phytosanitaire. La coopération a surtout pour objectif de moderniser et de restructurer l'agriculture et le secteur agro-industriel, notamment pour répondre aux exigences communautaires en matière sanitaire, améliorer la gestion de l'eau et le développement rural et développer le secteur forestier en Serbie, et de soutenir le rapprochement progressif de la législation et des pratiques serbes des règles et normes communautaires.

onderzocht voor gemeenschappelijke activiteiten, de versterking van de samenwerking tussen de toeristische sector, deskundigen, regeringen en overheidsinstanties op het gebied van toerisme en kennisoverdracht (door middel van opleiding, uitwisselingen, workshops). In het kader van de samenwerking wordt op passende wijze rekening gehouden met het communautair acquis in verband met deze sector.

De samenwerking kan in een regionaal samenwerkingskader worden geïntegreerd.

## ARTIKEL 97

### **De landbouw en de agro-industriële sector**

Op alle prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis op landbouwgebied zal samenwerking tussen de partijen worden ontwikkeld, alsmede op veterinair en fytosanitair gebied. De samenwerking is met name gericht op de modernisering en herstructurering van de landbouw en levensmiddelensector, zodat wordt voldaan aan de gezondheidsvoorschriften van de Gemeenschap, de verbetering van het waterbeheer en plattelandsontwikkeling, alsmede de ontwikkeling van de bosbouwsector in Servië en op de ondersteuning van de geleidelijke aanpassing van de Servische wetgeving en praktijk aan de communautaire regels en normen.

## ARTICLE 98

### **Pêche**

Les parties examinent la possibilité de recenser des zones d'intérêt commun et présentant un caractère mutuellement bénéfique dans le secteur de la pêche. La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le secteur de la pêche, ainsi que du respect des obligations internationales en ce qui concerne les règles des organisations internationales et régionales de pêche relatives à la gestion et à la conservation des ressources halieutiques.

## ARTIKEL 98

### **Visserij**

De partijen onderzoeken de mogelijkheid om in de visserijsector gebieden van wederzijds belang aan te wijzen waarop samenwerking voor elk van hen voordeel zou opleveren. In het kader van de samenwerking wordt op passende wijze rekening gehouden met het communautair acquis op visserijgebied, waaronder de naleving van internationale verplichtingen betreffende regels van de internationale en de regionale visserijorganisaties inzake het beheer en de instandhouding van de visbestanden.

## ARTICLE 99

### **Douane**

Les parties établissent une coopération dans ce domaine, en vue de garantir le respect des dispositions à arrêter dans le domaine commercial et de rapprocher le régime douanier de la Serbie de celui de la Communauté, contribuant ainsi à ouvrir la voie aux mesures de libéralisation prévues par le présent accord et à rapprocher progressivement la législation douanière serbe de l'acquis.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le domaine douanier.

Le protocole n° 6 fixe les règles de l'assistance administrative mutuelle entre les parties dans le domaine douanier.

## ARTIKEL 99

### **Douane**

De samenwerking tussen de partijen op dit gebied is erop gericht de naleving te waarborgen van de op handelsgebied in te voeren bepalingen en het douanesysteem van Servië aan te passen aan dat van de Gemeenschap, teneinde zo de weg vrij te maken voor de in het kader van deze overeenkomst geplande liberalisatiesmaatregelen en de geleidelijke aanpassing van de Servische douanewetgeving aan het acquis.

In het kader van de samenwerking wordt op passende wijze rekening gehouden met het communautair acquis op douanegebied.

In protocol 6 worden de regels vastgesteld inzake wederzijdse administratieve bijstand tussen partijen op het gebied van douane.

## ARTICLE 100

**Fiscalité**

Les parties coopèrent dans le domaine fiscal, au moyen, notamment, de mesures visant à poursuivre la réforme du système fiscal serbe et à restructurer les services fiscaux, afin de garantir une perception efficace des impôts et à lutter contre la fraude fiscale.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de fiscalité et de lutte contre la concurrence fiscale dommageable. L'élimination de ce problème devra se faire sur la base des principes du code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises, adopté par le Conseil le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

La coopération est aussi axée sur le renforcement de la transparence et la lutte contre la corruption et inclura l'échange d'informations avec les États membres en vue de faciliter l'application des mesures de lutte contre la fraude ou l'évasion fiscale. La Serbie parachève également le réseau d'accords bilatéraux avec les États membres conformément à la dernière mise à jour du modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune ainsi que sur la base du modèle de convention de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale, dans la mesure où l'État membre demandeur y souscrit.

## ARTICLE 101

**Coopération sociale**

Dans le domaine de l'emploi, la coopération entre les parties vise notamment la modernisation des services de placement et d'orientation professionnelle, ainsi que la mise en œuvre de mesures d'accompagnement et la promotion du développement local en vue de contribuer à la restructuration de l'industrie et du marché du travail. La coopération s'exerce par des actions telles que la réalisation d'études, l'envoi d'experts et des actions d'information et de formation.

Les parties coopèrent de manière à faciliter la réforme de la politique serbe de l'emploi, dans le contexte d'une réforme et d'une intégration économiques renforcées. La coopération cherche également à soutenir l'adaptation du système de sécurité sociale serbe à l'évolution de la situation économique et sociale et porte sur l'ajustement de la législation serbe en matière de conditions de travail et d'égalité des chances des femmes et des hommes, en faveur des personnes handicapées et des membres de minorités et d'autres groupes vulnérables, et sur l'amélioration du niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, en prenant pour référence le niveau de protection existant dans la Communauté.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en la matière.

## ARTICLE 102

**Enseignement et formation**

Les parties coopèrent en vue de relever le niveau de l'enseignement général et technique en Serbie, ainsi que de l'enseignement et de la formation professionnelle et d'améliorer les

## ARTIKEL 100

**Belastingen**

De door de partijen tot stand te brengen samenwerking op belastinggebied omvat maatregelen die gericht zijn op de verdere hervorming van het Servische belastingstelsel en de herstructurering van de belastingdienst, teneinde de efficiëntie van de belastinginzing te verbeteren en belastingfraude te bestrijden.

In het kader van de samenwerking wordt op passende wijze rekening gehouden met de prioritaire gebieden met betrekking tot het communautair acquis op fiscaal gebied en de bestrijding van schadelijke belastingconcurrentie. Schadelijke belastingconcurrentie moet tegengaan worden op basis van de beginselen van de gedragscode inzake de belastingregeling voor ondernemingen, die de Raad op 1 december 1997 heeft goedgekeurd.

De samenwerking richt zich ook op het vergroten van de transparantie en het bestrijden van corruptie, alsmede het uitwisselen van informatie met de lidstaten, teneinde de handhaving van maatregelen ter voorkoming van belastingfraude, -ontwijking of -ontduiking te vergemakkelijken. Servië zal ook het netwerk van bilaterale overeenkomsten met de lidstaten voltooien, overeenkomstig de laatste versie van het OESO-modelverdrag inzake belasting naar inkomen en vermogen en de OESO-modelovereenkomst betreffende de uitwisseling van belastinggegevens, voor zover de verzoekende lidstaat hierbij aangesloten is.

## ARTIKEL 101

**Samenwerking op sociaal gebied**

Op het gebied van de werkgelegenheid heeft de samenwerking tussen de partijen voornamelijk betrekking op het verbeteren van de diensten voor arbeidsbemiddeling en loopbaanadvies, ondersteuningsmaatregelen en het stimuleren van de plaatselijke ontwikkeling om de herstructurering van industrie en arbeidsmarkt te begeleiden. De samenwerking vindt tevens plaats in de vorm van studies, detacheren van deskundigen, voorlichting en opleiding.

De samenwerking tussen de partijen is gericht op de vergemakkelijking van de hervorming van het Servische werkgelegenheidsbeleid in het kader van versterkte economische hervorming en integratie. De samenwerking is ook gericht op de ondersteuning van de aanpassing van het Servische stelsel van sociale zekerheid aan de nieuwe economische en sociale vereisten, en betreft eveneens de aanpassing van de Servische wetgeving inzake arbeidsvoorraarden en gelijke kansen voor vrouwen en mannen, mensen met een handicap en mensen die behoren tot een minderheid of een andere kwetsbare groep, alsmede de verbetering van het beschermingsniveau voor de gezondheid en veiligheid van werknemers, waarbij het bestaande beschermingsniveau in de Gemeenschap maatstaf is.

In het kader van de samenwerking wordt rekening gehouden met de prioritaire terreinen in verband met het communautair acquis op dit gebied.

## ARTIKEL 102

**Onderwijs en opleiding**

De partijen werken samen om het peil van het algemene onderwijs en van beroepsopleiding en -opleiding, alsmede van het jongerenbeleid en jongerenwerk, waaronder niet-formeel onder-

politiques en faveur de la jeunesse et du travail des jeunes, y compris l'éducation non formelle. La réalisation des objectifs de la déclaration de Bologne dans le processus intergouvernemental de Bologne constitue une priorité pour les systèmes d'enseignement supérieur.

Les parties coopèrent également en vue de garantir un accès libre à tous les niveaux d'enseignement et de formation en Serbie, sans distinction de sexe, de couleur, d'origine ethnique ou de religion.

Les programmes et instruments communautaires existant dans ce domaine contribuent à l'amélioration des structures et activités se rapportant à l'éducation et à la formation en Serbie.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en la matière.

## ARTICLE 103

### **Coopération culturelle**

Les parties s'engagent à promouvoir la coopération culturelle. Cette coopération vise notamment à renforcer la compréhension mutuelle des particuliers, des communautés et des peuples, ainsi que l'estime qu'ils ont les uns pour les autres. Les parties s'engagent aussi à promouvoir la coopération culturelle, et notamment dans le cadre de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

## ARTICLE 104

### **Coopération dans le domaine audiovisuel**

Les parties coopèrent afin de promouvoir l'industrie audiovisuelle en Europe et d'encourager la coproduction dans les domaines du cinéma et de la télévision.

La coopération pourrait, entre autres, porter sur des programmes et des infrastructures pour la formation des journalistes et d'autres professionnels des médias et sur une assistance technique aux médias, tant publics que privés, de manière à renforcer leur indépendance, leur professionnalisme ainsi que leurs liens avec les médias européens.

La Serbie harmonise ses politiques avec celles de la Communauté en matière de réglementation du contenu des émissions transfrontalières et alignera sa législation sur l'acquis communautaire. La Serbie accorde une attention particulière aux questions liées à l'acquisition de droits de propriété intellectuelle pour les programmes diffusés par satellite, par câble ou par fréquences terrestres.

## ARTICLE 105

### **Société de l'information**

La coopération est développée dans tous les domaines liés à l'acquis communautaire dans le secteur de la société de l'information. Elle vise surtout à soutenir l'alignement progressif des politiques et de la législation de la Serbie dans ce secteur sur celles de la Communauté.

wijs, in Servië te verhogen. De verwezenlijking van de doelstellingen van de Verklaring van Bologna (die in het kader van het intergouvernementele proces van Bologna is aangenomen) is een prioriteit voor het hoger onderwijs.

De partijen streven er ook naar dat iedereen in Servië gelijke toegang heeft tot alle onderwijsniveaus, zonder onderscheid naar sekse, huidskleur, etnische afkomst of religie.

De relevante communautaire programma's en instrumenten dragen bij tot de verbetering van de onderwijs- en opleidingsstructuren en -activiteiten in Servië.

In het kader van de samenwerking wordt rekening gehouden met de prioritaire terreinen in verband met het communautair acquis op dit gebied.

## ARTIKEL 103

### **Samenwerking op cultureel gebied**

De partijen verbinden zich ertoe de samenwerking op cultureel gebied te bevorderen. Deze samenwerking beoogt onder meer het wederzijds begrip en het wederzijds respect voor personen, gemeenschappen en volkeren te doen toenemen. De partijen verbinden zich er eveneens toe om samen te werken om de culturele diversiteit te bevorderen, met name in het kader van het UNESCO-verdrag inzake de bescherming en bevordering van de diversiteit van culturele uitingen.

## ARTIKEL 104

### **Samenwerking op audiovisueel gebied**

De partijen werken samen ter bevordering van de audiovisuele industrie in Europa en stimuleren coproducties voor film en televisie.

De samenwerking kan programma's en faciliteiten omvatten voor de opleiding van journalisten en andere mensen die werkzaam zijn in de media, alsmede technische bijstand voor publieke en particuliere media, zodat hun onafhankelijkheid, hun professionele vaardigheden en hun contacten met Europese media worden versterkt.

Servië stemt zijn beleid inzake de regulering van de inhoudelijke aspecten van grensoverschrijdende televisie af op dat van de EG en past zijn wetgeving aan het EU-acquis aan. Servië besteedt daarbij bijzondere aandacht aan vraagstukken in verband met de verwerving van intellectuele-eigendomsrechten voor satelliet-, kabel- of etheruitzendingen.

## ARTIKEL 105

### **Informatiemaatschappij**

Op alle gebieden die verband houden met het communautair acquis op het gebied van de informatiemaatschappij zal samenwerking worden ontwikkeld. Er wordt voornamelijk steun verleend voor de geleidelijke aanpassing van beleid en wetgeving van Servië in deze sector aan beleid en wetgeving van de Gemeenschap.

Les parties coopèrent également en vue de développer la société de l'information en Serbie. Les objectifs généraux consisteront à préparer l'ensemble de la société à l'ère numérique, à attirer les investissements et à garantir l'interopérabilité des réseaux et des services.

## ARTICLE 106

### Réseaux et services de communications électroniques

La coopération porte essentiellement sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans ce secteur. Les parties renforcent surtout leur coopération en ce qui concerne les réseaux et services de communications électroniques, l'objectif ultime étant que la Serbie adopte l'acquis dans ce secteur trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

## ARTICLE 107

### Informations et communication

La Communauté et la Serbie prennent les mesures nécessaires pour favoriser l'échange mutuel d'informations. La priorité va aux programmes qui visent à fournir au grand public des informations de base sur la Communauté et aux milieux professionnels en Serbie, des informations plus spécialisées.

## ARTICLE 108

### Transports

La coopération entre les parties porte essentiellement sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le secteur des transports.

La coopération peut notamment viser à restructurer et moderniser les modes de transport serbes, à améliorer la libre circulation des voyageurs et des marchandises, ainsi que l'accès au marché des transports et à ses infrastructures, y compris les ports et les aéroports. En outre, la coopération peut soutenir le développement des infrastructures multimodales en tenant compte des principaux réseaux transeuropéens, en vue notamment de renforcer les liens régionaux dans l'Europe du Sud-Est conformément au protocole d'accord relatif au développement du réseau principal de transport régional. La coopération devrait avoir pour objectif de parvenir à des normes d'exploitation comparables à celles de la Communauté, de développer en Serbie un système de transport compatible avec le système communautaire et aligné sur ce dernier et d'améliorer la protection de l'environnement dans les transports.

## ARTICLE 109

### Énergie

La coopération porte sur les domaines prioritaires de l'acquis communautaire dans le secteur de l'énergie. Elle est fondée sur le traité instituant la Communauté de l'énergie et se développe dans une perspective d'intégration progressive de la Serbie aux marchés européens de l'énergie. Cette coopération peut notamment se traduire par les activités suivantes :

De partijen werken tevens samen met het oog op de verdere ontwikkeling van de informatiemaatschappij in Servië. algemene doelstellingen zijn de voorbereiding van de maatschappij als geheel op het digitale tijdperk, het aantrekken van investeringen en het zorgen voor de interoperabiliteit van netwerken en diensten.

## ARTIKEL 106

### Netwerken en diensten voor elektronische communicatie

De samenwerking is in eerste instantie gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis op dit gebied. De partijen moeten met name de samenwerking op het gebied van elektronische-communicatienetwerken en -diensten versterken, waarbij het uiteindelijke doel is dat Servië het communautaire acquis op deze gebieden drie jaar na inwerkingtreding van deze overeenkomst overneemt.

## ARTIKEL 107

### Informatie en communicatie

De Gemeenschap en Servië nemen de nodige maatregelen om de onderlinge uitwisseling van informatie te stimuleren. Prioriteit wordt verleend aan programma's die basisinformatie over de Gemeenschap verstrekken aan het algemene publiek en meer gespecialiseerde informatie aan professionele doelgroepen in Servië.

## ARTIKEL 108

### Vervoer

De samenwerking tussen de partijen is gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis op het gebied van vervoer.

De samenwerking kan met name worden gericht op de herstructurering en modernisering van de Servische vervoerssystemen, de verbetering van het vrij verkeer van reizigers en goederen, de verbetering van de toegang tot de vervoersmarkt en -voorzieningen, met inbegrip van havens en luchthavens. Daarnaast kan steun worden verleend voor de ontwikkeling van multimodale infrastructuurvoorzieningen in verband met de voornaamste trans-Europese netwerken, met name ter versterking van regionale verbindingen in Zuidoost-Europa, overeenkomstig het memorandum van overeenstemming inzake het kernnetwerk voor regionaal vervoer. Gestreefd wordt naar exploitatieregels die vergelijkbaar zijn met die in de Gemeenschap en naar de ontwikkeling in Servië van een vervoerssysteem dat compatibel is met dat in de Gemeenschap en daarop aansluit, alsmede een betere bescherming van het milieu in de context van het vervoer.

## ARTIKEL 109

### Energie

De samenwerking is voornamelijk gericht op prioritaire gebieden die verband houden met het communautair acquis op milieugebied. De samenwerking wordt gebaseerd op het regionale Verdrag tot oprichting van de energiegemeenschap en zal gericht zijn op de geleidelijke integratie van Servië in de Europese energiemarkten. De samenwerking omvat met name :

a) la formulation et la programmation de politiques énergétiques, y compris la modernisation des infrastructures, l'amélioration et la diversification de l'offre et l'amélioration de l'accès au marché de l'énergie, notamment par la facilitation du transit, de la transmission et de la distribution et le rétablissement des interconnexions énergétiques d'importance régionale avec les pays voisins;

b) la promotion des économies d'énergie, du rendement énergétique, des énergies renouvelables et de l'étude de l'impact sur l'environnement de la production et de la consommation d'énergie;

c) la formulation de conditions cadres pour la restructuration des entreprises dans le secteur de l'énergie et pour la coopération entre elles.

## ARTICLE 110

### **Sûreté nucléaire**

Les parties coopèrent dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaire. La coopération pourrait couvrir les points suivants :

a) l'amélioration des lois et réglementations des parties relatives à la protection contre les radiations, à la sécurité nucléaire, à la comptabilité et au contrôle des matières nucléaires et le renforcement des autorités de contrôle et des ressources dont elles disposent;

b) la promotion des accords entre les États membres ou la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Serbie concernant la notification rapide et l'échange d'informations en cas d'accidents nucléaires, la capacité de faire face à des situations d'urgence et les questions de sûreté nucléaire en général, le cas échéant;

c) la responsabilité civile dans le domaine nucléaire.

## ARTICLE 111

### **Environnement**

Les parties développent et renforcent leur coopération dans la lutte capitale contre la dégradation de l'environnement et elles commencent à améliorer l'état de l'environnement dans l'optique du développement durable.

En particulier, les parties instaurent une coopération en vue de renforcer les structures et les procédures administratives afin d'assurer la planification stratégique des questions environnementales et la coordination entre les acteurs en cause et elles s'attachent tout particulièrement à l'alignement de la législation de la Serbie sur l'acquis communautaire. La coopération pourrait aussi être centrée sur le développement de stratégies destinées à réduire drastiquement la pollution locale, régionale et transfrontalière de l'air et de l'eau, à mettre en place un système permettant la production et la consommation rationnelles, propres, durables et renouvelables de l'énergie et à effectuer les études d'impact et les évaluations stratégiques sur l'environnement. Une attention particulière est accordée à la ratification et à la mise en œuvre du protocole de Kyoto.

a) formulering en planning van energiebeleid, modernisering van infrastructuur, verbetering en diversificatie van de voorziening, verbetering van de toegang tot de energiemarkt, alsmede vergemakkelijking van doorvoer, transmissie en distributie, en herstel van koppelingen van regionaal belang met de energienetten van de buurlanden;

b) de bevordering van energiebesparing en een efficiënt energiegebruik, duurzame energie en onderzoek naar de milieueffecten van energieproductie en -verbruik;

c) formulering van randvoorwaarden voor de herstructurering van energiebedrijven en samenwerking tussen bedrijven in die sector.

## ARTIKEL 110

### **Nucleaire veiligheid**

De partijen werken samen op het gebied van nucleaire veiligheid en splijtstofbewaking. De samenwerking kan de volgende onderwerpen omvatten :

a) verbetering van de wet- en regelgeving van de partijen inzake stralingsbescherming, nucleaire veiligheid, kernmateriaalboekhouding en de controle daarop, alsmede versterking van de toezichthoudende instanties en hun middelen;

b) bevordering van het sluiten van overeenkomsten tussen de lidstaten of de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en Servië over vroegtijdige kennisgeving en uitwisseling van informatie bij nucleaire ongevallen en over paraatheid bij rampen, en waar nodig nucleaire veiligheidswesties in het algemeen;

c) aansprakelijkheid van derden bij kernrampen.

## ARTIKEL 111

### **Milieu**

De partijen ontwikkelen en versterken hun samenwerking op milieugebied, vooral om de achteruitgang van het milieu een halt toe te roepen en te beginnen met het milieu te verbeteren met het oog op duurzame ontwikkeling.

De partijen werken met name samen met het oog op de versterking van de bestuurlijke structuren en procedures om strategische planning van milieuvraagstukken en coördinatie tussen de relevante actoren te waarborgen; de nadruk zal liggen op de aanpassing van de wetgeving van Servië aan die van de Gemeenschap. De samenwerking kan ook worden toegespitst op de ontwikkeling van strategieën om plaatselijke, regionale en grensoverschrijdende lucht- en waterverontreiniging aanzienlijk te verminderen, de totstandbrenging van een kader voor efficiënte, duurzame en schone energieproductie en -gebruik en de uitvoering van milieu-effectrapportage en strategische milieu-effectbeoordelingen. Bijzondere aandacht zal worden geschenken aan ratificatie en tenuitvoerlegging van het Kyoto-protocol.

## ARTICLE 112

**Coopération en matière de recherche et de développement technologique**

Les parties encouragent la coopération en matière de recherche scientifique civile et de développement technologique, sur la base de l'intérêt mutuel et en tenant compte de la disponibilité des ressources, de l'accès adéquat à leurs programmes respectifs, sous réserve d'atteindre des niveaux appropriés de protection effective des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de recherche et de développement technologique.

## ARTICLE 113

**Développement régional et local**

Les parties s'attachent à renforcer leur coopération en matière de développement régional et local, en vue de contribuer au développement économique et de réduire les déséquilibres régionaux. Une attention particulière est accordée aux coopérations transfrontalière, transnationale et interrégionale.

La coopération tient dûment compte des domaines prioritaires de l'acquis communautaire en matière de développement régional.

## ARTICLE 114

**Administration publique**

La coopération vise à assurer la mise en place, en Serbie, d'une administration publique qui soit efficace et responsable, notamment pour veiller au respect de l'État de droit, au bon fonctionnement des institutions publiques au profit de l'ensemble de la population serbe et au développement harmonieux des relations entre l'Union européenne et la Serbie.

La coopération en la matière porte essentiellement sur le renforcement des institutions, notamment l'élaboration et la mise en œuvre de procédures de recrutement transparentes et impartiales, la gestion des ressources humaines, l'évolution des carrières au sein du service public, la formation continue et la promotion de l'éthique dans l'administration publique. Cette coopération couvre tous les niveaux de l'administration publique, y compris l'administration locale.

**TITRE IX*****COOPÉRATION FINANCIÈRE***

## ARTICLE 115

Afin de réaliser les objectifs du présent accord et conformément aux articles 5, 116 et 118, la Serbie peut recevoir une aide financière de la Communauté sous la forme d'aides non remboursables et de prêts, notamment de prêts de la Banque européenne d'investissement. L'aide de la Communauté est subordonnée à de nouvelles avancées dans le respect des critères politiques de

## ARTIKEL 112

**Samenwerking op het gebied van onderzoek en technologische ontwikkeling**

De partijen bevorderen de samenwerking op het gebied van civiel wetenschappelijk onderzoek en technologische ontwikkeling (OTO), met wederzijds voordeel als uitgangspunt en rekening houdend met de beschikbaarheid van hulpmiddelen en adequate toegang tot elkaars programma's, waarbij erop wordt toegezien dat intellectuele-, industriële- en commerciële-eigendomsrechten goed worden beschermd.

In het kader van de samenwerking wordt rekening gehouden met de prioritaire terreinen in verband met het communautair acquis op het gebied van onderzoek en technologische ontwikkeling.

## ARTIKEL 113

**Regionale en plaatselijke ontwikkeling**

De partijen zetten zich in voor de versterking van de regionale en plaatselijke ontwikkelingssamenwerking, teneinde bij te dragen tot de economische ontwikkeling en de vermindering van regionale verschillen. Specifieke aandacht wordt geschonken aan grensoverschrijdende, internationale en interregionale samenwerking.

In het kader van de samenwerking wordt rekening gehouden met de prioritaire terreinen in verband met het communautair acquis op het gebied van regionale ontwikkeling.

## ARTIKEL 114

**Openbaar bestuur**

De samenwerking is erop gericht dat de ontwikkeling van efficiënt en verantwoordelijk openbaar bestuur in Servië wordt gegarandeerd, zodat met name ondersteuning wordt verleend aan de invoering van de rechtsstaat, het juist functioneren van de staatsinstellingen ten behoeve van de Servische bevolking in het algemeen en de vlotte ontwikkeling van de verhoudingen tussen de EU en Servië.

De samenwerking is voornamelijk gericht op institutionele opbouw, waaronder de ontwikkeling en uitvoering van transparante en eerlijke wervings- en selectieprocedures, personeelsbeheer en loopbaanontwikkeling voor ambtenaren, permanente educatie en de bevordering van ethisch openbaar bestuur. De samenwerking zal betrekking hebben op alle overhedsniveaus, met inbegrip van lokaal bestuur.

**TITEL IX*****FINANCIËLE SAMENWERKING***

## ARTIKEL 115

Met het oog op de verwesenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst en in overeenstemming met de artikelen 5, 116 en 118 komt Servië in aanmerking voor financiële steun van de Gemeenschap in de vorm van subsidies en leningen, waaronder leningen van de Europese Investeringsbank. De steun van de Gemeenschap is afhankelijk van de vorderingen met betrekking tot

Copenhague et en particulier à des progrès dans le respect des priorités spécifiques du partenariat européen. Il est également tenu compte des résultats de l'examen annuel des pays du processus de stabilisation et d'association, notamment en ce qui concerne l'engagement des bénéficiaires à procéder à des réformes démocratiques, économiques et institutionnelles, et des autres conclusions du Conseil, concernant en particulier le respect du programme d'ajustement. L'aide accordée à la Serbie est adaptée en fonction des besoins constatés, des priorités fixées, de sa capacité d'utilisation et de remboursement ainsi que des mesures prises pour réformer et restructurer l'économie.

#### ARTICLE 116

L'aide financière, sous forme d'aides non remboursables, est couverte par les mesures d'exécution prévues dans le règlement du Conseil correspondant, énoncées dans un document indicatif pluriannuel faisant l'objet de réexamens annuels et établi par la Communauté à l'issue de consultations avec la Serbie.

L'aide financière peut s'étendre à l'ensemble des secteurs de coopération, et plus particulièrement la justice, la liberté et la sécurité, le rapprochement de la législation, le développement durable, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement.

#### ARTICLE 117

À la demande de la Serbie et en cas de besoin particulier, la Communauté pourra examiner, en coordination avec les institutions financières internationales, la possibilité d'accorder, à titre exceptionnel, une aide financière macro-économique soumise à certaines conditions, en tenant compte de toutes les ressources financières disponibles. L'octroi de cette aide serait subordonné au respect de conditions à définir, dans le cadre d'un programme arrêté entre la Serbie et le Fonds monétaire international.

#### ARTICLE 118

Afin d'assurer une utilisation optimale des ressources disponibles, les parties veillent à ce qu'il y ait une coordination étroite entre les contributions de la Communauté et celles d'autres intervenants, tels que les États membres, les pays tiers et les institutions financières internationales.

À cet effet, des informations sur toutes les sources d'assistance sont régulièrement échangées entre les parties.

#### TITRE X

##### *DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES*

#### ARTICLE 119

Il est institué un conseil de stabilisation et d'association qui supervise l'application et la mise en œuvre du présent accord. Il se réunit régulièrement au niveau approprié, de même que lorsque les circonstances l'exigent. Il examine les problèmes importants qui se posent dans le cadre du présent accord ainsi que toutes les autres questions bilatérales ou internationales d'intérêt commun.

de politieke criteria van Kopenhagen, en met name de verwezenlijking van de specifieke prioriteiten van het Europees Partnerschap. Hierbij wordt ook rekening gehouden met de resultaten van het jaarlijks onderzoek van de landen van het stabilisatie- en associatieproces, met name wat betreft de toezeggingen van de begunstigde landen om democratische, economische en institutionele hervormingen door te voeren, en met andere conclusies van de Raad, met name ten aanzien van de naleving van aanpassingsprogramma's. De steun aan Servië wordt afgestemd op de geconstateerde behoeften, de overeengekomen prioriteiten, het vermogen tot opneming en terugbetaling en de maatregelen die worden getroffen om de economie te hervormen en te herstructureren.

#### ARTIKEL 116

De financiële bijstand in de vorm van subsidies wordt verleend via operationele maatregelen die bij de relevante verordening van de Raad worden ingesteld, binnen een door de Gemeenschap na overleg met Servië vast te stellen meerjarig indicatief planningsdocument, met jaarlijkse evaluaties.

De financiële bijstand kan betrekking hebben op alle samenwerkingssterreinen, waarbij met name aandacht wordt besteed aan justitie, vrijheid en veiligheid, harmonisatie van wetgeving, duurzame ontwikkeling, armoedebestrijding en milieubescherming.

#### ARTIKEL 117

In het geval van bijzondere noodzaak kan de Gemeenschap op verzoek van Servië, in overleg met de internationale financiële instellingen, onderzoeken of bij wijze van uitzondering macrofinanciële bijstand kan worden verleend, op bepaalde voorwaarden en met inachtneming van de beschikbaarheid van alle financiële middelen. Deze bijstand wordt dan vrijgegeven op bepaalde voorwaarden, die in het kader van een door Servië en het Internationaal Monetair Fonds overeen te komen programma worden vastgesteld.

#### ARTIKEL 118

Met het oog op optimale benutting van de beschikbare middelen dien de partijen erop toe dat de bijdragen van de Gemeenschap worden verstrekt in nauwe coördinatie met andere financieringsbronnen, zoals lidstaten, andere landen en internationale financiële instellingen.

Daartoe wisselen de partijen regelmatig informatie uit over alle bronnen van bijstand.

#### TITEL X

##### *INSTITUTIONELE, ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN*

#### ARTIKEL 119

Er wordt een Stabilisatie- en associatieraad opgericht, die toezicht houdt op de toepassing en de tenuitvoerlegging van de overeenkomst. De Stabilisatie- en associatieraad komt op passend niveau bijeen met regelmatige tussenpozen en wanneer de omstandigheden dat vereisen. Hij behandelt alle belangrijke vraagstukken die zich in het kader van de overeenkomst voordoen, en alle andere, bilaterale of internationale vraagstukken van gemeenschappelijk belang.

## ARTICLE 120

1. Le conseil de stabilisation et d'association est composé, d'une part, de membres du Conseil de l'Union européenne et de membres de la Commission européenne et, d'autre part, de membres du gouvernement serbe.

2. Le conseil de stabilisation et d'association arrête son règlement intérieur.

3. Les membres du conseil de stabilisation et d'association peuvent se faire représenter selon les conditions à prévoir dans son règlement intérieur.

4. La présidence du conseil de stabilisation et d'association est exercée à tour de rôle par un représentant de la Communauté et un représentant de la Serbie, selon les modalités à prévoir dans son règlement intérieur.

5. Pour les questions relevant de sa compétence, la Banque européenne d'investissement participe, à titre d'observateur, aux travaux du conseil de stabilisation et d'association.

## ARTICLE 121

Pour la réalisation des objectifs fixés par le présent accord, et dans les cas prévus par celui-ci, le conseil de stabilisation et d'association dispose d'un pouvoir de décision dans le cadre du présent accord. Les décisions prises sont obligatoires pour les parties, qui sont tenues de prendre les mesures que nécessite leur exécution. Le conseil de stabilisation et d'association peut également formuler des recommandations appropriées. Il arrête ses décisions et formule ses recommandations d'un commun accord entre les parties.

## ARTICLE 122

1. Le conseil de stabilisation et d'association est assisté dans l'accomplissement de sa mission par un comité de stabilisation et d'association composé de représentants du Conseil de l'Union européenne et de représentants de la Commission européenne, d'une part, et de représentants du gouvernement de la Serbie, d'autre part.

2. Le conseil de stabilisation et d'association détermine dans son règlement intérieur les tâches du comité de stabilisation et d'association, qui consistent notamment à préparer les réunions du conseil de stabilisation et d'association, et il fixe le mode de fonctionnement de ce comité.

3. Le conseil de stabilisation et d'association peut déléguer tout pouvoir au comité de stabilisation et d'association. En pareil cas, le comité de stabilisation et d'association arrête ses décisions selon les conditions fixées à l'article 121.

## ARTICLE 123

Le comité de stabilisation et d'association peut créer des sous-comités. Avant la fin de la première année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, le comité de stabilisation et d'association crée les sous-comités nécessaires à la mise en œuvre adéquate dudit accord.

Il est créé un sous-comité chargé des questions de migrations.

## ARTIKEL 120

1. De Stabilisatie- en associatieraad bestaat uit enerzijds leden van de Raad van de Europese Unie en leden van de Europese Commissie, en anderzijds leden van de regering van Servië.

2. De Stabilisatie- en associatieraad stelt zijn eigen reglement van orde vast.

3. De leden van de Stabilisatie- en associatieraad mogen zich laten vertegenwoordigen overeenkomstig de daartoe in het reglement van orde vast te leggen voorwaarden.

4. De Stabilisatie- en associatieraad wordt beurtelings voorgezet door een vertegenwoordiger van de Gemeenschap en een vertegenwoordiger van Servië, overeenkomstig de in het reglement van orde vast te leggen bepalingen.

5. De Europese Investeringsbank neemt, voor aangelegenheden die onder haar bevoegdheid vallen, als waarnemer deel aan de werkzaamheden van de Stabilisatie- en associatieraad.

## ARTIKEL 121

Om de doelstellingen van de overeenkomst te bereiken, heeft de Stabilisatie- en associatieraad de bevoegdheid besluiten te nemen binnen de toepassingssfeer van deze overeenkomst voor de in de overeenkomst vermelde gevallen. Deze besluiten zijn bindend voor de partijen, die de nodige maatregelen treffen voor de uitvoering ervan. De Stabilisatie- en associatieraad mag ook passende aanbevelingen doen. De besluiten en aanbevelingen van de raad worden vastgesteld in onderlinge overeenstemming tussen de partijen.

## ARTIKEL 122

1. De Stabilisatie- en associatieraad wordt bij de vervulling van zijn taken bijgestaan door een Stabilisatie- en associatiecomité, bestaande uit enerzijds vertegenwoordigers van de Raad van de Europese Unie en vertegenwoordigers van de Europese Commissie, en anderzijds vertegenwoordigers van Servië.

2. In zijn reglement van orde bepaalt de Stabilisatie- en associatieraad de taken van het Stabilisatie- en associatiecomité, waaronder de voorbereiding van de vergaderingen van de Stabilisatie- en associatieraad, en stelt hij de werkwijze van dit comité vast.

3. De Stabilisatie- en associatieraad mag bevoegdheden aan het Stabilisatie- en associatiecomité delegeren. In dat geval neemt het Stabilisatie- en associatiecomité zijn besluiten volgens de voorwaarden van artikel 121.

## ARTIKEL 123

Het Stabilisatie- en associatiecomité kan subcomités oprichten. Voor het einde van het eerste jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst zet het Stabilisatie- en associatiecomité de nodige subcomités op voor de adequate uitvoering van de overeenkomst.

Er wordt een subcomité ingesteld voor aangelegenheden met betrekking tot migratie.

## ARTICLE 124

Le conseil de stabilisation et d'association peut décider de constituer tout autre comité ou organe spécial propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Le conseil de stabilisation et d'association détermine dans son règlement intérieur la composition, la mission et le fonctionnement de ces comités et organes.

## ARTICLE 125

Il est institué une commission parlementaire de stabilisation et d'association. Elle constitue une enceinte de rencontre et de dialogue entre les membres du Parlement serbe et ceux du Parlement européen. Cette commission se réunit selon une périodicité qu'elle détermine.

La commission parlementaire de stabilisation et d'association est composée de membres du Parlement européen et de membres du Parlement serbe.

La commission parlementaire de stabilisation et d'association arrête son règlement intérieur.

La présidence de la commission parlementaire de stabilisation et d'association est exercée à tour de rôle par un membre du Parlement européen et par un membre du Parlement serbe, selon les modalités à prévoir dans le règlement intérieur.

## ARTICLE 126

Dans le cadre du présent accord, chaque partie s'engage à assurer que les personnes physiques et morales de l'autre partie ont accès, sans discrimination aucune par rapport à ses propres ressortissants, aux tribunaux et instances administratives compétents des deux parties, afin d'y faire valoir leurs droits individuels et réels.

## ARTICLE 127

Aucune disposition du présent accord n'empêche une partie de prendre toutes les mesures :

*a)* qu'elle estime nécessaires en vue de prévenir la divulgation d'informations contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;

*b)* relatives à la production ou au commerce d'armes, de munitions ou de matériel de guerre ou à la recherche, au développement ou à la production indispensables pour assurer sa défense, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence pour les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires;

*c)* qu'elle estime essentielles pour assurer sa propre sécurité en cas de troubles internes graves portant atteinte au maintien de l'ordre public, en cas de guerre ou de grave tension internationale menaçant de déboucher sur un conflit armé, ou afin de satisfaire à des obligations qu'elle a acceptées en vue d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

## ARTICLE 128

1. Dans les domaines couverts par le présent accord et sans préjudice de toute disposition particulière qui y figure :

## ARTIKEL 124

De Stabilisatie- en associatieraad kan tot de oprichting besluiten van andere speciale comités of lichamen die hem bij de uitvoering van zijn taken kunnen bijstaan. In zijn reglement van orde legt de Stabilisatie- en associatieraad de samenstelling van deze comités of lichamen vast en bepaalt hij hun taken en werkwijze.

## ARTIKEL 125

Er wordt een parlementair Stabilisatie- en associatiecomité opgericht. Dit zal als forum dienen waar leden van het Servische parlement en het Europese Parlement elkaar kunnen ontmoeten en van gedachten kunnen wisselen. Dit comité komt met door hemzelf te bepalen tussenpozen bijeen.

Het parlementair Stabilisatie- en associatiecomité bestaat uit leden van het Europees Parlement en leden van het Servische parlement.

Het parlementair Stabilisatie- en associatiecomité stelt zijn reglement van orde vast.

Het parlementair Stabilisatie- en associatiecomité wordt beurtelings voorgezeten door een lid van het Europees Parlement en een lid van het Servische parlement, overeenkomstig de in het reglement van orde neer te leggen bepalingen.

## ARTIKEL 126

Binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst beijvert elk van beide partijen zich om ervoor te zorgen dat natuurlijke personen en rechtspersonen van de andere partij, zonder discriminatie ten opzichte van haar eigen onderdanen, toegang krijgen tot de ter zake bevoegde gerechtelijke instanties en administratieve lichamen van de partijen, ter verdediging van hun individuele rechten en hun eigendomsrechten.

## ARTIKEL 127

Niets in deze overeenkomst belet een partij maatregelen te nemen :

*a)* die zij nodig acht om onthulling te beletten van informatie die tegen haar vitale veiligheidsbelangen indruist;

*b)* die verband houden met de productie van of de handel in wapens, munitie of oorlogsmateriaal of met onderzoek, ontwikkeling of productie die absoluut vereist is voor defensiedoeloeinden, mits deze maatregelen geen afbreuk doen aan de concurrentievoorraarden voor producten die niet voor specifiek militaire doeleinden bestemd zijn;

*c)* die zij van vitaal belang acht voor haar eigen veiligheid, in geval van ernstige binnenlandse onlusten die de openbare orde bedreigen, in tijden van oorlog of ernstige internationale spanningen die een oorlogs dreiging inhouden, of om verplichtingen na te komen die zij voor de bewaring van de vrede en de internationale veiligheid is aangegaan.

## ARTIKEL 128

1. Op de door de overeenkomst bestreken terreinen en onverminderd eventueel daarin neergelegde bijzondere bepalingen mogen :

a) le régime appliqué par la Serbie à l'égard de la Communauté ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les États membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés;

b) le régime appliqué par la Communauté à l'égard de la Serbie ne peut donner lieu à aucune discrimination entre les ressortissants de la Serbie ou entre les sociétés serbes.

2. Le paragraphe 1 ne fait pas obstacle au droit des parties d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale aux contribuables ne se trouvant pas dans une situation identique en ce qui concerne leur lieu de résidence.

#### ARTICLE 129

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations en vertu du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs définis par l'accord soient atteints.

2. Les parties conviennent de se consulter rapidement par les voies appropriées à la demande de l'une des parties pour examiner toute question concernant l'interprétation ou la mise en œuvre du présent accord et d'autres aspects pertinents des relations entre les parties.

3. Chaque partie saisit le conseil de stabilisation et d'association de tout différend relatif à l'application et à l'interprétation du présent accord. Dans ce cas, l'article 130 et, selon le cas, le protocole n° 7 s'appliquent.

Le conseil de stabilisation et d'association peut régler le différend par voie de décision contraignante.

4. Si une partie considère que l'autre partie n'a pas rempli une des obligations que lui impose le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle doit, sauf en cas d'urgence spéciale, fournir au conseil de stabilisation et d'association toutes les informations pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les parties.

Le choix doit porter en priorité sur les mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement au conseil de stabilisation et d'association et font l'objet de consultations, à la demande de l'autre partie, au sein du conseil de stabilisation et d'association, du comité de stabilisation et d'association ou de tout autre organisme créé en vertu de l'article 123 ou 124.

5. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 n'affectent en aucun cas les articles 32, 40, 41, 42 et 46 et le protocole n° 3 et ne préjugent en rien lesdits articles et ledit protocole (définition de la notion de « produits originaires » et méthodes de coopération administrative).

#### ARTICLE 130

1. Lorsqu'un différend surgit entre les parties à propos de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent accord, l'une des parties notifie à l'autre partie et au conseil de stabilisation et d'association une demande formelle de règlement du différend en question.

Si une partie estime qu'une mesure adoptée par l'autre partie, ou la carence de l'autre partie, constitue une violation de ses obligations en vertu du présent accord, la demande formelle de règlement du différend doit motiver cet avis et indiquer, selon le cas, que la partie peut adopter les mesures visées à l'article 129, paragraphe 4.

a) de regelingen die Servië ten opzichte van de Gemeenschap toepast, geen aanleiding geven tot onderlinge discriminatie van de lidstaten, hun onderdanen of hun vennootschappen;

b) de regelingen die de Gemeenschap ten opzichte van Servië toepast, geen aanleiding geven tot onderlinge discriminatie van Servische onderdanen of vennootschappen.

2. Lid 1 doet geen afbreuk aan het recht van de partijen om desbetreffende bepalingen van hun belastingwetgeving toe te passen op belastingplichtigen die niet in een identieke situatie verkeren ten aanzien van hun woonplaats.

#### ARTIKEL 129

1. De partijen treffen alle algemene en bijzondere maatregelen die vereist zijn om aan hun verplichtingen krachtens de overeenkomst te voldoen. Zij verzekeren dat de in de overeenkomst beschreven doelstellingen worden bereikt.

2. De partijen komen overeen op verzoek van elk van de partijen onmiddellijk overleg te plegen via passende kanalen om kwesties met betrekking tot de interpretatie of tenuitvoerlegging van deze overeenkomst en andere relevante aspecten van de betrekking tussen de partijen te bespreken.

3. De partijen leggen geschillen die verband houden met de toepassing of de interpretatie van deze overeenkomst voor aan de Stabilisatie- en associatieraad. In dat geval geldt artikel 130, en eventueel protocol 7.

De Stabilisatie- en associatieraad kan een dergelijk geschil door middel van een bindend besluit beslechten.

4. Indien een van de partijen van mening is dat de andere partij een verplichting die uit de overeenkomst voortvloeit niet is nagekomen, kan zij passende maatregelen treffen. Alvorens dit te doen, behalve in bijzonder dringende gevallen, verstrekt zij de Stabilisatie- en associatieraad alle ter zake doende informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie, om een voor de partijen aanvaardbare oplossing te vinden.

Bij de keuze van de maatregelen moet voorrang worden gegeven aan maatregelen die het functioneren van de overeenkomst het minst verstören. Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de Stabilisatie- en associatieraad gebracht en op verzoek van de andere partij besproken in de Stabilisatie- en associatieraad, het Stabilisatie- en associatiecomité of een ander op grond van de artikelen 123 of 124 opgericht orgaan.

5. De leden 2, 3 en 4 hebben geen invloed op en gelden onverminderd de artikelen 32, 40, 41, 42 en 46 en protocol 3 (Definitie van het begrip « producten van oorsprong » en regelingen voor administratieve samenwerking).

#### ARTIKEL 130

1. Wanneer tussen de partijen een meningsverschil ontstaat over de interpretatie of de tenuitvoerlegging van de overeenkomst, dient de ene partij bij de andere partij en bij de Stabilisatie- en associatieraad een formeel verzoek tot geschillenbeslechting in.

Wanneer een partij van mening is dat een maatregel van de andere partij of het niet-optreden van de andere partij een inbreuk vormt op haar verplichtingen in het kader van deze overeenkomst, moet in het formele verzoek tot geschillenbeslechting worden vermeld waarom de eerste partij deze mening is toegedaan en dat zij maatregelen kan nemen zoals bedoeld in artikel 129, lid 4.

2. Les parties s'efforcent de régler le différend en engageant des consultations de bonne foi au sein du conseil de stabilisation et d'association et d'autres organes, comme le prévoit le paragraphe 3, afin de trouver une solution mutuellement acceptable dès que possible.

3. Les parties fournissent au conseil de stabilisation et d'association toutes les informations pertinentes nécessaires à un examen approfondi de la situation.

Tant que le différend n'est pas réglé, il est examiné lors de chaque réunion du conseil de stabilisation et d'association, sauf si la procédure d'arbitrage prévue au protocole n° 7 a été ouverte. Un différend est considéré comme étant réglé si le conseil de stabilisation et d'association a pris une décision contraignante en ce sens comme le prévoit l'article 129, paragraphe 3, ou s'il a déclaré la disparition du différend.

Les consultations relatives à un différend peuvent également avoir lieu lors de toute réunion du comité de stabilisation et d'association ou de tout autre comité ou organe concerné créé en vertu des articles 123 ou 124, comme convenu entre les parties ou à la demande de l'une ou l'autre des parties. Les consultations peuvent également se faire par écrit.

Toutes les informations divulguées lors des consultations demeurent confidentielles.

4. En ce qui concerne les questions relevant du champ d'application du protocole n° 7, les parties peuvent demander que le différend soit réglé selon une procédure d'arbitrage conformément audit protocole si les parties ne sont pas parvenues à résoudre leur différend dans les deux mois suivant l'ouverture de la procédure de règlement du différend conformément au paragraphe 1.

#### ARTICLE 131

Le présent accord ne porte pas atteinte, avant que des droits équivalents n'aient été accordés aux personnes et aux agents économiques en vertu de l'accord, aux droits qui leur sont garantis par les accords existants liant un ou plusieurs États membres, d'une part, et la Serbie, d'autre part.

#### ARTICLE 132

Les annexes I à VII et les protocoles nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 font partie intégrante du présent accord.

L'accord-cadre entre la Communauté européenne et la Serbie-et-Monténégro établissant les principes généraux de la participation de la Serbie-et-Monténégro aux programmes communautaires, signé le 21 novembre 2004, et son annexe font partie intégrante du présent accord. Le conseil de stabilisation et d'association procédera à la révision prévue à l'article 8 de l'accord-cadre et sera habilité à modifier cet accord-cadre si nécessaire.

#### ARTICLE 133

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut dénoncer l'accord en notifiant son intention à l'autre partie. Le présent accord cesse d'être applicable six mois après cette notification.

2. De partijen streven ernaar geschillen op te lossen via overleg te goeder trouw binnen de Stabilisatie- en associatieraad en de andere in lid 3 beschreven organen, teneinde zo snel mogelijk tot een wederzijds aanvaardbare oplossing te komen.

3. De partijen verstrekken de Stabilisatie- en associatieraad alle relevante informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie.

Zolang het geschil niet is beslecht, wordt het tijdens elke vergadering van de Stabilisatie- en associatieraad besproken, tenzij de in protocol 7 beschreven arbitrageprocedure is ingeleid. Een geschil wordt geacht beslecht te zijn wanneer de Stabilisatie- en associatieraad een bindend besluit heeft genomen zoals bedoeld in artikel 129, lid 3, of wanneer hij heeft verklaard dat het geschil niet langer bestaat.

In overleg tussen de partijen of op verzoek van een van de partijen kan een geschil ook worden besproken tijdens een vergadering van het Stabilisatie- en associatiecomité of een ander relevant comité of orgaan dat is opgezet op grond van artikel 123 of 124. Overleg kan ook schriftelijk plaatsvinden.

Alle tijdens het overleg verstrekte informatie wordt vertrouwelijk behandeld.

4. Voor vraagstukken die onder protocol 7 vallen, kan een partij het geschil voor arbitrage voordragen overeenkomstig het protocol wanneer de partijen er niet in slagen binnen twee maanden na de inleiding van de in lid 1 bedoelde procedure voor geschillenbeslechting een oplossing te vinden.

#### ARTIKEL 131

Zolang onder deze overeenkomst geen gelijkwaardige rechten zijn verworven voor personen en ondernemers, doet de overeenkomst geen afbreuk aan de rechten die hun worden verleend bij bestaande overeenkomsten tussen een of meer lidstaten, enerzijds, en Servië, anderzijds.

#### ARTIKEL 132

De bijlagen I tot en met VII en de protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7 vormen een integrerend onderdeel van deze overeenkomst.

De op 21 november 2004 ondertekende kaderovereenkomst tussen de Europese Gemeenschap en Servië en Montenegro inzake de algemene beginselen voor de deelname van Servië en Montenegro aan communautaire programma's en de bijlage daarbij vormen een integrerend onderdeel van deze overeenkomst. De in artikel 8 van deze kaderovereenkomst bedoelde evaluatie wordt uitgevoerd binnen de Stabilisatie- en associatieraad, die bevoegd is om de kaderovereenkomst eventueel te wijzigen.

#### ARTIKEL 133

Deze overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Elk van beide partijen kan deze overeenkomst opzeggen door de andere partij van deze opzegging in kennis te stellen. De overeenkomst verstrijkt zes maanden na de datum van die kennisgeving.

Chacune des parties peut suspendre le présent accord avec effet immédiat en cas de non-respect par l'autre partie de l'un des éléments essentiels du présent accord.

#### ARTICLE 134

Aux fins du présent accord, le terme « parties » désigne, d'une part, la Communauté ou ses États membres, ou la Communauté et ses États membres, conformément à leurs pouvoirs respectifs et, d'autre part, la République de Serbie.

#### ARTICLE 135

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où les traités instituant la Communauté européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique sont d'application et dans les conditions prévues par lesdits traités et, d'autre part, au territoire de la Serbie.

Le présent accord ne s'applique pas au Kosovo, actuellement placé sous administration internationale en vertu de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999. Cette disposition est sans préjudice du statut actuel du Kosovo ou de la détermination de son statut final dans le cadre de cette même résolution.

#### ARTICLE 136

Le Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne est le dépositaire du présent accord.

#### ARTICLE 137

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langue bulgare, espagnole, tchèque, danoise, allemande, estonienne, grecque, anglaise, française, italienne, lettone, lituanienne, hongroise, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, finnoise, suédoise et serbe, chacun de ces textes faisant également foi.

#### ARTICLE 138

Les parties approuvent le présent accord selon les procédures qui leur sont propres.

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties contractantes se notifient l'accomplissement des procédures visées au premier alinéa.

#### ARTICLE 139

##### **Accord intérieur**

Si, en attendant l'accomplissement des procédures nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord, les dispositions de certaines parties de l'accord, notamment celles relatives à la libre circulation des marchandises et les dispositions pertinentes concernant les transports, sont mises en application par un accord intérieur

Elk van beide partijen kan de overeenkomst met onmiddellijke ingang schorsen wanneer de andere partij een essentieel element van deze overeenkomst schendt.

#### ARTIKEL 134

Voor de toepassing van deze overeenkomst worden onder «partijen» verstaan de Gemeenschap, of haar lidstaten, of de Gemeenschap en haar lidstaten, in overeenstemming met hun respective bevoegdheden, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds.

#### ARTIKEL 135

Deze overeenkomst is enerzijds van toepassing op het grondgebied waarop de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie van toepassing zijn, onder de in die Verdragen neergelegde voorwaarden, en anderzijds op het grondgebied van Servië.

De overeenkomst is niet van toepassing op Kosovo, dat momenteel onder internationaal bestuur staat overeenkomstig Resolutie nr. 1244 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties van 10 juni 1999. Dit doet geen afbreuk aan de huidige status van Kosovo of de vaststelling van de definitieve status in het kader van de genoemde resolutie.

#### ARTIKEL 136

De secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie is de depositaris van deze overeenkomst.

#### ARTIKEL 137

Deze overeenkomst is opgesteld in tweevoud in de Bulgaarse, de Spaanse, de Tsjechische, de Deense, de Duitse, de Estse, de Griekse, de Engelse, de Franse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Hongaarse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Slovaakse, de Sloveense, de Finse, de Zweedse en de Servische taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

#### ARTIKEL 138

De overeenkomst wordt door de partijen volgens hun eigen procedures goedgekeurd.

Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum waarop de partijen elkaar ervan in kennis stellen dat de in de eerste alinea bedoelde procedures zijn voltooid.

#### ARTIKEL 139

##### **Interimovereenkomst**

De partijen komen overeen dat, indien in afwachting van de voltooiing van de procedures die nodig zijn voor de inwerkingtreding van deze overeenkomst, de bepalingen van sommige gedeelten van deze overeenkomst, met name die inzake het vrije verkeer van goederen, alsmede de relevante bepalingen inzake

entre la Communauté et la Serbie, les parties conviennent que, dans ces circonstances et aux fins du titre IV, articles 73, 74 et 75, du présent accord, des protocoles nos 1, 2, 3, 5, 6 et 7, et des dispositions pertinentes du protocole n° 4, on entend par « date d'entrée en vigueur du présent accord » la date d'entrée en vigueur de l'accord intérimaire pour ce qui est des obligations contenues dans les dispositions susmentionnées.

Fait à Luxembourg, le vingt-neuf avril deux mille huit.

\*  
\* \*

#### **LISTE DES ANNEXES ET DES PROTOCOLES**

##### **ANNEXES**

Annexe I (article 21) — Concessions tarifaires serbes pour des produits industriels communautaires

Annexe II (article 26) — Définition des produits « baby beef »

Annexe III (article 27) — Concessions tarifaires serbes en faveur de produits agricoles communautaires

Annexe IV (article 29) — Concessions communautaires pour des produits de la pêche serbes

Annexe IV (article 30) — Concessions serbes pour des produits de la pêche communautaires

Annexe VI (article 52) — Établissement : services financiers

Annexe VII (article 75) — Droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

##### **PROTOCOLES**

Protocole n° 1 (Article 25) — Échanges de produits agricoles transformés

Protocole n° 2 (Article 28) — Vins et spiritueux

Protocole n° 3 (Article 44) — Définition de la notion de « produits originaires » et méthodes de coopération administrative

Protocole n° 4 (Article 61) — Transports terrestres

Protocole n° 5 (Article 73) — Aides d'état en faveur de la sidérurgie

Protocole n° 6 (Article 99) — Assistance administrative mutuelle en matière douanière

Protocole n° 7 (Article 129) — Règlement des différends

vervoer, door middel van een interimovereenkomst tussen de Gemeenschap en Servië ten uitvoer worden gelegd, voor de toepassing van titel IV, van de artikelen 73, 74 en 75 van deze overeenkomst en van de protocollen 1, 2, 3, 5, 6 en 7 alsmede de relevante bepalingen van protocol 4, onder de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst wordt verstaan de datum van inwerkingtreding van de interimovereenkomst, wat betreft de verplichtingen die in deze artikelen en protocollen zijn opgenomen.

Gedaan te Luxemburg, de negentewintigste april tweeduizend acht.

\*  
\* \*

#### **LIJST VAN BIJLAGEN EN PROTOCOLLEN**

##### **BIJLAGEN**

Bijlage I (artikel 21) — Tariefconcessies van Servië voor industrieproducten uit de Gemeenschap

Bijlage II (artikel 26) — Omschrijving van producten van de categorie « baby beef »

Bijlage III (artikel 27) — Tariefconcessies van Servië voor landbouwproducten uit de Gemeenschap

Bijlage IV (artikel 29) — Tariefconcessies van de Gemeenschap voor visserijproducten uit Servië

Bijlage V (artikel 30) — Tariefconcessies van Servië voor visserijproducten uit de Gemeenschap

Bijlage VI (artikel 52) — Vestiging : « Financiële diensten »

Bijlage VII (artikel 75) — Intellectuele-, industriële- en commerciële- eigendomsrechten

##### **PROTOCOLLEN**

Protocol 1 (artikel 25) — Handel in bewerkte landbouwproducten

Protocol 2 (artikel 28) — Wijn en gedistilleerde dranken

Protocol 3 (artikel 44) — Definitie van het begrip « producten van oorsprong » en regelingen voor administratieve samenwerking

Protocol 4 (artikel 61) — Vervoer over land

Protocol 5 (artikel 73) — Staatssteun voor de ijzer- en staalindustrie

Protocol 6 (artikel 99) — Wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken

Protocol 7 (artikel 129) — Beslechting van geschillen

**ACTE FINAL**

Les plénipotentiaires :

DU ROYAUME DE BELGIQUE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

DU ROYAUME DE DANEMARK,

DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

DE L'IRLANDE,

DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

DU ROYAUME D'ESPAGNE,

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

DE MALTE,

DU ROYAUME DES PAYS-BAS,

DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

DE LA ROUMANIE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

DU ROYAUME DE SUÈDE,

DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité instituant la Communauté européenne, au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommées « États membres », et

de la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE et de la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, ci-après dénommées « Communauté »,

d'une part, et

les plénipotentiaires de la RÉPUBLIQUE DE SERBIE, ci-après dénommée « Serbie »,

d'autre part,

réunis à Luxembourg le vingt-neuf avril deux mille huit pour la signature du présent accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part,

**SLOTAKTE**

De gevolmachtigden van :

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

DE REPUBLIEK HONGARIJE,

MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN,

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANIË EN NOORD-IERLAND,

Verdragsluitende partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie en het Verdrag betreffende de Europese Unie, hierna « de lidstaten » genoemd, en

DE EUROPESE GEMEENSCHAP en DE EUROPESE GE-MEEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE, hierna « de Gemeenschap » genoemd,

enerzijds, en

de gevolmachtigden van DE REPUBLIEK SERVIË, hierna « Servië » genoemd,

anderzijds,

bijeengekomen te Luxemburg op negentewintig april tweeduizend en acht voor de ondertekening van de Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en

et la Serbie, d'autre part, ci-après dénommé « présent accord », ont adopté les textes suivants :

le présent accord et ses annexes I à VII, à savoir :

Annexe I (article 21) — Concessions tarifaires serbes pour des produits industriels communautaires

Annexe II (article 26) — Définition des produits « baby beef »

Annexe III (article 27) — Concessions tarifaires serbes en faveur de produits agricoles communautaires

Annexe IV (article 29) — Concessions communautaires pour des produits de la pêche serbes

Annexe V (article 30) — Concessions serbes pour des produits de la pêche communautaires

Annexe VI (article 52) — Établissement : services financiers

Annexe VII (article 75) — Droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

et les protocoles suivants :

Protocole n° 1 (article 25) — Échanges de produits agricoles transformés

Protocole n° 2 (article 28) — Vins et spiritueux

Protocole n° 3 (article 44) — Définition de la notion de « produits originaires » et méthodes de coopération administrative

Protocole n° 4 (article 61) — Transports terrestres

Protocole n° 5 (article 73) — Aides d'État en faveur de la sidérurgie

Protocole n° 6 (article 99) — Assistance administrative mutuelle en matière douanière

Protocole n° 7 (article 129) — Règlement des différends

Les plénipotentiaires des États membres et de la Communauté et les plénipotentiaires de la Serbie ont adopté la déclaration commune suivante, annexée au présent acte final :

Déclaration commune relative à l'article 3

Déclaration commune relative à l'article 32

Déclaration commune relative à l'article 75

Les plénipotentiaires de la Serbie ont pris acte de la déclaration suivante, jointe au présent acte final :

Déclaration de la Communauté et de ses États membres.

## DÉCLARATIONS COMMUNES

### Déclaration commune relative à l'article 3

Les parties au présent accord de stabilisation et d'association, les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, estiment que la prolifération des armes de destruction massive (ci-après dénommées « ADM ») et de leurs vecteurs, s'agissant d'acteurs tant étatiques que non étatiques, représente l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur la paix, la stabilité et la sécurité internationales, ainsi que l'a confirmé la résolution 1540(2004) du Conseil de sécurité des

hun lidstaten, enerzijds, en Servië, anderzijds, hierna « deze overeenkomst » genoemd, hebben de volgende teksten aangenomen :

deze overeenkomst en de bijlagen I tot en met VII, namelijk :

Bijlage I (artikel 21) — Tariefconcessies van Servië voor industrieproducten uit de Gemeenschap

Bijlage II (artikel 26) — Omschrijving van producten van de categorie « baby beef »

Bijlage III (artikel 27) — Tariefconcessies van Servië voor landbouwproducten uit de Gemeenschap

Bijlage IV (artikel 29) — Tariefconcessies van de Gemeenschap voor visserijproducten uit Servië

Bijlage V (artikel 30) — Tariefconcessies van Servië voor visserijproducten uit de Gemeenschap

Bijlage VI (artikel 52) — Vestiging : « financiële diensten »

Bijlage VII (artikel 75) — Intellectuele-, industriële- en commerciële- eigendomsrechten

en de volgende protocollen :

Protocol 1 (artikel 25) — Handel in bewerkte landbouwproducten

Protocol 2 (artikel 28) — Wijn en gedistilleerde dranken

Protocol 3 (artikel 44) — Definitie van het begrip « producten van oorsprong » en regelingen voor administratieve samenwerking

Protocol 4 (artikel 61) — Vervoer over land

Protocol 5 (artikel 73) — Staatssteun voor de ijzer- en staalindustrie

Protocol 6 (artikel 99) — Wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken

Protocol 7 (artikel 129) — Beslechting van geschillen

De gevormdigheden van de lidstaten en van de Gemeenschap en de gevormdigheden van Servië hebben de volgende gemeenschappelijke verklaringen aangenomen, die aan deze slotakte zijn gehecht :

Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 3

Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 32

Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 75

De gevormdigheden van Servië hebben kennis genomen van de volgende verklaring die aan deze slotakte is gehecht :

Verklaring van de Gemeenschap en haar lidstaten.

## GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARINGEN

### Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 3

De partijen bij de Stabilisatie- en associatieovereenkomst, de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, zijn van mening dat de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor, onder zowel overheids- als niet-overheidsactoren, een van de ernstigste bedreigingen van de internationale vrede, stabiliteit en veiligheid vormt, zoals werd bevestigd in resolutie 1540 van de VN-Veiligheidsraad. De non-proliferatie van

Nations unies. La non-prolifération des ADM constitue donc une préoccupation commune pour les Communautés européennes et leurs États membres et la Serbie.

La lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs constitue également un élément fondamental pour l'Union européenne lorsqu'elle apprécie l'opportunité de conclure un accord avec un pays tiers. C'est la raison pour laquelle le Conseil a décidé, le 17 novembre 2003, qu'une clause de non-prolifération devrait être insérée dans les nouveaux accords conclus avec des pays tiers et il a approuvé le texte d'une clause type (voir le document 14997/03 du Conseil). Depuis, cette clause a été insérée dans les accords conclus par l'Union européenne avec une centaine de pays.

L'Union européenne et la République de Serbie, membres responsables de la communauté internationale, réaffirment leur engagement total en faveur du principe de non-prolifération des ADM et de leurs vecteurs et en faveur de la mise en œuvre intégrale des obligations internationales qu'elles ont contractées dans le cadre des instruments internationaux auxquels elles adhèrent.

C'est dans cet esprit, et conformément à la position générale de l'UE et à l'engagement pris par la Serbie en faveur du principe de non-prolifération des ADM et de leurs vecteurs, exposés ci-dessus, que les deux parties ont convenu d'inclure, dans l'article 3 du présent accord, la clause type sur les ADM, établie par le Conseil de l'Union européenne.

#### **Déclaration commune relative à l'article 32**

Les mesures prévues à l'article 32 visent à suivre les échanges de produits à forte teneur en sucre susceptibles d'être transformés et à prévenir une éventuelle distorsion de la configuration des échanges de sucre et de produits ne présentant pas de caractéristiques fondamentalement différentes de celles du sucre.

Ledit article devrait être interprété de manière à ne pas perturber, ou à perturber le moins possible, les échanges de produits destinés à la consommation finale.

#### **Déclaration commune relative à l'article 75**

Les parties conviennent que, aux fins du présent accord, les termes «propriété intellectuelle et industrielle» comprennent, en particulier, la protection des droits d'auteur, y compris de logiciels, et des droits voisins, des droits relatifs aux bases de données, brevets, y compris des certificats complémentaires de protection, dessins et modèles, marques de commerce et de service, topographies de circuits intégrés, indications géographiques, y compris des appellations d'origine, et la protection des obtentions végétales.

La protection des droits de propriété commerciale inclut, en particulier, la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10bis de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et de la protection des informations non divulguées relatives au savoir-faire visée à l'article 39 du présent accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (accord sur les ADPIC).

massavernietigingswapens is daarom van gezamenlijk belang voor de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten en Servië.

De bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor is voor de Europese Unie een essentieel element wanneer zij overweegt een overeenkomst met een derde land te sluiten. Daarom heeft de Raad in november 2003 besloten dat in de nieuwe overeenkomsten met derde landen een non-proliferatieclausule moet worden opgenomen en daarvoor een standaardtekst vastgesteld (zie document 14997/03). Een dergelijke clausule is sindsdien opgenomen in de overeenkomsten van de Europese Unie met bijna honderd landen.

De Europese Unie en de Republiek Servië bekraftigen als respectabele leden van de internationale gemeenschap hun hechtheid aan het beginsel van non-proliferatie van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor en verbinden zich ertoe volledige uitvoering te geven aan hun internationale verplichtingen uit hoofde van internationale instrumenten waarbij zij partij zijn.

In deze geest en overeenkomstig het hierboven beschreven algemene EU-beleid en de verbintenis van Servië met betrekking tot het beginsel van non-proliferatie van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor zijn de partijen overeengekomen de door de Europese Raad vastgestelde standaardclausule inzake massavernietigingswapens in artikel 3 van deze overeenkomst op te nemen.

#### **Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 32**

Met artikel 32 wordt beoogd toezicht te houden op de handel in producten met een hoog suikergehalte die verder zouden kunnen worden bewerkt, en te voorkomen dat de handel in suiker en producten waarvan de kenmerken niet wezenlijk daarvan verschillen, wordt verstoord.

Bij de toepassing van dit artikel mag de handel in producten bedoeld voor eindconsumptie niet of zo min mogelijk worden verstoord.

#### **Gemeenschappelijke verklaring inzake artikel 75**

De partijen komen overeen dat voor de toepassing van de overeenkomst intellectuele en industriële eigendom met name het volgende omvat: auteursrechten, met inbegrip van de auteursrechten op computerprogramma's, en naburige rechten, de rechten voor databanken, octrooien en aanvullende beschermingscertificaten, industriële ontwerpen, handelsmerken en dienstmerken, topografieën van geïntegreerde schakelingen, geografische aanduidingen, met inbegrip van oorsprongsbenamingen, en bescherming voor kweekproducten.

De bescherming van commerciële-eigendomsrechten omvat met name bescherming tegen oneerlijke mededeling, zoals bedoeld in artikel 10bis van het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom, en bescherming van niet openbaar gemaakte informatie, zoals bedoeld in artikel 39 van de Overeenkomst inzake de handelsaspecten van de intellectuele eigendom (TRIPS-overeenkomst).

Les parties décident en outre que le niveau de protection visé à l'article 75, paragraphe 3, du présent accord doit inclure la mise à disposition des mesures, procédures et réparations prévues dans la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle (1).

#### **Déclaration de la Communauté européenne et de ses États membres**

Étant donné que des mesures commerciales exceptionnelles sont accordées par la Communauté aux pays participant ou liés au processus de stabilisation et d'association de l'Union européenne, et notamment la Serbie, sur la base du règlement (CE) n° 2007/2000 du Conseil, la Communauté et ses États membres déclarent :

— qu'en application de l'article 35 du présent accord, les mesures commerciales autonomes unilatérales les plus favorables s'appliquent en plus des concessions commerciales contractuelles offertes par la Communauté dans le présent accord, dès lors que le règlement (CE) n° 2007/2000 du 18 septembre 2000 introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne (2) s'applique;

— que, notamment, pour les produits couverts par les chapitres 7 et 8 de la nomenclature combinée, pour lesquels le tarif douanier commun prévoit l'application de droits de douane ad valorem et un droit de douane spécifique, la réduction s'applique également au droit de douane spécifique, par dérogation à la disposition correspondante de l'article 26, paragraphe 2.

Fait à Luxembourg, le vingt-neuf avril deux mille huit.

De partijen komen daarnaast overeen dat de mate van bescherming als bedoeld in artikel 75, lid 3, de beschikbaarheid van maatregelen, procedures en rechtsmiddelen omvat als bedoeld in richtlijn 2004/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de handhaving van intellectuele-eigendomsrechten (1).

#### **Verklaring van de Gemeenschap en haar lidstaten**

Overwegende dat de Europese Gemeenschap uitzonderlijke handelsmaatregelen toekent ten behoeve van de landen die deelnemen aan of verbonden zijn met het stabilisatie- en associatieproces van de Europese Unie, met inbegrip van Servië op basis van verordening (EG) nr. 2007/2000, verklaren de Europese Gemeenschap en haar lidstaten :

— dat bij de toepassing van artikel 35 van deze overeenkomst, de meest gunstige van de eenzijdige autonome handelsmaatregelen van toepassing zijn, in aanvulling op de contractuele handelsconcessies die de Gemeenschap bij deze overeenkomst aanbiedt, zolang verordening (EG) nr. 2007/2000 van de Raad van 18 september 2000 tot vaststelling van uitzonderlijke handelsmaatregelen ten behoeve van de landen en gebieden die deelnemen aan of verbonden zijn met het stabilisatie- en associatieproces van de Europese Unie (2) van toepassing is;

— dat, in het bijzonder, voor de producten die vallen onder de hoofdstukken 7 en 8 van de gecombineerde nomenclatuur, waarvoor het gemeenschappelijk douanetarief voorziet in een ad-valorem douanerecht en in een specifiek douanerecht, de verlaging ook van toepassing is op het specifieke douanerecht, in afwijking van de desbetreffende bepaling van artikel 26, lid 2.

Gedaan te Luxemburg, de negentewintigste april tweeduizend acht.

(1) JO L 157 du 30.4.2004, p. 45. Version rectifiée dans le JO L 195 du 2.6.2004, p. 16.

(2) JO L 240 du 23.9.2000, p. 1. règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 530/2007 du Conseil (JO L 125 du 15.5.2007, p. 1).

(1) PB L 157 van 30 april 2004, blz. 45. Rectificatie in PB L 195 van 2 juni 2004, blz. 16.

(2) PB L 240 van 23 september 2000, blz. 1. verordening laatstelijk gewijzigd bij verordening (EG) nr. 530/2007 van de Raad (PB L 125 van 15 mei 2007, blz. 1).

**AVANT-PROJET DE LOI  
SOUMIS À L'AVIS  
DU CONSEIL D'ÉTAT**

---

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, fait à Luxembourg le 29 avril 2008.

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

L'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs états membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, fait à Luxembourg le 29 avril 2008, sortira son plein et entier effet.

\*  
\* \*

**VOORONTWERP VAN WET  
VOOR ADVIES VOORGELEGD  
AAN DE RAAD VAN STATE**

---

Voorontwerp van wet houdende instemming met de Stabilisatie- en Associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 29 april 2008.

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 29 april 2008, zal volkomen gevolg hebben.

\*  
\* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT  
N° 49.816/2  
DU 6 JUILLET 2011**

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, le 9 juin 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « portant assentiment à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs états membres, d'une part, et la République de la Serbie, d'autre part, fait à Luxembourg le 29 avril 2008 », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

\*  
\* \*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle l'observation ci-après.

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il y a lieu de préciser qu'il est également donné adhésion à l'Acte final de l'Accord de stabilisation et d'association en question (1).

L'intitulé et l'article 2 du projet seront complétés en ce sens.

La chambre était composée de

M. Y. KREINS, président de chambre,

M. P. VANDERNOOT et Mme BAGUET, conseillers d'État,

(1) Voir en ce sens le décret de la Communauté germanophone du 27 avril 2009 portant assentiment aux traités internationaux suivants :  
 1) Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part, y compris l'Acte final, faits à Luxembourg, le 15 octobre 2007;  
 2) Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, y compris l'Acte final, faits à Luxembourg, le 29 avril 2008;  
 3) Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bosnie-Herzégovine, d'autre part, y compris l'Acte final, faits à Luxembourg, le 16 juin 2008.  
 Voir également le projet de décret flamand sur lequel le Conseil d'État a donné, le 7 avril 2011, l'avis 49.426/1.

**ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE  
NR. 49.816/2  
VAN 6 JULI 2011**

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 2011 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “houdende instemming met de Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, gedaan te Luxemburg op 29 april 2008”, heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het indienen van een wetsontwerp bij het Parlement noodzakelijk is.

\*  
\* \*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat dient te worden gepreciseerd dat eveneens wordt ingestemd met de slotakte van de betreffende stabilisatie- en associatieovereenkomst (1).

Het opschrift en artikel 2 van het ontwerp moeten in die zin worden aangevuld.

De kamer is samengesteld uit

De heer Y. KREINS, kamervoorzitter,

De heer P. VANDERNOOT en mevrouw BAGUET, staatsraden,

(1) Zie in die zin het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 27 april 2009 houdende instemming met [de volgende] volkenrechtelijke verdragen:  
 1) Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Montenegro, anderzijds, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg, op 15 oktober 2007;  
 2) Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Republiek Servië, anderzijds, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg, op 29 april 2008;  
 3) Stabilisatie- en associatieovereenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en Bosnië en Herzegovina, anderzijds, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg, op 16 juni 2008.  
 Zie ook het ontwerp van Vlaams decreet waarover de Raad van State op 7 april 2011 advies 49.426/1 heeft verstrekt.

Mme B. VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

*Le greffier;*  
B. VIGNERON.

*Le président;*  
Y. KREINS.

Mevrouw B. VIGNERON, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door mevrouw W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van mevrouw M. BAGUET.

*De griffier;*  
B. VIGNERON.

*De voorzitter;*  
Y. KREINS.